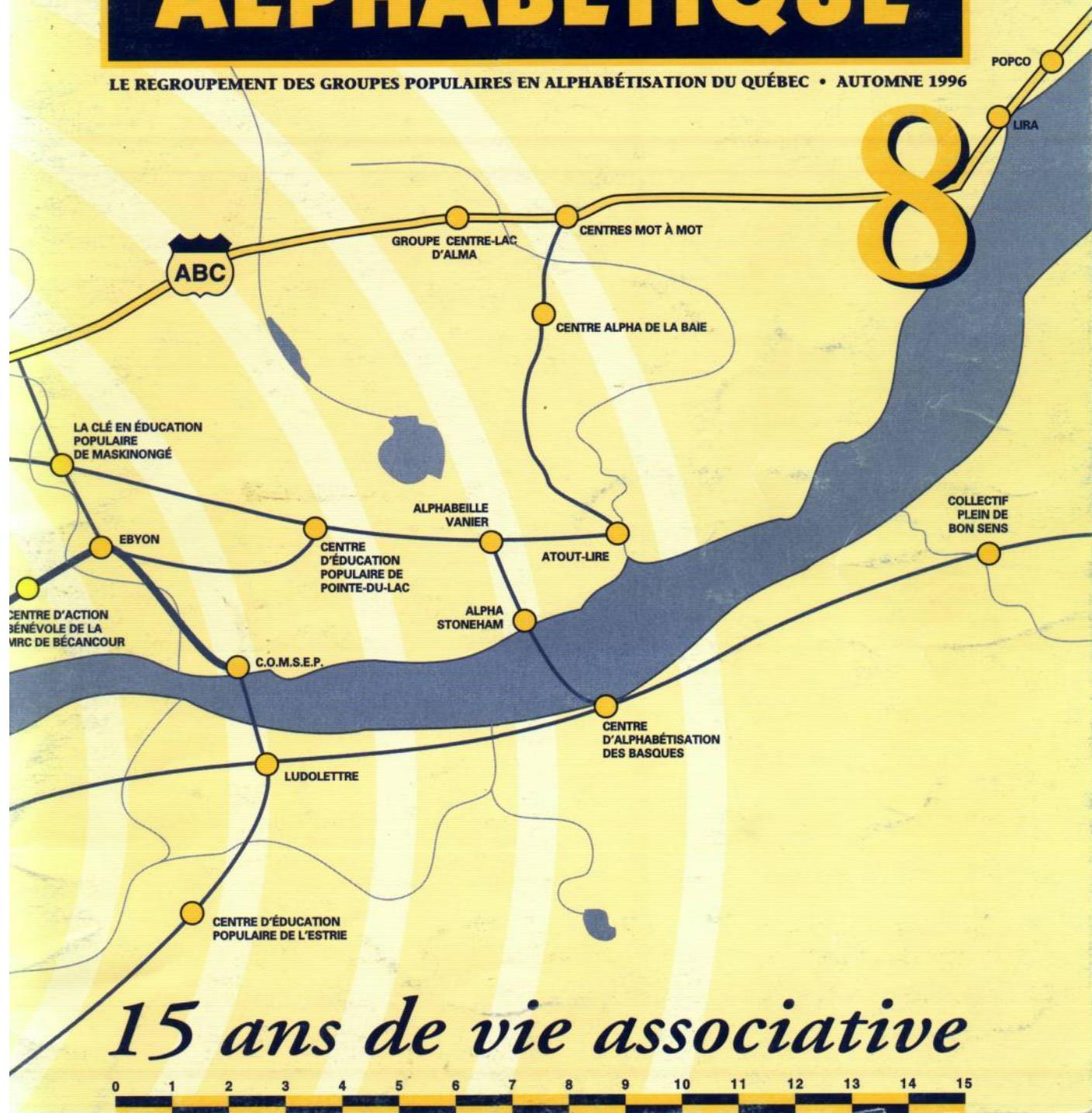


Le monde alphabétique, numéro 8, automne 1996 : 15 ans de vie associative - RGPAQ

LE MONDE ALPHABÉTIQUE

LE REGROUPEMENT DES GROUPES POPULAIRES EN ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC • AUTOMNE 1996



La revue Le Monde alphabétique est publiée par le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec; elle se veut le reflet de l'alphabétisation populaire et entend en faire la promotion. Elle s'adresse d'abord aux animatrices et aux animateurs des groupes populaires en alphabétisation afin d'alimenter leur réflexion et leurs pratiques.

COMITÉ DE RÉDACTION :

Madeline Auclair, animatrice à Déclic; Marie-Hélène Deshaies, responsable de la formation au RGPAQ; Esther Filion, organisatrice communautaire à La Jarnigoine; Martin-Pierre Nombre, organisateur communautaire au RGPAQ; Colette Paquet, animatrice à Atout-Lire; Liliane Rajaonina, collaboratrice à la formation au RGPAQ.

COLLABORATION POUR CE NUMÉRO :

Jean-François Aubin, Rachel Bélisle, Claudette Bérubé, Françoise Bouchard, Lise Chouinard, Manon Claveau, Marie-Hélène Deshaies, Henri Robert Durandisse, Nicole Ekdom, Mario Haman, Jean-Yves Joannette, Nicole Lachapelle, Sylvie Lafond, Michel Lambert, Richard Latendresse, Françoise Lefebvre, Mozart Longuefosse, Rosalie Ndejuru, Martin-Pierre Nombre, Monique Olivier, Colette Paquet, Annie Prud'Homme, Liliane Rajaonina, Sylvie Roy, Lucie St-Germain, Micheline Séguin, Solange Tougas.

REMERCIEMENTS AUX PERSONNES QUI ONT

ACCEPTÉ DE NOUS ACCORDER DES ENTREVIUES :

Sylvie Bernier, Geneviève Boisvert, Françoise Bouchard, Marcelle Dubé, Martine Dupont, Christiane Gallo, Nicole Lachapelle, Gilles Landry, Michèle Montpetit, Hélène Patenaude, Francine St-Germain, Sylvie Tardif, Solange Tougas, Lise Trudel.

CONCEPTION GRAPHIQUE :

Pierre Lachance

ILLUSTRATION DE LA PAGE COUVERTURE :

Pierre Lachance

SAISIE DE TEXTES :

Liliane Rajaonina

RÉVISION :

Claudine Vivier

CORRECTIONS D'ÉPREUVES :

Marie-Hélène Deshaies, Liliane Rajaonina, Micheline Séguin

La publication de la revue est financée par le Secrétariat national à l'alphabétisation à Ottawa. Le tirage est de 500 exemplaires. Le choix des thèmes et des textes est soumis au comité à qui revient la décision de leur publication dans la revue.

PRIX : à l'unité : 10,00\$

CORRESPONDANCE : Veuillez adresser toute correspondance au Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec, 5040, boul. St-Laurent, Montréal (Québec), H2T 1R7. Téléphone: (514) 277-9976 Télécopieur : (514) 277-2044

© RGPAQ 1996

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec et Bibliothèque du Canada
ISSN:1183-515X

SOMMAIRE

LE MONDE ALPHABÉTIQUE

automne 1996

1

- Le Regroupement a 15 ans

2

...RELIEFS

- Démarche d'orientation à la Boîte à lettres : un bilan, des perspectives
- La prévention de l'analphabétisme en milieu scolaire
- Le recrutement en alphabétisation

13

...PRÊTS-À-PORTER

- ADAPMANIA : Un kit biblio, une mini-bibliothèque ambulante adaptée

16

...ÉCHOS ET RÉFLEXIONS

- Nos compétences fortes : favoriser le développement du savoir-reconnaître

21

...ENJEUX

- Après le virage ambulatoire, le virage alphabétique?

25

...DOSSIER

La vie associative

- Prendre sa place
- Fréquenter un groupe d'alphabétisation populaire, ça change pas le monde sauf que...
- Face aux médias
- La démocratie au quotidien
- Par où passe la vie démocratique en alphabétisation populaire?
- À propos de la participation au sein du RGPAQ
- Les jeunes aussi

53

...HUMOUR

- Les pitons

54

...CÔTÉ JARDIN

- La solidarité active ou la petite histoire du pot-à-gérer d'Atout-Lire

59

...AU-DELÀ DE LA LETTRE

- Témoignage de Lise Chouinard

60

...D'AILLEURS

- Pour un nouveau souffle de l'alphabétisation en Haïti
- Les mouvements d'alpha en Inde
- L'alphabétisation populaire comme stratégie dans la réconciliation nationale au Rwanda

71

...PROFIL DE GROUPE

- Le Centre haïtien d'animation et d'intervention sociales (CHAIS)
- Le Comité d'éducation des adultes de la Petite Bourgogne et de St-Henri (CEDA)

73

...À VOIR, À LIRE

LE REGROUPEMENT A 15 ANS

Nicole Lachapelle, *coordonnatrice*

Ce huitième numéro de la revue *Le Monde alphabétique* survient à un moment particulier de l'histoire du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) : c'est le 15^e anniversaire du RGPAQ!

Au départ, le Regroupement est né de la volonté de quelques groupes populaires d'alphabétisation de réunir leurs efforts pour améliorer leurs pratiques et faire connaître le problème de l'analphabétisme au Québec.

Nous étions en 1981... peu de gens croyaient alors qu'au Québec, il existait des adultes qui ne savaient ni lire ni écrire. Ce fut donc un des premiers mandats du RGPAQ : faire connaître le problème et faire connaître l'existence de groupes qui offraient aux personnes analphabètes la possibilité d'apprendre à lire et à écrire dans un autre contexte que celui de l'école traditionnelle. Ces groupes étaient rares et ne recevaient guère d'aide financière pour fonctionner.

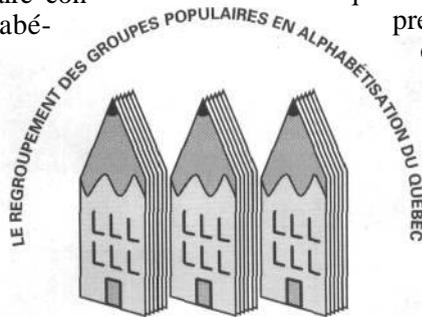
Quinze ans plus tard, les groupes se sont multipliés, leurs budgets ont augmenté quoiqu'ils restent encore bien en deçà des besoins exprimés. Quinze ans plus tard, le Regroupement est toujours là, grâce à la volonté de ses groupes membres et à leur implication. Un regroupement, ça donne une force de frappe, un lieu pour échanger, mais ça demande aussi qu'on y mette de l'énergie. Et tout au long de ces 15 années, bien des personnes y ont consacré beaucoup de leur temps, y ont investi leur énergie, leur créativité, leurs connaissances, leurs expériences, pour faire en sorte que le RGPAQ continue d'exister.

Quinze ans plus tard, le RGPAQ, cela veut dire plus de 40 groupes populaires d'alphabétisation, plus d'une centaine d'animateurs

et d'animatrices un peu partout au Québec, des participants et des participantes en démarche d'alphabétisation; cela veut dire une équipe de travail au 5040 et des contractuel-le-s. Cela veut dire aussi un réseau d'ami-e-s, de personnes, de groupes, d'associations au Québec, au Canada et dans différents endroits à travers le monde. Un réseau de partenaires avec qui échanger, avec qui partager des préoccupations communes, avec qui chercher des solutions. Le RGPAQ c'est aussi vous, les lecteurs et lectrices de la revue *Le Monde alphabétique* et de nos différentes publications.

À l'occasion de notre 15^e anniversaire, nous voulons dire MERCI à tous ceux et à toutes celles grâce à qui le RGPAQ demeure toujours présent dans le paysage de l'alphabétisation au Québec, et est devenu un acteur connu, reconnu et apprécié. C'est pourquoi le RGPAQ a décidé de consacrer le dossier de ce numéro à la vie associative.

Nous en profitons aussi pour souhaiter la bienvenue à tous les nouveaux groupes d'alphabétisation qui se sont mis sur pied au printemps 1996 et qui font maintenant l'expérience de leur première rentrée. Bienvenue dans le milieu de l'alphabétisation populaire, et espérons qu'ensemble, nous réussirons à faire encore avancer le dossier de l'alphabétisation au Québec et à faire reculer l'analphabétisme. Dans le contexte de la fin du processus des États généraux sur l'éducation avec, en toile de fond, une lutte à tout prix contre le déficit, nous aurons besoin de nous serrer les coudes pour «passer à travers» les prochaines années. L'assainissement des finances publiques ne doit pas nous faire oublier qu'il y a 900 000 personnes analphabètes au Québec et que la lutte contre la pauvreté, c'est une question d'équité.



Démarche d'orientation à la Boîte à lettres : un bilan, des perspectives

Sylvie Roy, *Consultante en éducation et en alphabétisation*¹

Comment répondre aux divers besoins de jeunes qui sortent de l'école analphabètes? Récit d'une expérience qui aboutit à un processus continu de recherche-action.

Cet article tente de rendre compte d'une démarche d'orientation qui nous a amenés, à la Boîte à lettres, à redéfinir notre mission auprès des jeunes. L'histoire de notre organisme s'explique à la lumière de deux pôles souvent parallèles, mais parfois opposés : l'animation sociale auprès des jeunes d'une part, et l'acquisition de la lecture, de l'écriture et du calcul, d'autre part. Le défi actuel de notre démarche d'orientation réside entre autres dans le fait que nous voulons que notre approche de l'enseignement de la lecture, de l'écriture et du calcul produise autant de résultats significatifs que notre démarche d'animation avec les

jeunes. Tout un défi en perspective, auquel peu de groupes populaires ou de chercheurs au Québec ont, à notre connaissance, apporté des réponses très précises.

Le parti pris de l'animation sociale

Depuis son ouverture en 1984, la Boîte à lettres tente d'offrir une éducation alternative à des jeunes de milieux populaires qui sortent de l'école analphabètes, déclassés et souvent meurtris par leur expérience scolaire. Nous avons donc mis en place une stratégie d'intervention qui vise prioritairement l'épanouissement et l'affirmation des jeunes au moyen de

projets collectifs qui leur permettent de s'exprimer et de se faire connaître. En 1985, nous avons produit une vidéo² pour la «Grande Rencontre», événement organisé par le RGPAQ qui a réuni près de 400 participantes et participants à Québec. En 1987, nous avons produit un journal qui a été encarté dans l'hebdo régional, *le Courrier du Sud*, et distribué à des milliers d'exemplaires. Depuis 1993, nous sommes engagés dans la production d'une série d'émissions de radio en collaboration avec la radio communautaire de la Rive-Sud et nous produisons aussi un journal.

Les jeunes qui fréquentent la Boîte à lettres ont d'autres be-



RELIEFS

soins, autant, sinon plus présents que celui de lire ou d'écrire : se trouver un emploi, quitter la maison familiale, se faire des amis. Nous leur offrons un espace dans lequel ils et elles peuvent venir en toute confiance et nous trouver, disponibles et attentifs. Nous avons aussi privilégié des formes de soutien et de suivi individuel lorsque c'était nécessaire. À titre d'exemple, nous avons offert de l'aide à un couple qui devait choisir entre une grossesse ou un avortement, à un jeune qui avait des idées suicidaires, à un autre qui voulait obtenir son permis de conduire, à une autre qui avait subi de la violence. Nous avons aidé certains jeunes à faire des stages de travail au

sein d'autres groupes communautaires. De plus, nous avons mis sur pied dès 1985 un comité de jeunes qui a pris en charge certains aspects de l'animation du local, l'organisation de sorties culturelles et sportives, la gestion d'un petit comptoir alimentaire, ainsi que la préparation des assemblées générales avec le conseil d'administration.

Par ailleurs, nous avons toujours pris soin de favoriser une meilleure intégration des jeunes dans leur milieu et, plus largement, dans le monde. Par exemple, nous avons organisé des soirées d'échanges sur des sujets comme la sexualité, la consommation, avec l'aide de personnes-ressources du quartier. Nous

avons reçu une équipe d'un groupe d'alphabétisation belge et plus récemment, des participants en alphabétisation du Burkina Faso. Enfin, nous avons organisé des parties à toutes les fêtes de Noël et de l'Halloween, nous avons fait des sorties «en ville», au théâtre, au Biôme, et nous avons organisé des activités sportives.

Ces activités sociales ont eu des résultats positifs, notamment au plan d'une meilleure prise de confiance des jeunes, une augmentation de leur capacité à communiquer et à s'organiser. Certains jeunes se sont trouvés un emploi, des amis, une blonde ou un chum; d'autres ont repris leurs études et acquis

une plus grande autonomie à l'égard de leurs parents. Pourtant, nous n'avons pas toujours reconnu la valeur de ces résultats, surtout parce que notre démarche ne produisait pas les mêmes résultats au plan de l'écrit. En effet, en dehors du contexte des cours, les jeunes ne lisaient pas beaucoup et écrivaient toujours aussi péniblement.

Une intervention pédagogique... à la traîne

Comparativement à cet élan pour l'animation sociale, notre travail pédagogique... n'était pas toujours à la hauteur. En 1984, nous avons adopté une démarche très scolarisante, dissociée de toute réflexion sur le langage et sur l'écrit. Nous recommençons avec les jeunes l'enseignement des lettres, des sons, des syllabes simples et complexes, sans que le sens de la lecture soit l'enjeu principal de la formation. Nous avons produit des tests d'évaluation pour l'accueil qui replaçaient les jeunes dans un contexte scolaire. À leur demande, on leur donnait des dictées, même si cela avait peu d'effet sur l'amélioration ou la quantité de leurs productions écrites en dehors des cours. En atelier, nous les faisons lire chacun leur tour à haute voix, exercice pénible qui ne donnait pas grand-chose, excepté vérifier s'ils étaient capables de déchiffrer. Nous tenions peu compte de leur intention de lecture, puisque nous choissions pour eux les textes à lire. Avec des textes en principe intéressants, nous leur

faisions encercler les «ON» et répondre à des questions pas toujours pertinentes.

Mais parallèlement, nous avons toujours eu comme préoccupation de faire écrire les jeunes, nous avons publié leurs textes, nous les avons valorisés dans cette démarche d'expression. Nous cherchions des textes de lecture qui traitaient de choses intéressantes ou de thèmes d'actualité qui touchaient les jeunes. Nous avons aussi engagé en 1986 deux personnes pour «décorer» le local avec de l'écrit (affichage, revues, caricatures, babillard...) et pour organiser un centre de documentation. Le personnel de la Bibliothèque de Longueuil nous a aidés à constituer une bibliothèque. Plus tard, nous avons privilégié l'approche du langage intégré et utilisé l'ordinateur avec les jeunes. Cependant, ces «bons coups» se noyaient dans l'approche scolarisante de l'enseignement de la langue. Tout cela résultait en un amalgame un peu bâtarde et surtout éclectique au plan de la formation.

Curieusement, les jeunes ne se sont jamais beaucoup inquiétés de nos problèmes «pédagogiques» et de nos tentatives de changements d'approches. Ce qu'on leur offrait correspondait à l'image qu'ils et elles avaient toujours eue de l'école : un lieu déconnecté de la «vraie vie». De toutes façons, les jeunes réclamaient régulièrement des activités à saveur «scolaire»... ce à quoi nous obéissions, sans nous apercevoir que ces exercices vides de sens renforçaient

implicitement leurs conceptions voulant que la lecture et l'écriture soient limitées au monde de l'école, que ce sont des activités ennuyantes et sans rapport avec l'amélioration de leurs comportements de lecture et d'écriture dans la vie courante.

Entre les deux, mon coeur balance...

L'animation sociale et le travail pédagogique ont marqué tour à tour notre travail, avec une priorité tantôt sur l'un, tantôt sur l'autre. Lorsque nous investissions dans l'animation sociale (sorties, discussions, soirées à thèmes), notre démarche pédagogique était laissée de côté. Par la suite, nous avons mis en veilleuse les activités à caractère social pour miser sur la rigueur pédagogique, le beau matériel et le travail bien fait : calendriers de travail, cahiers de vocabulaire, thèmes fonctionnels sur le logement, la consommation. Le local était alors moins accessible et nous étions moins disponibles. Les jeunes plus intéressés par notre approche sociale sont partis et l'atmosphère générale s'en est ressentie.

Depuis quelques années, nous avons emprunté une voie plus pédagogique que sociale, entre autres en raison de la décision de la Commission scolaire de notre territoire de ne plus accepter les jeunes de 16-18 ans en alphabétisation. La composition de notre organisme a graduellement changé; les jeunes ont été de plus en plus «jeunes», tout frais sortis de l'école, tout prêts à y retour-

ner au plus vite, pour obtenir enfin ce fameux DES qu'ils et elles convoient tant. L'équipe de travail, pour répondre aux besoins exprimés, utilisait davantage une approche scolarisante en vue de préparer ce passage vers le «vrai secondaire». Peu à peu, nous avons délaissé nos collaborations avec les organismes du milieu, ne conservant que notre implication avec le RGPAQ. Ce fonctionnement faisait de plus en plus de la Boîte à lettres une petite école; une école différente ou «meilleure», mais une école quand même, tournée vers les savoirs de l'écrit et axée sur l'enseignement.

Une réorientation s'impose

En 1993-1994, le personnel et le conseil d'administration de la Boîte à lettres s'engagent graduellement dans une démarche d'orientation. Les résultats des jeunes avec l'écrit demeurent faibles. L'équipe de travail est essoufflée, débordée par les multiples actions, notamment par rapport à la prévention de l'analphabétisme. Après onze ans de travail, nous nous posons entre autres les questions suivantes : quel bilan faisons-nous de notre intervention auprès des jeunes? Doit-on abolir cette distinction d'âge qui nous caractérise? Quelles sont nos priorités pour l'avenir : les jeunes ou le travail de prévention? Sommes-nous devenus (ou restés) une courroie de transmission vers l'école secondaire? En quoi notre pédagogie reflète-t-elle nos concepts d'alphabetisation populaire?

Sommes-nous encore un organisme reconnu et implanté dans le milieu?

Ces débats constants nous laissent souvent insatisfaits; ce n'est pas dans les réunions régulières du C.A. que nous pouvions faire un bilan en profondeur de notre travail. Nous avons donc défini une démarche qui s'est étalée sur quelques mois; les membres du C.A. et l'équipe de travail se sont divisés les tâches. Par petites équipes, nous sommes allés visiter des organismes d'alphabetisation qui nous semblaient particulièrement intéressants au plan d'une démarche originale de formation. Nous avons rencontré des responsables d'organismes communautaires qui travaillaient auprès des jeunes. Nous avons, à l'aide d'une grille schématique, fait l'historique de notre travail depuis 1984. Nous avons établi la liste de nos collaborations et concertations, passées et présentes, avec les organismes et les regroupements du milieu. Enfin, un membre du C.A. et ancien formateur a rencontré les jeunes pour qu'ils et elles expriment leur vision de la Boîte à lettres actuelle et de son avenir possible. Toutes ces actions ont donné lieu à la production de textes et de notes de travail qui ont été remis à tous les membres du C.A. et de l'équipe de travail.

Cette démarche a culminé par une journée d'orientation le 31 mars 1994, animée par Lise Gervais, du Centre de formation populaire de Montréal (CFP), journée intensive qui a réuni tous les membres de l'équipe de

travail et du C.A. Pour lancer le débat, chaque personne avait écrit un court texte qui décrivait la Boîte à lettres telle qu'elle pourrait être dans cinq ans, selon ses rêves les plus fous... À l'aide des textes produits auparavant, d'un ordre du jour très serré, nous avons abordé systématiquement divers aspects de notre travail, pour nous arrêter ensuite sur la redéfinition de notre mission et de nos objectifs. Même si nous n'avons pu aborder de façon approfondie tous les sujets, cette journée a donné de très bons résultats pour canaliser les énergies et relancer notre travail. Malheureusement cependant, nous n'avons pas trouvé (ou pris, difficile à dire) tous les moyens possibles afin d'intégrer pleinement les jeunes à l'ensemble de ce processus d'orientation.

Les conséquences de notre démarche d'orientation

De l'avis de tous et toutes, la démarche d'orientation a été très profitable et ressourçante face à l'avenir de l'organisme. Elle nous a permis de repositionner le rôle de la Boîte à lettres avec les jeunes et dans le milieu, dans une perspective renouvelée d'éducation populaire et d'éducation alternative à l'école. Notre charte d'organisme correspond beaucoup mieux à ce que nous sommes et voulons devenir que celle que nous avons rédigée en 1984 (voir encadré). Nous nous sommes engagés à mettre en oeuvre un type de formation originale qui délaisse la

notion d'enseignement de la lecture, de l'écriture et du calcul, pour viser davantage l'*appropriation de l'écrit*³, c'est-à-dire l'utilisation adéquate de ces pratiques dans la vie des jeunes, pour leur mieux-être collectif et personnel.

Ce changement se traduit entre autres par les grandes lignes suivantes : privilégier sous toutes leurs formes les *pratiques de lecture et d'écriture* plutôt qu'*apprendre à lire et à écrire*; revenir à la notion fondamentale d'*intention de lecture* pour stimuler les projets authentiques; diminuer le temps consacré à l'acquisition de techniques et de connaissances isolées et décontextualisées. Nous considérons que la lecture n'est pas seulement un ensemble de connaissances liées au code linguistique, mais suppose l'utilisation d'une *multitude de conduites et de stratégies indispensables* pour mettre en oeuvre ces connaissances. Nous devons aider les jeunes à être plus conscients de leurs attitudes, habitudes et conceptions par rapport à l'écrit, ainsi que des stratégies qu'ils utilisent pour s'approprier l'écrit. Nous voulons aussi partir des pratiques actuelles des jeunes, de leur réseau social et familial dans lequel s'inscrivent ces pratiques, pour les aider à les étendre et à les développer.

Des signes de ce tournant sont déjà visibles depuis septembre 1995 à la Boîte à lettres. Par exemple, nous avons complètement repensé notre entrevue d'accueil avec les jeunes. Nous avons abandonné les tests d'évaluation pour nous con-

centrer sur un entretien individuel qui consiste à connaître les comportements, les attitudes et les difficultés des jeunes envers l'écrit, telles qu'ils et elles les perçoivent eux-mêmes. D'entrée de jeu, nous affirmons aux jeunes que la Boîte à lettres n'est pas une école et qu'ils et elles s'engagent maintenant dans un autre type de formation. De l'avis de l'équipe et des jeunes, les résultats de ces entrevues ont été révélateurs et très utiles. De plus, nous avons institué une période de suivi individuel plus systématique auprès des jeunes à toutes les deux semaines, dans laquelle nous continuons entre autres à les interroger sur leurs pratiques sur le plan de l'écrit en dehors du contexte des cours. Mais surtout, nous avons aboli les anciens ateliers de «français» pour proposer des ateliers sous forme de projets dans lesquels s'inscrivent plus naturellement des pratiques de l'écrit : atelier journal, atelier radio, atelier emploi, atelier communication-famille, atelier thèmes. Le jeune s'inscrit donc d'abord à des projets en fonction de ses intérêts; selon son désir, nous lui offrons aussi une période hebdomadaire de perfectionnement de la langue écrite (grammaire et syntaxe). Enfin, le comité de jeunes est mieux organisé qu'avant avec l'appui d'une animatrice, et prend une plus grande place dans la vie de l'organisme, en lien avec les projets élaborés dans les ateliers.

Nous avons pris d'autres décisions qui devraient faciliter notre travail. L'équipe de travail se donne une réunion hebdo-

madaire pour consolider la nouvelle façon de concevoir la formation et préciser les approches. Nous avons élargi notre C.A. pour inclure deux personnes issues d'organismes communautaires du milieu afin de préserver et d'enrichir une vision large, à la fois de l'éducation populaire et des jeunes. Enfin, nous avons décidé que notre travail auprès des jeunes était prioritaire par rapport à la prévention de l'analphabétisme. Nous conservons donc uniquement un volet de sensibilisation à la prévention, laissant de côté l'instrumentation et les actions de formation auprès des parents. À ce titre, nous prévoyons appuyer la création à Longueuil d'un groupe d'alphabétisation populaire qui visera prioritairement les parents. Ce groupe pourra entreprendre de véritables actions de prévention en lien avec les familles et d'autres organismes du milieu.

Comment préserver les acquis du processus d'orientation ?

Bien que la session d'automne 1995 soit bien amorcée, que les jeunes participent en grand nombre et avec enthousiasme aux ateliers, notre nouvelle orientation est encore fragile. Bien des choses concrètes restent à faire : nous n'avons pas encore modifié le cours de calcul en fonction de notre nouvelle orientation; nous aimerions avoir un local plus spacieux, afin entre autres de mettre sur pied des activités sportives régulières, un atelier photo, un atelier de récupération écolo-

gique, etc. Par ailleurs, les pressions quotidiennes des jeunes nous incitent à revenir à des approches plus traditionnelles; par exemple, les jeunes désirent allonger la période de «grammaire» parce qu'ils considèrent encore que c'est seulement par ce moyen qu'ils pourront progresser. Comment assurer alors la poursuite et la consolidation du processus d'orientation qui est à peine entamé? Par où commencer?

Un projet de recherche-action

Cette année, les jeunes et la prévention constituaient une des priorités des projets financés par la réserve centrale IFPCA. Nous avons choisi en février 1996 d'en tirer profit et de présenter un projet de recherche-action dans le but de continuer notre démarche d'orientation, et de préciser notre approche auprès des jeunes, particulièrement en ce qui concerne leur appropriation de l'écrit. Pour y arriver, nous voulons entre autres :

- connaître les rapports actuels à l'écrit chez les jeunes en dehors des cours, dans une perspective plus large de communication;
- décrire et mieux comprendre les facteurs qui favorisent ou qui entravent l'appropriation de l'écrit;
- améliorer ou modifier, selon les résultats obtenus, nos services d'alphabétisation populaire, en termes d'accueil, de services de formation, d'activités culturelles ou sportives, de type de suivi avec les jeunes, de partici-

pation des jeunes dans l'organisme, etc.;

- définir des critères permettant de mesurer les résultats de la formation chez les jeunes, notamment sur le plan des changements d'attitudes, de conceptions, de conduites et d'habitudes par rapport à l'écrit.

La recherche-action ne constitue pas une recherche sur la Boîte à lettres et les jeunes, dont les résultats serviront à étayer des points de vue d'intellectuels. Elle s'inscrit plutôt dans le quotidien du groupe, en prolongement du processus d'orientation déjà amorcé. C'est donc un travail avec et pour les jeunes et l'équipe de travail, afin de comprendre les problèmes et d'améliorer les résultats des actions éducatives⁴.

Le choix de la recherche-action

En général, les personnes engagées dans l'action communautaire écrivent peu sur leur travail et n'adoptent pas de perspective de recherche, faute de temps ou d'énergie. C'est malheureux, car la recherche-action demeure à notre avis un moyen privilégié pour approfondir notamment la réflexion sur le langage et les milieux populaires, pour améliorer les pratiques et mesurer les effets de la formation. La recherche-action nous permettra d'approfondir certaines questions : comment expliquer qu'une partie des enfants, surtout ceux des milieux populaires, «passent» à travers l'école sans apprendre

à lire et écrire? Quels sont les conditions et les facteurs sociaux, culturels, familiaux, scolaires et pédagogiques qui expliquent que certaines personnes de milieux populaires lisent et d'autres, non? Comment peut-on favoriser dès l'enfance l'apprentissage de l'écrit? Comment rétablir un rapport à l'écrit lorsque celui-ci est basé sur des mauvaises conceptions et peu d'habitude de lecture?

Les réponses à ces questions dépassent largement le choix d'une méthode d'enseignement, et nous orientent sur des pistes plus systémiques, plus sociologiques. Des chercheurs, d'ici comme d'ailleurs, ont déjà dégagé des pistes de travail très intéressantes sur le rapport à l'écrit dans les milieux populaires⁵. Il s'agira de nous en inspirer pour explorer davantage notre propre réalité.

Enfin, la recherche-action nous permettra de mettre en place un processus récurrent de réflexion dans lequel le personnel et les jeunes de l'organisme seront intimement engagés à tous les niveaux : établir la problématique, poser les questions de recherche, choisir les moyens d'enquête, construire les instruments de collecte des données, recueillir les informations, analyser et débattre des résultats, mettre en place de nouveaux services. Cette recherche aura donc un effet direct et immédiat sur l'action, car elle permettra de transformer graduellement nos pratiques d'alphabétisation populaire à la lumière des résultats obtenus. Pour réussir cela, nous devons donc

nous instrumenter, l'équipe de travail, le C.A. et les participantes et participants de la Boîte à lettres, de façon à ce que tous et toutes puissions participer pleinement à ce processus. Nous avons un bon bout de chemin à faire; il faudra entre autres trouver des moyens originaux et inédits pour intégrer véritablement les jeunes à cette démarche, au-delà des

beaux discours de principe sur la participation.

Nous espérons, après un an de ce processus dynamique, avoir découvert des choses, interrogé des gens, trouvé des réponses nouvelles à nos questions, mis en place de nouveaux services ou de nouvelles façons de faire et installé des mécanismes plus récurrents de recherche. C'est à suivre...

Extrait de la nouvelle charte de la Boîte à lettres

Buts et objectifs :

- **favoriser le développement de l'autonomie et de la prise en charge des jeunes adultes de 16 à 30 ans de la Rive-Sud de Montréal, défavorisés et sous-scolarisés, dans une perspective d'éducation populaire et de prévention de la pauvreté;**
- **aider les jeunes à trouver des solutions à leurs problèmes et à poser des actions qui améliorent leurs conditions de vie;**
- **offrir un lieu polyvalent où on offre des activités d'éducation populaire;**
- **offrir un lieu de formation à la vie démocratique et à l'implication dans sa communauté;**
- **offrir des ateliers d'alphabétisation qui favorisent le développement de pratiques de lecture, d'écriture et de calcul;**
- **soutenir les jeunes parents dans leur rôle;**
- **favoriser la sensibilisation et la concertation des organismes préoccupés par les jeunes adultes et la pauvreté;**
- **défendre les droits des jeunes;**
- **sensibiliser la population à la réalité des jeunes adultes sous-scolarisés.**

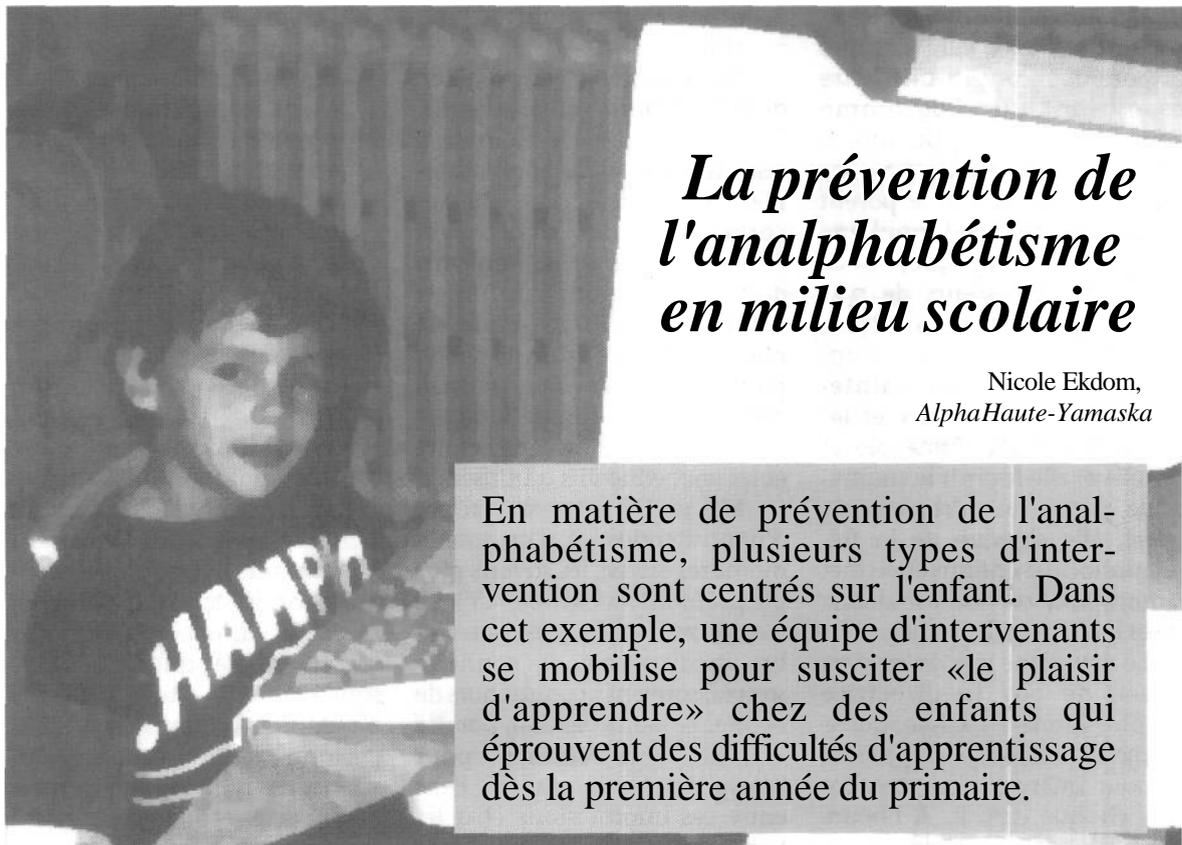
1. Sylvie Roy travaille principalement dans le domaine de la recherche. Elle a participé à la mise sur pied de la Boîte à lettres en 1984 et elle est actuellement membre du conseil d'administration.

2. PAYER, Roch Christophe. *Jeune sait pas lire, Longueuil, Boîte à lettres, 1985, vidéo couleur de 39 min. Ce document est disponible à la Boîte à lettres pour achat ou location.*

3. BESSE, Jean-Marie. *L'écrit, l'école et l'illettrisme, Paris, Magnard, 1995, 118p.*

4. Voir WAGNER, Serge: «L'alphabétisation et la recherche en français au Canada», *Revue québécoise de psychologie*, vol. 10, no3, 1989, p. 125-146; HAUTECOEUR, Jean-Paul: «Recherche action et alphabétisation populaire autonome», *ALPHA 84, recherches en alphabétisation, sous la direction de HAUTECOEUR, Jean-Paul, Québec, MEQ, 1984, p. 169-176;* HAMILTON, Mary, IVANIC, Roz et BARTON, David: «La recherche participative en alphabétisation: où en sommes-nous?», *ALPHA 92, recherches en alphabétisation, sous la direction de HAUTECOEUR, Jean-Paul, Québec, MEQ, et Hambourg, Institut de l'Unesco pour l'éducation, 1992, p. 157-170;* HAUTECOEUR, Jean-Paul: *La recherche action en alphabétisation, Ottawa, Secrétariat national à l'alphabétisation, 1991, 28p.*

5. Voir notamment: WAGNER, Serge. «La lecture, l'écriture et l'alphabétisation», *ALPHA 84, recherches en alphabétisation, sous la direction de HAUTECOEUR, Jean-Paul, Québec, MEQ, 1984, p. 83-115;* ROY, Sylvie. *Portrait de filles et de garçons de 16 à 25 ans inscrits à des activités d'alphabétisation, Québec, MEQ, DFGA, 1995, 122 p.;* HAUTECOEUR, Jean-Paul. «Langue, école, culture et analphabétisme», *ALPHA 86, recherches en alphabétisation, sous la direction de HAUTECOEUR Jean-Paul, Québec, MEQ, 1986, p. 267-329;* LABRIE, Vivian. *L'alpha, vue de chez nous!, Québec, Groupe Alphabeille, 1992, 20p.;* FIJALKOW, Jacques. «Les interactions sociales et l'enseignement de la lecture et de l'écriture en milieu défavorisé», *ALPHA 90, recherches en alphabétisation, sous la direction de HAUTECOEUR, Jean-Paul, Québec, MEQ, 1986, p. 345-357;* LAHIRE, Bernard. *Tableaux de familles, échecs et réussites scolaires en milieux populaires, Lyon, Gallimard et le Seuil, 1995, 297 p.;* BESSE, Jean-Marie. *L'écrit, l'école et l'illettrisme, Paris, Magnard, 1995, 118p.*



La prévention de l'analphabétisme en milieu scolaire

Nicole Ekdom,
Alpha Haute-Yamaska

En matière de prévention de l'analphabétisme, plusieurs types d'intervention sont centrés sur l'enfant. Dans cet exemple, une équipe d'intervenants se mobilise pour susciter «le plaisir d'apprendre» chez des enfants qui éprouvent des difficultés d'apprentissage dès la première année du primaire.

Le groupe Alpha Haute-Yamaska Inc. est un organisme d'alphabétisation situé à Granby. Son principal objectif est de donner des cours de lecture, d'écriture et de calcul à une clientèle adulte ayant des difficultés à lire et à écrire.

À la suite d'un sondage mené en 1992, nous nous sommes aperçus que plusieurs des personnes qui suivaient nos cours avaient «décroché» dès la première année du primaire. Nous savons que c'est au secondaire que les jeunes décrochent physiquement du système scolaire. C'est au primaire, cependant, que les jeunes perdent la

motivation pour différentes raisons : des parents peu scolarisés, la faim, la pauvreté, le manque de stimulation, les déménagements nombreux, l'hyperactivité, les troubles d'audition centrale, etc.

Après ce constat, nous avons approché la direction d'une école proche de notre centre d'alphabétisation pour aider des enfants de première année à surmonter certaines difficultés d'apprentissage. Le système scolaire n'est ni conçu ni organisé pour permettre un cheminement personnel adapté au degré de développement atteint par chacun des enfants. Malgré toutes les inten-

tions manifestées de respecter le rythme et le style d'apprentissage de chacun, plusieurs élèves présentent un retard significatif dès les premiers mois d'école. Pour nous, la prévention de l'analphabétisme commence en première année scolaire. C'est donc grâce à l'engagement du directeur de l'école ciblée, au travail inlassable de l'orthopédagogue, aux nombreux bénévoles d'Alpha Haute-Yamaska qui ont cru à l'égalité des chances pour tous, que le projet «Alpha-école» a pu démarrer.

Deux mécanismes ont été mis en place pour assurer la

bonne marche du projet : le directeur de l'école veille à ce que les parents reçoivent une lettre les avisant du programme d'aide aux enfants. Un rappel sera fait par téléphone une semaine plus tard, si le parent n'a pas retourné son formulaire.

L'orthopédagogue, avec l'aide des professeurs de première année, évalue les enfants qui ont déjà des troubles d'apprentissage. L'école Sainte-Famille offre des locaux et les aménage pour le bénévole et son élève; elle fournit le maître-guide pour l'encadrement du projet; elle s'assure de la fréquentation des enfants et permet la manipulation des ordinateurs après les heures de cours.

Le deuxième mécanisme est enclenché par la directrice d'Alpha Haute-Yamaska, qui se charge de recruter des bénévoles pour intervenir directement avec chaque enfant. À l'heure actuelle, et depuis quatre ans, le projet accueille annuellement une douzaine d'enfants. Jusqu'à maintenant, les énergies ont été consacrées à la mise sur pied du projet qui se renouvelle chaque année. Nouveaux élèves, nouveaux bénévoles.

Voici les étapes à suivre pour mener à bien ce projet :

1. lettre de la direction aux parents, suivie d'un rappel téléphonique;
2. évaluation des enfants en difficulté d'apprentissage;
3. recrutement des bénévoles;
4. disponibilité: tous les mardis à 15 heures;

5. achat d'une mallette pour chaque élève.

Toute stratégie pour venir en aide à l'enfant est bienvenue. L'important est de donner à celui-ci le «goût d'apprendre». L'enfant doute déjà de ses capacités après avoir subi plusieurs échecs. Le bénévole doit lui redonner confiance. Chaque mardi, le bénévole retrouve, dans la mallette de son protégé, les notions à réviser ou à apprendre. L'orthopédagogue y aura inséré les travaux à faire et les jeux éducatifs à utiliser.

Même si l'enfant fait preuve d'une attention et d'un intérêt moindres envers les savoirs plus proprement scolaires, l'élève d'aujourd'hui possède un nombre incalculable de connaissances, souvent acquises hors de l'école. Le bénévole doit, par des activités ayant un sens pour l'élève, l'aider à faire des liens entre ces informations et à les transformer dans ses apprentissages à l'école. On sait que réussir à l'école exige beaucoup d'attention, de concentration, de motivation. L'enfant qui fait partie du projet «Alpha-école» est d'autant plus vulnérable à ce niveau qu'il a connu des situations pénibles laissant des traces : impression de rejet, négligence physique et/ou affective, absence d'encadrement familial, etc.

Les points importants, que nous soulignons dans une mini-formation à l'intention des bénévoles, sont les suivants :

- définir des objectifs réalisables : pour encourager

l'enfant à progresser, il est important de fixer avec lui des buts qu'il peut atteindre assez rapidement et lui prouver hors de tout doute qu'il s'améliore;

- accepter l'enfant tel qu'il est; même dans l'échec, il doit être valorisé. Lorsque l'importance de l'échec est gonflée, la soif de connaître s'éteint;
- accorder une attention particulière dans les moments difficiles : une mort, une séparation, un abandon, un déménagement, autant de choses qui ébranlent l'enfant. Il faut alors redoubler d'affection et d'attention.

Il est illusoire de demander une constance parfaite. Certains sont capables d'une «certaine régularité», d'autres non. L'important, c'est de prendre conscience des rythmes de chacun et de respecter et soutenir l'enfant dans ses écarts.

La prévention de l'analphabétisme commence par une intervention précoce en milieu scolaire : c'est à nous d'y voir, car l'enfant d'aujourd'hui requiert une attention personnalisée (un peu comme l'analphabète qui a besoin de toute notre attention). En avril, quand le projet «Alpha-école» prend fin, il faut voir la satisfaction de tous ceux qui ont participé à ce projet. Les jeunes sont plus autonomes, chaque adulte est fier de son élève et la direction de l'école se frotte les mains en se disant : «mission accomplie».

Le recrutement en alphabétisation : pratique d'éducation populaire

Jean-François Aubin,
coordonnateur d'Économie communautaire
de Francheville (ECOF)¹



Monter une pièce de théâtre pour faire du recrutement, voilà l'approche choisie par un groupe travaillant en milieu rural: bilan d'un projet dont les acteurs-amateurs sont des personnes ayant participé aux ateliers d'alpha.

Le recrutement de nouvelles personnes analphabètes est un défi permanent dans la vie d'un groupe d'alphabétisation populaire. Cependant, il prendra des formes différentes selon la conjoncture sociale et les pratiques des groupes d'alphabétisation. Besoin incontournable lors de la création d'un nouveau groupe, le recrutement est souvent limité au minimum par la suite. Leurs subventions ayant été «gelées», les groupes n'ont pas eu pendant plusieurs années la possibilité d'accueillir de nouvelles personnes analphabètes. Mais tôt ou tard arrive un moment où l'on doit se retrousser les manches et penser recrutement. C'est ce qui est arrivé à l'automne 1995 à la Coopérative des services multiples de Lanaudière (CSML).

Replaçons le projet dans son contexte. La CSML intervient sur un très grand territoire (à peu près l'équivalent de l'île de Montréal). Ce territoire est formé d'un chapelet de petites municipalités de 1000 à 5000 habitants. C'est donc l'animatrice en alphabétisation qui se déplace et va dans les villages où l'on réussit à réunir suffisamment de personnes (quatre ou cinq) intéressées à participer à la formation. Ce contexte de «village» signifie également que les gens se connaissent bien entre eux. Il s'agit d'une population vieillissante, une partie de la jeunesse ayant quitté faute d'emplois disponibles.

L'idée de la CSML, c'était de trouver une façon différente :

1. d'expliquer que l'analphabétisme est un problème répandu;
2. d'informer qu'elle-même offrait des ateliers d'alphabétisation;
3. de trouver des personnes prêtes à s'inscrire.

À partir de ces objectifs, un plan d'action a été établi. Le moyen clé, pour la réalisation de ce plan, a été la production d'une courte intervention théâtrale, jouée par des personnes ayant elles-mêmes participé aux ateliers d'alpha. L'intervention est construite sous forme d'un appel au peuple dans le style médiéval : «oyez, oyez, bonnes gens...» La CSML a trouvé des personnes pour confectionner les costumes flamboyants qui ont pour effet de capter l'attention du public dès l'entrée en scène des acteurs. L'intervention dure cinq minutes et contient aussi un petit bout de chanson. Elle est appuyée par une courte présentation du fonctionnement des ateliers d'alphabétisation de la CSML et par la distribution d'un petit feuillet très simple. Ce feuillet, écrit en gros caractères sous une forme très visuelle, résume l'essentiel des informations.

Pour présenter l'intervention théâtrale, une offre a été faite par écrit à tous les organismes sociaux susceptibles d'être intéressés. Une relance téléphonique a suivi l'envoi de l'invitation. Cette prise de contact

a permis de rencontrer des groupes aussi variés que l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS), des groupes de bénévoles et d'entraide, des groupes d'éducation populaire, des associations de loisirs, ainsi que de présenter la pièce lors des messes dans plusieurs églises.

Ce travail a été appuyé par la distribution du feuillet dans les familles de certaines municipalités par l'entremise des écoles primaires, ainsi que par une présence dans les médias locaux et régionaux.

Le bilan

Plus de 5000 personnes ont été rejointes directement et plusieurs dizaines de milliers indirectement. Plusieurs personnes ont affirmé avoir pris conscience de l'ampleur du problème grâce à cette sensibilisation. Une trentaine de personnes se sont inscrites aux ateliers d'alphabétisation. On peut donc en conclure que par rapport aux objectifs de départ, cette opération a été un succès incontestable.

Quelques observations

En règle générale, les personnes qui ont réalisé les différentes interventions ont mis l'accent sur «l'amélioration des capacités de lecture et d'écriture» plutôt que de parler d'analphabétisme, car ce terme porte encore, dans l'imaginaire collectif, une connotation très négative et ce problème est considéré comme une défaillance de l'individu. Le travail de sen-

sibilisation pour expliquer l'analphabétisme comme un problème social demeure un défi énorme. L'objectif premier étant le recrutement, il fallait éviter tout ce qui pouvait décourager d'éventuelles inscriptions.

L'équipe d'intervention a également fait ressortir la gratuité et la souplesse des ateliers. Une souplesse qui permet de s'adapter aux personnes qui s'inscrivent. On a aussi insisté sur la responsabilité de chacune des personnes rejointes d'en parler à ses ami-e-s, sa famille, etc.

En ce qui concerne les difficultés rencontrées durant tout le processus, soulignons l'importante disponibilité demandée à l'équipe d'intervention (jour, soir, fin de semaine et déplacements); il y a également le facteur temps, que ce soit pour l'écriture de la petite intervention ou pour la présentation dans les différentes municipalités.

Si vous avez le goût d'en savoir plus, vous pouvez contacter Francine, Pierrette ou Nancy à la CSML (Téléphone 514-831-3333).

Bon recrutement!

1. *ECOF est un organisme d'éducation populaire qui intervient sur la question de l'emploi et des personnes sous-scolarisées. Son travail comprend deux volets : les activités d'éducation populaire et la création de micro-entreprises.*





«ADAPMANIA»

Un kitbiblio, une mini-bibliothèque ambulante adaptée

Françoise Bouchard, *Groupe Centre-Lac d'Alma*

La «manie» d'adapter est une chose que partagent tous les bons éducateurs. Une équipe d'animatrices a relevé le défi de réaliser du matériel pour faire découvrir le plaisir de la lecture aux personnes vivant avec un handicap intellectuel.

Comment créer le plaisir de lire chez les participantes et participants vivant avec un handicap intellectuel? Comment tenir compte de leur difficulté permanente de retenir des histoires lues, de classifier des événements, de garder de la suite dans les idées, comment nourrir leur vocabulaire? Comment réaliser chez ces personnes le transfert des apprentissages en lecture par l'utilisation de la bibliothèque sans qu'elles paniquent en prenant la carte

de membre ou en entrant dans cet édifice, sorte de labyrinthe rempli de livres, de revues et de silence...? Connaissons-nous toutes les avenues dans lesquelles diriger les participantes et participants pour les mettre sur la voie de l'auto-culture? Une bibliothèque adaptée, faisant appel à tous les sens... au jeu... à la sélection, est-ce la solution?

La création d'un kit biblio, d'une bibliothèque adaptée et ambulante, est apparue comme un risque à prendre, un défi de

plus pour le Groupe Centre-Lac d'Alma, en 1995, afin de répondre aux interrogations énumérées ci-haut.

L'accès aux bibliothèques régulières semble quelque chose de difficile pour les personnes vivant avec un handicap intellectuel. C'est trop plein! C'est comme une valise trop lourde à porter, un syllabus surchargé, un repas trop abondant! L'indigestion, la crainte, la démission, l'abandon avant la fin d'une histoire lue, voilà le résultat.



Historique :

Le projet du kit biblio est né de la problématique identifiée par les intervenantes en place, qui ont observé que les personnes inscrites dans la démarche d'alphabétisation paniquent et démissionnent devant les gros volumes, les dossiers de travail que nous leur offrons et les étagères de livres... Il fallait développer un moyen pour explorer quelque peu la littérature... pour donner la place à la lecture comme loisir, pour découvrir le plaisir de lire. On a dû réfléchir pour «coller» les objectifs à la réalisation du projet. Après avoir épuré le matériel didactique dans nos armoires, nous avons exploré les «valises à lire», la «trousse à lire», les sources d'information pour les animatrices, les catalogues, etc. C'est ainsi que le kit biblio fut créé. La deuxième étape nous a conduites à utiliser le produit. Nous sommes en train d'en évaluer l'applicabilité, d'analyser sa pertinence, son impact et finalement, nous passerons à l'amélioration du kit biblio.

Cette production a été réalisée dans le cadre des Initiatives fédérales-provinciales conjointes en matière d'alphabétisation. Avec la «manie» des animatrices de tout adapter... ou presque... à Centre-Lac, j'ai retenu le titre «ADAPMANIA». À la naissance de la bibliothèque adaptée, nous l'avons affublée du nom de «kit biblio», puisque son contenu présente un arrangement varié d'activités et de morceaux de lecture¹...

Objectifs :

Dès le départ, les objectifs du projet se sont avérés très clairs face à l'urgence d'une telle entreprise. Nous voulions :

1. posséder un matériel de lecture reflétant la réalité vécue par les personnes analphabètes vivant avec un handicap intellectuel;
2. parvenir à impliquer davantage les participantes et participants dans la démarche d'apprentissage, de compréhension et de transfert de la lecture;
3. avoir le bonheur d'utiliser un «kit», des pochettes de lecture adaptée, avec un système de prêt et de rotation;
4. conserver et/ou développer le goût de la lecture;
5. acheminer nos participantes et participants vers l'intégration à la nouvelle bibliothèque municipale de la communauté;
6. mettre à jour, dynamiser, enrichir du matériel adéquat et de ce fait, notre action pédagogique;
7. structurer et organiser tous les contenus correspondant au kit biblio (50 documents environ, sacs résistants, fiches pour le système de prêt).

Contenu du kit biblio :

Cette production n'a pas nécessité de grands procédés; nous n'avons pas eu à contacter de multiples libraires, mais avons plutôt fait appel à l'imagination, aux documents préparés par d'autres groupes d'al-

phabétisation, à la sélection, à la réduction de textes, aux ciseaux, aux cartons, mais nous avons eu surtout besoin d'une bonne dose de patience et de créativité.

Dans cinq sacs fonctionnels, faciles à transporter, nous plaçons de six à sept documents sélectionnés selon le degré d'autonomie des participantes et participants, leurs goûts et leur vécu. Le contrôle de ces documents est assuré par le système de fiches à l'intérieur, avec le titre et l'auteur, la date du prêt et le nom de l'emprunteur. Les sacs font la rotation parmi les participantes et participants, qui négocieront avec l'animatrice la durée du prêt du kit biblio.

Nous avons privilégié des thèmes, des situations qui ressemblent au quotidien, des situations significatives pour la lecture. Cependant, il serait faux de dire que nous respectons toujours ce principe à la lettre! Les contenus recourent aussi à l'expérience du jeu pour apprendre et activent les facteurs émotifs, perceptifs et cognitifs. Il s'agit d'un outil accessible, mesuré et succinct. L'animatrice jouera le rôle de guide, c'est-à-dire qu'elle encadrera, encouragera, accompagnera les participantes et participants. Elle échangera sur les contenus, recueillera les résultats, les commentaires, incorporera quelques thèmes dans les ateliers, donnera du temps pour valoriser le plaisir de lire.

Sources du contenu :

Où avons-nous puisé nos références pour bâtir le kit biblio? Dans quelques thèmes d'actualité; en rajeunissant du matériel didactique adapté de notre Centre, tout ce qui se rapporte à la lecture : pictogrammes, feuilles volantes, textes désuets même..., cassettes, revues, informations. Nous avons puisé aussi dans les productions d'autres groupes d'alphabétisation, nous avons exploré les Bilans IFPCA 1990-94, les thèmes suggérés par les participantes et participants (mots cachés, mots croisés, jeux, rébus, quiz). Les catalogues des éditeurs, des libraires sont eux aussi passés à la fouille...

Résultats attendus :

La démarche proposée en utilisant le kit biblio amène les participantes et participants à prendre conscience du plaisir de lire en mobilisant tous leurs sens. En participant à leur propre formation, ces personnes cherchent à utiliser la lecture pour briser leur isolement, avoir accès à la bibliothèque municipale, continuer leur processus d'alphabétisation, reconnaître leurs besoins en matière de culture et se donner des moyens pour y répondre. La lecture développe de nouvelles habiletés pour fonctionner de façon efficace et satisfaisante dans la vie de tous les jours. Elle provoque des changements, actualise des potentialités mises en veilleuse.

La raison d'être de notre kit biblio adapté est d'instrumenter les participantes et participants (livres, jeux, connaissances) de manière à ce qu'ils soient en mesure de se diriger eux-mêmes dans leur développement culturel et de digérer... la nourriture intellectuelle qu'on leur présente. À remarquer que l'estomac «intellectuel» de la personne vivant avec un handicap est fragile et limité.

Le lancement du kit biblio s'est fait à l'automne 1995. Nous aurions souhaité le lancer au printemps de la même année, alors qu'il était flamboyant neuf... tout juste pondu. Mais les activités se sont terminées rapidement et le redémarrage a traîné en longueur. Atteignons-nous nos objectifs?

Les résultats escomptés, rêvés, tant attendus, seront-ils éphémères comme le village fantôme de Val-Jalbert? Les metteurs en scène sont prêts. À nous de jouer en respectant le potentiel d'assimilation de nos participantes et participants en route pour acquérir la compétence liée à la pratique de la lecture et du plaisir de lire.

Conclusion :

Le kit biblio se présente comme un projet où l'on tente de mettre en valeur, dans notre action alphabétique auprès d'adultes vivant avec un handicap intellectuel, l'importance du matériel adapté en général, l'insertion du jeu, la manipulation, la mobilisation de tous les sens dans l'apprentissage et je le répète, la découverte

1. Documents contenus dans le kit biblio :

Documents	Auteur	Thèmes-autres
Pliage de papier		Consignes à lire
Oiseaux du Québec	Carole Bérubé	Textes descriptifs
Marie, la pharmacie	Alpha Soleil	Avec activités, écriture
Casse-tête, quiz	Puzzlo	Avec courts textes
Rose Latulippe	Alpha Nicolet	Légendes
Images de nos recettes	Villa des Lys, Alma	Recettes illustrées
Lectures simples	Littérature de l'oreille	Livre, cassette, jeu
Le défi	Com. Scolaire Chicoutimi	Thèmes du quotidien
Énigmes		Sherlock Holmes
L'amour se protège	MSSS	Hygiène
Devinettes, charades		Courtes lectures

N.B.: Une liste plus exhaustive est disponible sur demande

du plaisir à lire. Les résultats vont nécessairement varier selon le degré de capacité, d'aptitude des participantes et participants en lecture. Notre hypothèse de départ, à savoir la pertinence de ce matériel adapté, a été confirmée de façon partielle par les minces résultats obtenus jusqu'ici.

L'équipe de production - qui n'est pas grosse - s'est acharnée à diminuer, recouper, assembler, désassembler, écourter, animer, varier la présentation des documents du kit biblio. Il fallait défier la bibliothèque traditionnelle!

À mon avis, en plus de ne présenter aucune contradiction tant sur le plan de l'apprentissage qu'au niveau de la philosophie de l'approche de la personne handicapée intellectuelle et des objectifs poursuivis, le kit biblio devient un atout dans la façon d'intervenir et permet le développement de compétences de base essentielles au plaisir de lire.

La mise à l'essai du kit biblio a démarré dans l'enthousiasme. Mais je dois dire que les résultats restent mitigés et que les réflexions et les constats suscités par le suivi accordé à l'utilisation du kit biblio sont minimes. Cet instrument se propose de compléter le matériel indispensable à l'apprentissage du français fonctionnel pour atteindre le plaisir de lire!

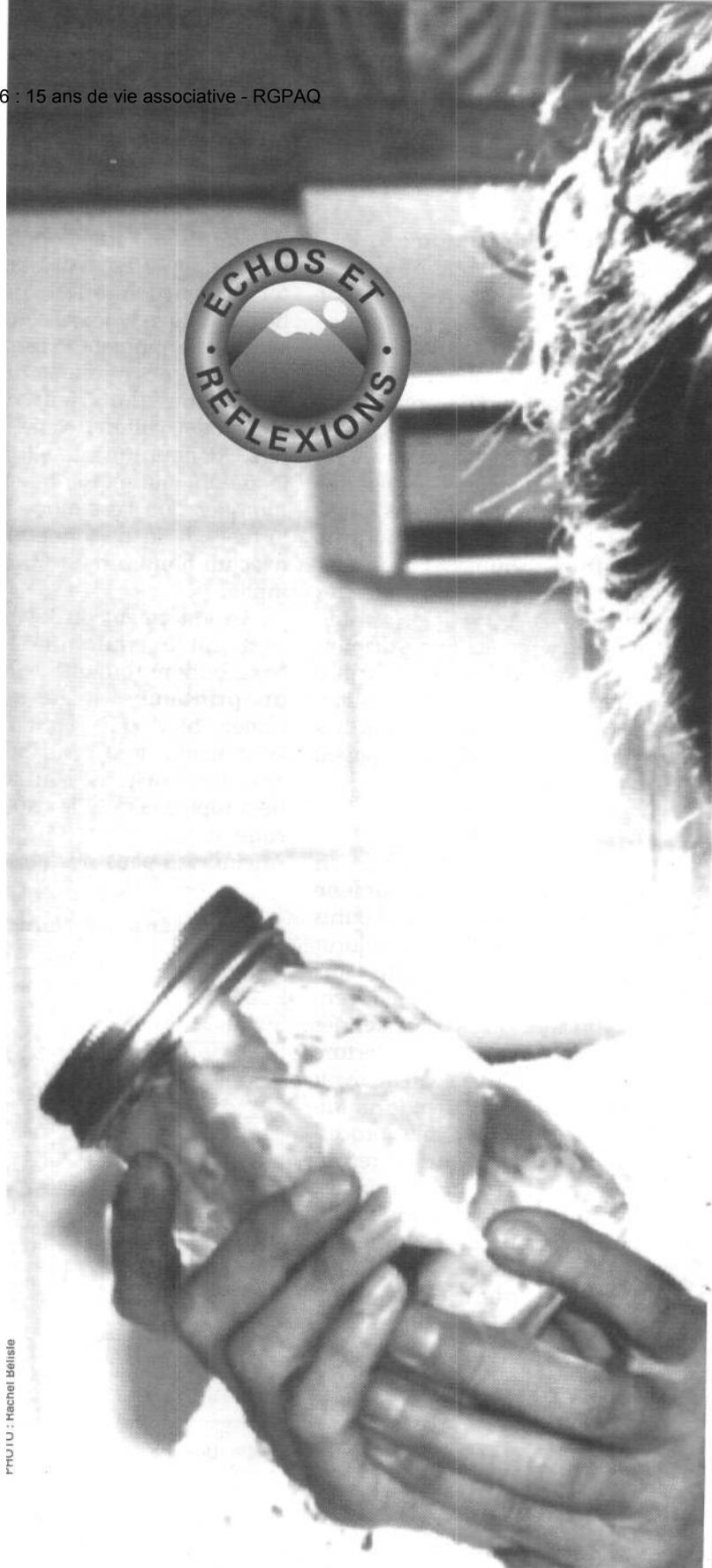


PHOTO : Rachel Bégin

*Madame Chicoine
dit que mes cornichons
ne sont pas réussis du tout.
C'est vrai qu'ils ne sont pas beaux.
Mais ils sont bons !!!
Si je montre pas mes pots
cette année, qui va se rendre
compte, que je me suis
améliorée !?!*

Nos compétences fortes : *favoriser le développement du savoir-reconnaître*

Rachel Béliste

*Pigiste en réalisation d'outils de formation
Collaboratrice de l'Institut canadien
d'éducation des adultes (ICÉA)*

Il y a les connaissances et compétences socialement reconnues et valorisées... et les autres, acquises en dehors du système scolaire. Comment faire en sorte que vos participantes et participants les identifient, les expriment, les valorisent et les intègrent? Présentation d'un outil élaboré à l'intention des personnes peu ou pas à l'aise avec l'écrit.

Mais ce seront des outils et des ateliers subversifs! s'est exclamée Françoise avec joie. J'ai souri de ce sourire que l'on a quand on reconnaît une alliée¹.

C'était en 1994 et nous étions en train de concevoir les ateliers *Nos compétences fortes*². Notre mandat consistait à adapter les ateliers *Question de compétences, un outil au service des femmes*³ pour les personnes ayant des difficultés en lecture et en écriture et inscrites à des formations dans des organismes d'alphabétisation, d'intégration ou de maintien en emploi. Ces deux publications militent en faveur de la reconnaissance de compétences génériques, par les personnes elles-mêmes et par un groupe d'appartenance.

Les multiples pratiques de reconnaissance de compétences

La reconnaissance des acquis et des compétences est au Québec, et dans les autres pays industrialisés, un secteur relativement nouveau de recherche et de pratique dans les milieux de l'éducation et sur le marché de l'emploi. Les pratiques sont de plus en plus diversifiées, chacune visant à répondre le mieux possible à des besoins, désirs, valeurs et contraintes propres à un milieu ou à un public-cible. Les questions éthiques soulevées par les pratiques de reconnaissance sont nombreuses, notamment en ce qui regarde les possibilités réelles de mesurer l'expérience.

Certaines de ces pratiques donnent accès à une formation spécifique, à un diplôme ou à un emploi en évitant aux adultes de suivre des cours sur des sujets déjà maîtrisés. Elles s'inscrivent généralement dans des systèmes formels : les objectifs des programmes d'enseignement filtrent l'expérience de manière à ce que les apprentissages réalisés en dehors du cadre scolaire soient identifiés, évalués puis sanctionnés. Certaines approches sont assez longues et exigent notamment une bonne estime de soi, une capacité d'abstraction et un confort avec la langue pour décrire son expérience tout en la reliant à un univers nouveau. À cause de cela, elles sont inaccessibles ou extrêmement laborieuses pour les personnes peu ou pas à l'aise avec l'écrit. D'autres approches formelles relèvent plus de l'évaluation, par une évaluatrice ou un évaluateur ou par soi-même, de la performance dans le cadre de tâches précises.

La reconnaissance de compétences se fait aussi de façon informelle et spontanée. Ce type de reconnaissance colore l'intervention de plusieurs formatrices et formateurs et de plusieurs groupes en alphabétisation populaire. La mise en valeur spontanée d'une compétence exprimée dans un témoignage ou les activités organisées avec les participantes et participants constitue un exemple de reconnaissance informelle. Cette

forme de reconnaissance est fondamentale dans les pratiques andragogiques où l'on veut tenir compte des expériences des adultes. Elle est particulièrement importante dans les pratiques basées sur la conscientisation, les pédagogies par projet ou les pédagogies différenciées en fonction des styles et désirs d'apprentissages.

Entre les pratiques formelles et informelles de reconnaissance de compétences se trouvent des pratiques que nous appelons «non formelles». Elles sont l'objet d'activités précises dans les programmes de formation des organismes. Elles sont structurées de manière à ce que les adultes apprennent à reconnaître des connaissances ou des compétences de manière notamment à consolider leur estime de soi et faciliter ainsi l'acquisition de connaissances nouvelles, à découvrir leurs stratégies individuelles d'apprentissage, à faire des choix d'orientation professionnelle ou personnelle. Les outils *Nos compétences fortes* s'inscrivent dans ce courant de pratiques de reconnaissance.

Des méthodes qui font sens pour les adultes peu ou pas à l'aise avec l'écrit

Nos compétences fortes ne s'enseigne pas. Ce sont des ateliers qui s'animent, dont la durée varie selon la composition du groupe et le degré d'intégration dans le reste du programme. À la suite des expérimentations⁴,

cette durée a été estimée à 24 heures, étalée sur plusieurs semaines. La photographie et l'affichage stimulent la mémoire, concrétisent la valorisation et l'estime de soi. La fabrication et l'installation de matériel par tous les membres du groupe donnent l'occasion de faire preuve, dans un travail concret, de quelques compétences ou habiletés. Une vidéo, avec de courtes histoires sur chacune des compétences génériques, permet de réveiller des savoirs expérimentiels et de bâtir une mémoire collective. Le groupe est aussi appelé à vivre des situations nouvelles dans le cadre d'un projet collectif conçu par tous ses membres et dans lequel on fera appel à des compétences variées. De nombreux échanges en groupe, des exercices individuels de consolidation, de courts exposés constituent d'autres méthodes utilisées.

Nos compétences fortes permet de dépasser les préjugés voulant que les personnes peu ou pas à l'aise avec l'écrit ne soient capables que de travail manuel ou physique. Le travail avec les personnes, avec les choses, avec le corps ou avec les idées, qu'il se déroule chez soi, chez ses proches, en centre de formation, en emploi, dans des lieux publics, dans des activités de bénévolat ou dans ses loisirs, est considéré comme source potentielle de développement de compétences.

De plus, nous avons tenté de vulgariser et de schématiser le

plus possible les principaux éléments du processus de reconnaissance, sans toutefois prétendre rendre simple ce qui ne l'est pas, ou rendre neutre ce qui est empreint de relations de pouvoir (notamment tout le rapport au travail).

Des outils ancrés dans un espoir d'équité sociale

Dans *Nos compétences fortes*, nous utilisons les compétences génériques comme fil conducteur entre les différentes expériences de travail (rémunéré ou non) des gens. Ces compétences tiennent davantage à la personnalité qu'à une fonction précise, elles se développent et se transfèrent dans l'action. Elles sont valorisées par les employeurs, en entreprise ou dans les organismes d'économie sociale, les groupes d'action communautaire et bénévole, les organismes de formation, de même que par nos proches, parents et ami-e-s. Les compétences génériques retenues pour les ateliers *Nos compétences fortes* sont le sens de l'organisation, la facilité à entrer en relation avec les gens, la persévérance, la facilité à faire des tâches répétitives, le sens des responsabilités, la débrouillardise, la confiance en soi, la facilité à travailler sous pression, la facilité à tirer leçon de l'expérience, la minutie, le sens de l'observation, la facilité d'adaptation et l'esprit d'équipe.

Les compétences génériques ne sont évidemment pas

les seules compétences mobilisées dans le travail, mais leur reconnaissance se fait plus aisément que la reconnaissance de compétences plus spécifiques, dans des groupes n'ayant pas d'activités de travail communes. Les adultes peu ou pas à l'aise avec l'écrit peuvent se les reconnaître, c'est-à-dire découvrir celles qui constituent leurs forces personnelles, apprendre à les exprimer de façon appropriée aux situations vécues ou recherchées, les valoriser et les intégrer dans des situations nouvelles. La reconnaissance de ces compétences peut contribuer à l'intégration sociale et professionnelle des individus.

Mais nous espérons que *Nos compétences fortes* pourra avoir aussi un impact plus collectif. Déjà ces outils sont le résultat de plusieurs rencontres : celle d'un outil féministe de soutien à l'orientation professionnelle avec les pratiques d'alphabétisation; celles d'intervenantes et d'intervenants des secteurs de l'alphabétisation populaire, de l'alphabétisation en milieu scolaire ou en entreprise, de l'intégration et du maintien en emploi mais aussi des communications, de l'édition et de la création⁵; celles de cinq bailleurs de fonds⁶; celles d'adultes peu, pas ou plus à l'aise avec l'écrit à la recherche de moyens pratiques pour reconnaître leurs compétences fortes et les mobiliser dans l'action.

Dans la quête d'équité sociale qui caractérise notamment les interventions en alphabétisation populaire, *Nos compétences fortes* offre aux intervenantes et intervenants des outils pour, à partir de repères communs, structurer des connaissances, consolider des compétences et contribuer à modifier le regard social porté sur les personnes analphabètes. Nous encourageons les activités de mise en commun où il est possible de reconnaître, dans les expériences d'animation des ateliers *Nos compétences fortes*, des éléments transférables à d'autres activités de formation. Nous souhaitons implanter, en collaboration avec les milieux de formation, des activités de perfectionnement et d'échanges entre animatrices et animateurs utilisant *Nos compétences fortes*.

La publication d'un outil comme *Nos compétences fortes* n'est pas une fin, mais un moyen pour contribuer collectivement à améliorer les possibilités d'intégration sociale et professionnelle des adultes peu ou pas à l'aise avec l'écrit et à solidifier les passerelles entre les différents univers de vie des personnes. Aujourd'hui, *Nos compétences fortes* prend les multiples couleurs de la pratique. Françoise coordonne et anime depuis la fin de 1995 des sessions de formation des animatrices et des animateurs qui souhaitent une activité de groupe avant d'entreprendre l'intégration des ateliers dans leur programme.

Au moment où cet article a été rédigé, Françoise avait co-animé les ateliers *Nos compétences fortes* dans un organisme d'alphabétisation de l'est de l'île de Montréal. Comme elle, des dizaines d'animatrices et d'animateurs découvrent, dans l'action, les multiples possibilités offertes par *Nos compétences fortes*. Sans discours éclatant mais avec une pratique-terrain empreinte de détermination, la subversion fait modestement son chemin.

1. *Françoise Lefebvre est bien connue dans le milieu de l'alphabétisation populaire. Elle a été membre du comité aviseur du projet à titre de représentante de ce secteur. A l'époque, Françoise travaillait à la Clé de Montréal. Elle a joué de nombreux autres rôles dans le projet, notamment celui de co-conceptrice des ateliers Nos compétences fortes.*

2. *Bélisle, R. sous la direction (1995). Nos compétences fortes, Institut canadien d'éducation des adultes. Malette comprenant le Manuel des animatrices et des animateurs, la vidéo Gaston, Conradine et les autres, un prêt-à-photocopier, seize cartes de circonstances, des affiches et affichettes.*

3. *Ouvrage collectif (1989). Question de compétences, un outil au service des femmes, Centre d'orientation et de formation pour les femmes en recherche d'emploi (COFFRE), Relais-femmes, Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA). Boîte à outils comprenant un manuel de formation pour les animatrices, une vidéo, un document d'accompagnement, un prêt-à-photocopier, des cartes de mises en situation, des pochettes. Les ateliers Question de compétences ont été conçus pour les organismes offrant des programmes d'orientation professionnelle aux femmes. Plusieurs de ces organismes utilisent avec succès, en tout ou en partie et depuis plus de cinq ans, les ateliers Question de compétences.*

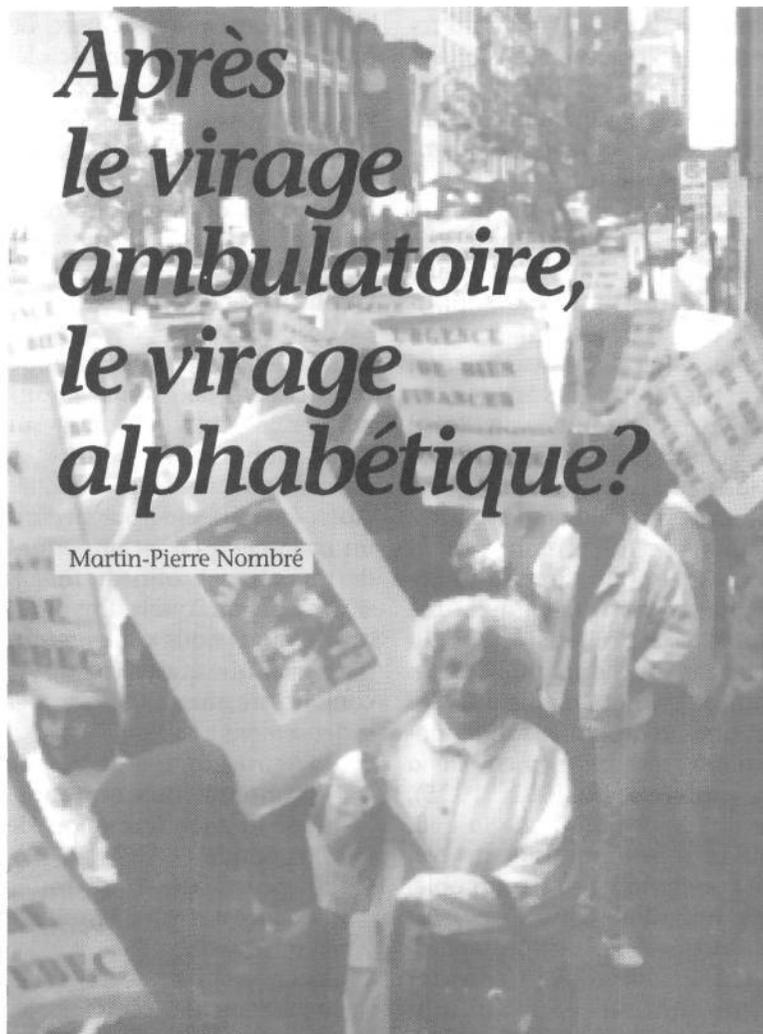
4. *Parmi les groupes expérimentateurs de 1994, on trouve trois groupes d'alpha-*

bétisation populaire : Déclic, La Jarnigoine et le Carrefour d'éducation populaire de Pointe-Saint-Charles. Déclic a aussi participé à l'expérimentation partielle de mai 1995. Quatre organismes communautaires ou socio-économiques d'intégration ou de maintien en emploi et quatre commissions scolaires ont aussi expérimenté les ateliers.

5. *Les artisanes et artisans sont principalement Rachel Bélisle, qui a assumé la direction des travaux et la conception des outils; Bernard Vallée, responsable des relations avec les divers partenaires; les conceptrices des ateliers sont Françoise Lefebvre, France Poirier et Lucille Doiron, formatrices en alphabétisation, Martine Roy, conseillère en orientation, et Rachel Bélisle; Louis-Roland Leduc est le réalisateur du vidéo et Jean-François Héroux est le concepteur graphique. Le comité aviseur du projet a aussi joué un rôle déterminant dans le développement des outils. Ce comité était composé de Françoise Lefebvre (Centre de lecture et d'écriture de Montréal), Micheline Lussier (CS de Verdun), Louise Miller (FTQ), Christian Hervieux (Carrefour Relance), Francine Hotté (CREP, CECM), Marie-Claire Nadeau (Regroupement pour la relance économique et sociale du Sud-ouest), Serge Bélanger (Collectif formation travail), Armand Gingras (Société de développement de la main-d'oeuvre), Margot Desilets (ministère de l'Éducation du Québec), Normand Bureau (ministère de la Sécurité du Revenu), Jean-Marie Martin (Secrétariat national à l'alphabétisation).*

6. *L'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA), qui est le producteur de ce matériel, a obtenu le soutien financier du ministère des Ressources humaines du Canada et de son Secrétariat national à l'alphabétisation, de la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre, du ministère de la Sécurité du Revenu et de la Réserve centrale des Initiatives fédérales-provinciales conjointes en matière d'alphabétisation, gérée par le ministère de l'Éducation du Québec.*





Après le virage ambulatoire, le virage alphabétique?

Martin-Pierre Nombé

oto : Martin-Pierre Nombé

Faut-il «communautariser» l'alphabétisation? Renégocier les responsabilités entre les services publics et les groupes populaires? Maintenir le statu quo? Voilà des questions fondamentales qui donnent un aperçu des discussions menées aux assises régionales des États généraux sur l'éducation.



Introduction

L'éducation au Québec est malade. Ce constat largement partagé par l'ensemble des intervenants et intervenantes en éducation nous a conduits aux États généraux sur l'éducation. Lancé en avril 1995, le processus doit se dérouler sur une période d'un an. Au moment où nous écrivons ces quelques lignes, le processus amorce un nouveau tournant : les assises et forums en régions. Ces assises se tiendront à partir de l'exposé de la situation élaboré par les commissaires. Les assises nationales sont prévues pour l'automne 1996.

L'exposé de la situation constitue un véritable tour de force de la part des commissaires. Il ramasse en un document simple et clair l'ensemble des deux mille mémoires et présentations. Le document soulève plusieurs enjeux. Pour ce qui est de l'alphabétisation, nous retiendrons pour les fins de notre article un des enjeux à notre sens très important dans le contexte de la reconfiguration de l'État-providence.

La Commission soulève une question : «En matière d'alphabétisation, quels doivent être les rôles et les champs d'action respectifs des organismes d'éducation populaire et ceux des commissions scolaires?».

(Québec, 1995, p. 94). Pour plusieurs, il est clair que cette responsabilité relève des commissions scolaires. Alors pourquoi une telle question? Et pourquoi une telle question en ce moment précis?

Positionnement du problème

Afin d'avancer dans la problématisation de notre sujet, nous allons tenter de positionner le problème.

L'alphabétisation a d'abord été pratiquée dans les commissions scolaires. En 1967, des personnes inscrites dans des cours pour adultes dans le quartier Pointe Saint-Charles sont insatisfaites des cours qu'elles reçoivent. Aidées par des animateurs sociaux, elles mettent en place une autre forme d'alphabétisation qui tient compte de leur situation d'adulte. C'est la naissance de l'alphabétisation populaire autonome. On peut donc voir, par ce rappel historique, que l'alphabétisation populaire est née des carences du système tout en développant une approche différente de celle du système scolaire. À mon sens, cette différence a toute sa signification parce qu'elle peut répondre en partie ou en tout à la question du doublement.

Poser la question des deux réseaux en ces termes ne rend pas tout à fait compte de la réalité. Plusieurs commissions scolaires ont développé au fil des ans des relations avec des groupes populaires (ententes heures/cours). Plusieurs groupes ont été

mis en place par des commissions scolaires pour faire du recrutement et de la sensibilisation, de sorte qu'il est souvent difficile de faire la distinction entre les groupes et les commissions scolaires.

Les groupes populaires en alphabétisation autonome, par contre, ont développé au cours de leur histoire une alphabétisation basée sur la conscientisation. La conscientisation s'inspire des études et des expériences conduites au Brésil par Paulo Freire et par d'autres éducateurs avec des adultes prolétaires des villes et des campagnes. Le fait d'embrasser la conscientisation comme philosophie d'action amène aussi une autre compréhension de la question de l'analphabétisme. L'analphabétisme, pour les groupes d'alphabétisation populaires, est intimement lié à la pauvreté (RGPAQ, 1995), ce qui se démarque de la définition fonctionnaliste qui fait de l'analphabétisme un problème individuel que l'on peut mesurer par le degré d'aptitude des individus à «traiter l'information» dont ils ont besoin dans leur vie quotidienne (Southam News, 1989, Statistique Canada, 1990).

Ces divers éléments que nous venons de présenter montrent que les groupes populaires ont tracé leur propre voie sur la question de l'analphabétisme. L'alphabétisation devient alors un outil pour le développement d'une pleine citoyenneté, permettant de réduire la dépendance et de se prendre en main,

d'assumer de façon responsable les divers rôles sociaux, de participer à l'évolution sociale, de comprendre les enjeux de la vie démocratique, de s'occuper de la qualité de la vie, de faire valoir ses droits, de se développer de façon autonome, etc.

Quelques éléments de conjoncture

Pour asseoir un peu mieux notre problématique, nous allons resituer les États généraux sur l'éducation dans le cadre socio-économique actuel. En effet, les États généraux se déroulent dans un contexte qu'il est important de rappeler ici, afin de mieux situer le débat. Pour les fins de cet article, nous nous contenterons d'évoquer quelques éléments de conjoncture sans nous y attarder sérieusement :

- 0 la restructuration en cours de l'économie internationale avec la mondialisation de l'économie;
- 0 le poids des politiques néolibérales dans le monde et au Québec;
- 0 la crise des finances publiques fédérales, provinciales et municipales et les diverses vagues de privatisation et de communautarisation; la loi 102 sur le gel des salaires, les nouvelles compressions de près d'un milliard de dollars pour cette année au Québec;
- 0 la réforme de l'aide sociale et de l'assurance-chômage;
- 0 la mise en oeuvre de la Loi 120 (loi sur la santé et les services sociaux).

Plus profondément, ces quelques éléments de conjoncture renvoient à une transition sociétale plus profonde (Vailancourt, 1994, Lamoureux, 1995). Du modèle de l'État-providence, on semble voguer tranquillement mais sûrement vers un modèle de société-providence.

On retrouve trois thèses dans le débat sur le partage des rôles et des responsabilités en alphabétisation. Nous prenons le risque de les présenter ici de façon schématique :

La thèse du statu quo

Cette thèse, véhiculée par certains milieux proches de commissions scolaires, laisse entendre que «la responsabilité de l'alphabétisation doit relever des commissions scolaires». On ajoute toutefois que «le réseau des groupes populaires d'alphabétisation doit être maintenu et supporté par le ministère de l'Éducation». En outre, les défenseurs de cette thèse se montrent ouverts «à des expériences de partenariat avec les groupes populaires d'alphabétisation» en autant «qu'elles demeurent sous la gouverne des commissions scolaires».

Il est clair que les partisans de cette thèse considèrent les groupes populaires comme un réseau de «complémentarisation» du réseau public. L'ouverture au partenariat est vue comme une sorte de «joint venture» dans laquelle les groupes seront obligés de se plier aux règles du jeu définies par les commissions scolaires.

Cette vision des choses entérine implicitement le maintien du statu quo. En conséquence, le rapport asymétrique entre certaines commissions scolaires et les groupes populaires est occulté, comme si les deux réseaux avaient le même poids. Cette thèse serait-elle en train de nous dire que le système, ainsi que sa forme organisationnelle actuelle, ne sont pas à remettre en cause et qu'il ne s'agit que de lui arrimer quelques points de distribution pour qu'il soit mieux adapté? (Dorvil, Gagné 1994).

A côté de cette approche, on voit se dessiner tranquillement une autre thèse que la commission des États généraux sur l'éducation a relevée.

La thèse «du tout à moi»

Cette thèse prend ses racines dans certains groupes populaires en alphabétisation. Ses défenseurs soutiennent que leur «mode d'alphabétisation est plus efficace pour les personnes défavorisées et analphabètes que les services offerts en établissement». Ainsi donc, «ils demandent qu'on évite les dédoublements coûteux en enlevant aux commissions scolaires la responsabilité de l'alphabétisation» (Québec, 1996, p.85).

Les groupes populaires sont à l'origine de plusieurs expériences novatrices en alphabétisation. Leur présence sur le terrain a permis la mise sur pied d'approches adaptées aux besoins des personnes analphabètes. Les groupes ont des racines profondes dans les milieux,

dans les collectivités. Ce sont des structures sans lourdeur et peu coûteuses, et donc capables d'innovation. Voilà autant de caractéristiques qui militent en faveur de cette thèse. On pourrait même ajouter, nous l'avons souvent fait, que l'appareil public est lourd, inefficace, etc.

À la différence de la première thèse, cette deuxième approche écarte d'emblée le partage des responsabilités et des rôles entre les deux réseaux. Cette thèse «du tout à moi» renvoie plus à une stratégie de substitution. Mais on pourrait lui reprocher plusieurs choses.

L'éducation populaire n'est-elle pas «une révolte permanente contre les lieux communs... une création continue nécessaire comme lien entre la culture héritée et la culture à inventer, entre la soif de la justice et la joie de vivre, entre l'absolu et le possible»? (ICEA, 1990). Les groupes d'alphabétisation, en épousant une telle approche ne sauraient se substituer aux services publics dont le rôle est d'assurer l'accessibilité et l'universalité.

Dans une conjoncture où les politiques néolibérales visent de plus la communautarisation dans le champ des politiques sociales (santé, éducation, logement, etc.), donner la responsabilité de l'alphabétisation aux groupes populaires ne signifie aucunement un renforcement de leur pouvoir, mais relève bien plus d'une utilisation stratégique des populations pour implanter des mécanismes de privatisation (Jacob, 1995).

La thèse de la renégociation des rôles et des responsabilités en alphabétisation

D'entrée de jeu, signalons que nous privilégions cette dernière. Il y a une crise des finances publiques et de l'État-providence. L'appel au communautaire se fait de plus en plus pressant. Le partenariat semble être une nouvelle donnée inévitable «parce qu'il s'agit non pas d'une mode passagère ou d'une tactique ou d'un moyen, mais bien d'une stratégie importante de recomposition du social, de redéfinition des liens entre l'État et la société civile» (Lamoureux, 1994, p.183).

Le contexte des États généraux doit favoriser à notre sens une renégociation des rôles et des responsabilités au niveau de l'alphabétisation. Cependant, nous ne pouvons pas ne pas soupçonner que les changements qu'on nous propose peuvent se faire dans le sens de la réduction des budgets. Comme le dit le Premier ministre Bouchard, le gouvernement cherche actuellement à équilibrer les finances publiques. Ainsi, pour les deux années à venir, la nécessité d'équilibrer les finances publiques va guider plusieurs actions du gouvernement.

Les acteurs devront éviter de tomber dans le piège de la privatisation vers le communautaire de l'alphabétisation. Par privatisation, nous entendons ici le processus qui implique indissociablement deux éléments, soit d'une part un désenga-

gement de l'État de l'alphabétisation et, d'autre part, une relève assumée par des organismes à but non lucratif tels, par exemple, les groupes populaires en alphabétisation, ce qui donne une privatisation de type communautaire (Vaillancourt étal. 1987 et 1989).

Cette renégociation ne devrait pas signifier l'affaiblissement du réseau public en alphabétisation, ou encore l'assujettissement du réseau des groupes aux commissions scolaires. Elle devra avoir comme objectif la lutte efficace contre l'analphabétisme. Pour cela, il faudrait reconnaître la légitimité des deux réseaux dans le champ de l'alphabétisation et «mettre en valeur leur complémentarité face aux besoins diversifiés des adultes et non l'un par rapport à l'autre» (Vallée, 1996: 16).

Conclusion

La redéfinition des rôles et des champs des divers intervenants en alphabétisation arrive dans un contexte particulier. D'une part, l'État cherche à se remodeler en prenant appui entre autres sur les organismes populaires et communautaires. D'autre part, les ressources de l'État sont en baisse. Enfin, cette redéfinition arrive au moment où la société québécoise se donne des États généraux sur l'éducation.

Dans un tel contexte, il est clair qu'il faut trouver des solutions nouvelles qui répondent à la situation. Cependant, se poser la question sur les rôles et les champs d'action respectifs

des organismes et ceux des commissions scolaires peut aussi signifier plusieurs choses : comment faire pour réduire le coût des services d'alphabétisation; comment faire en sorte que les deux réseaux soient plus efficaces; ou encore, comment faire pour répondre aux besoins multiples des personnes analphabètes?

Le champ de l'alphabétisation reste encore peu développé et l'analphabétisme touche encore 900 000 de nos concitoyennes et concitoyens. C'est dans cette optique que la question de la redéfinition des rôles et des champs d'intervention devrait être abordée, dans le but de proposer des voies et moyens pour combattre de façon efficace l'analphabétisme. Les États généraux sur l'éducation sont à notre sens une excellente occasion pour entreprendre cette réflexion.

Bibliographie

Gagné, J et Dorvil, H (1994), *Le défi du partenariat : le cas des ressources communautaires dans le secteur de la santé mentale, Nouvelles pratiques sociales, vol. 7 n°1.*

ICÉA (1990), *L'Éducation populaire, ça change le monde! Actes du colloque national sur l'éducation populaire au Québec.*

Québec (1996), *Un Québec de responsabilité et de solidarité : oser choisir, Conférence sur le devenir social et économique du Québec, mars 1996.*

Vallée Bernard (1996), *Analyse du document des États généraux sur l'Éducation, du point de vue de l'éducation populaire, document de travail.*

Vaillancourt, Y (1992), *La privatisation dans les services sociosanitaires, Notes de cours, Université du Québec à Montréal.*

DOS S IER

Prendre sa place

Liliane Rajaonina

Le contexte d'incertitude économique, dans lequel les coupures budgétaires deviennent la norme et les acquis sociaux sont menacés, voire remis en cause, apparaît comme un moment privilégié pour interroger la vitalité associative des groupes populaires. Face à cette vague de compressions, il est plus que jamais nécessaire d'évaluer nos forces.

Le concept de vie associative peut varier en raison de la grande diversité des groupes en termes de taille et de champ d'intervention. Pour les uns, la vie associative repose d'abord sur la solidarité entre les groupes en vue d'une action commune, tandis que d'autres mettent l'accent sur le fonctionnement interne.

Qu'est-ce que la vie associative pour le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ)? Quelles sont ses différents aspects à promouvoir pour ses groupes membres et entre eux? Quelle importance lui accorde-t-on?

En rupture avec l'école

Les groupes d'alphabétisation qui ont créé le RGPAQ en 1981 ont voulu se démarquer de l'approche scolarisante en partant des besoins et aspirations des adultes en démarche d'alphabétisation. La finalité n'était plus seulement le savoir lire et écrire. La démarche, expérimentée au fil des années, a été adoptée dans la déclaration de principes du Regroupement :

«L'alphabétisation populaire favorise une prise de conscience et une connaissance critique du vécu des participantes et participants des groupes ainsi que des différentes réalités de la société. Elle favorise chez les participants et participantes, animateurs et animatrices, le développement d'une conscience sociale et politique en développant des capacités d'analyse critique, de choix d'action et d'évaluation.»

La vie associative, c'est tout ce qui se construit autour de la place des participantes et participants et des animatrices et animateurs dans le groupe. C'est la vie démocratique dans son sens le plus direct : le droit à la parole, la participation aux décisions dans les ateliers, mais aussi dans le groupe et au Regroupement.

Des aspects multiples à différents niveaux

Le premier espace de la vie associative est l'atelier, où s'effectue l'apprentissage de la démocratie. Le défi est de taille, dans la mesure où les personnes analphabètes ont toujours été en marge de la société, privées d'in-

formation, exclues des lieux de décision. Ce qu'il faut vaincre, c'est d'abord la gêne, la peur de s'exprimer «pour ne pas faire rire de nous autres».

Cela implique une relation pédagogique qui ne soit plus axée sur des rapports maître/élèves, ni sur la compétition entre les participantes et participants. Dans cette nouvelle relation, les animatrices et animateurs valorisent la collaboration, l'entraide ainsi que des rapports égaux entre toutes les personnes du groupe, animatrices et animateurs compris.



Cela veut dire créer un espace où les participantes et participants peuvent s'exprimer, à partir de leur vécu, de ce qu'ils savent, de ce qu'ils sont, dans leurs propres mots. C'est stimuler le dialogue entre les participantes et participants pour que les problèmes exprimés soient reconnus comme les

manifestations individuelles d'une même réalité. C'est profiter de cette prise de conscience pour provoquer d'autres questionnements, et relier les problèmes exprimés aux contradictions du système dans lequel on vit. C'est analyser ensemble les réalités vécues, reconnaître les possibilités de changement et élaborer des stratégies d'action communes.

La prise de parole, les pratiques d'analyse, de réflexion et de prise de décision acquises en atelier serviront à enclencher le processus destiné à faire de la personne participante un membre à part entière du groupe : décider des contenus et modalités de fonctionnement des ateliers, participer aux différentes instances de prise de décisions, prendre l'initiative d'activités qui concrétisent les décisions communes.

Pour élargir le cadre de ce pouvoir nouvellement acquis, une place est réservée aux participantes et participants au Regroupement, pour leur permettre de s'impliquer dans les comités des participantes et participants et d'agir comme porte-parole de leur groupe ou du RGPAQ à l'occasion de différentes manifestations publiques.

Au niveau du Regroupement, c'est également l'implication des groupes membres qui concrétise la vie associative. Ils peuvent participer à la définition des stratégies de lutte et des besoins en formation dans le cadre de différents comités. Les sessions de formation sont des occasions d'échanges d'expé-

riences et d'informations, tout comme la collaboration à la réalisation de revues, de manuels pédagogiques et de bulletins de liaison.

La vie associative, c'est enfin les liens privilégiés que le RGPAQ entretient avec ses alliés de l'éducation populaire pour mener des réflexions sur le mouvement, mieux faire connaître l'alphabétisation et l'éducation populaire, défendre les droits des personnes analphabètes et les droits sociaux de la population.

«L'alphabétisation populaire implique l'établissement dans nos milieux des alliances les plus importantes pour répondre aux besoins des personnes analphabètes afin que ces besoins soient intégrés dans un discours plus large sur les personnes défavorisées socialement¹.»

C'est l'ensemble des lieux de dialogue, de réflexion et de convivialité où les différents acteurs, ayant défini leur place au sein du groupe, du RGPAQ et parmi leurs alliés, analysent la situation, élaborent des stratégies d'action, évaluent les réalisations et fêtent leurs «bons coups».

Une culture démocratique

La vie associative constitue ainsi la pierre angulaire du Regroupement : elle définit l'alphabétisation populaire et structure le fonctionnement de ses groupes membres et leurs relations. Depuis le Congrès d'orientation en 1992, c'est l'un des critères d'adhésion au Regroupement.

Dans une société où le sens de la démocratie s'effrite et se réduit pour le plus grand nombre à s'exprimer périodiquement par un bulletin de vote, il est important de préserver et de consolider ces espaces d'apprentissage et d'exercice de la démocratie directe.

Le mécontentement collectif né de toutes sortes d'injustices, la désaffection vis-à-vis de la chose publique et la méfiance croissante à l'endroit de la classe politique témoignent de la nécessité de lieux de contre-pouvoir, en marge des pratiques établies et des approches normatives et intégratrices.

La démocratie n'est pas acquise une fois pour toutes, même dans les sociétés qui s'en réclament. Dans le contexte de mondialisation de l'économie, alors que les gouvernements nationaux sont de plus en plus réduits à gérer les problèmes sociaux, la vie associative est un espace de créativité d'où émergent de nouvelles formes d'organisation, où se redéfinit la citoyenneté, où s'élaborent des alternatives, à partir du constat de l'inefficacité des structures de représentation traditionnelles. Dans cette optique, donner le pouvoir de s'exprimer et de décider aux personnes qui n'ont pas acquis le savoir académique socialement valorisé, c'est justement aller à contre-courant des idées reçues et s'ouvrir à d'autres «possibles».

Les exemples sont nombreux qui témoignent de cette vitalité associative, dont le plus significatif est l'implication

croissante des participantes et participants. Il y a aussi tous les événements qui contribuent à la visibilité des groupes membres et du RGPAQ : les prises de position, les manifestations, les fêtes de solidarité, les différentes productions.

Entre ces principes et ces réalisations, il y a la réalité de tous les jours. Elle fait l'objet des différents articles du Dossier :

Comment est-ce que tout cela se vit et se pratique au quotidien, dans les «coulisses»? Pour cela, il faut laisser la parole aux principaux acteurs de l'alphabétisation populaire : les participantes et participants, les animatrices et animateurs et les groupes. Ils nous parlent de l'impact des apprentissages sur leur vie, du fonctionnement des ateliers, des moyens et stratégies qu'ils ont mis en oeuvre.

Au-delà de l'analyse des pratiques quotidiennes, il est aussi nécessaire de s'interroger sur les tendances : comment a évolué la vie associative au sein du Regroupement au cours de ses 15 ans d'existence?

Enfin, pour clore ce Dossier, il nous a semblé intéressant de recueillir le témoignage du Regroupement des maisons de jeunes du Québec : comment les jeunes aussi, avec leurs problèmes spécifiques, apprennent à devenir des citoyens et citoyennes responsables.

1. Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec. Déclaration de principes, 1993, 5 pages.



*Fréquenter un groupe
d'alphabétisation populaire,
ça change pas l'monde
sauf que...*

Françoise Lefebvre,
collaboratrice

Certaines personnes trouvent qu'Henriette n'est plus tout à fait la même depuis quelque temps. Elle qui autrefois était plutôt timide, effacée même, se montre plus souriante, plus ouverte. Son marchand a remarqué qu'elle posait davantage de questions sur les produits qu'elle achète. Elle a même invité, la semaine dernière, sa voisine à venir prendre un café chez elle. Ses enfants ne savent pas trop quoi penser de tous ces petits changements. Alors qu'auparavant, ils pouvaient venir «à la maison» quand bon leur semblait, aujourd'hui, ils doivent prévenir à l'avance... Il est même arrivé que leur mère ne soit pas disponible! Maintenant, elle est très occupée, elle participe à toutes sortes d'activités. Si certains trouvent que la nouvelle Henriette est plus avenante, d'autres par contre se sentent très déroutés et ne savent trop quoi penser...

Gilles est ouvrier depuis plusieurs années à la même place. Ses compagnons de travail le trouvent bien accommodant. Il a un très fort esprit d'équipe, toujours prêt à rendre service.

Henriette, Gilles, Stéphanie et les autres nous parlent de ce qui a changé *dans* leur vie : savoir mieux lire et écrire certes, mais surtout voir et vivre le monde autrement



Pourtant, depuis quelques semaines déjà, Gilles ne leur semble plus aussi «coopératif» qu'avant. À une réunion syndicale, il a même pris la parole, devant les «grands boss». Gilles a voulu vérifier par lui-même une information qui ne lui semblait pas sûre. De plus, sa question était très claire et semble avoir un peu embêté ceux à qui elle était posée... Depuis cette réunion d'ailleurs, les compagnons de travail de Gilles pensent à lui demander de devenir membre du comité de la santé et sécurité au travail. Aujourd'hui, on découvre qu'il est non seulement «un maudit bon gars» mais également quelqu'un qui sait poser les bonnes questions et qu'il se soucie de la protection des travailleurs. On pense, à cause de ses années d'expérience, qu'il pourrait être très crédible auprès des autres travailleurs et des patrons de la compagnie.

Stéphanie est de moins en moins souvent dans les «vapes». Ses anciens chums la trouvent un peu «plate». Son chum, lui, est très content : elle semble plus attentive, accepte de plus en plus de discuter avec lui et commence même à avoir certains projets pour trouver du travail! Elle a commencé à chercher dans les petites annonces. Elle sent que si elle persévère, elle pourrait peut-être trouver un petit emploi, simple, à temps partiel. Stéphanie rêve maintenant d'aller compléter son secondaire. Elle sait bien que cela va lui demander de la ténacité, beaucoup de travail, mais elle

se sent tellement encouragée depuis deux ans! Elle fait maintenant partie d'un journal de jeunes et ils ont même participé à des émissions de télévision pour aller parler de ce qu'ils vivent. Des fois, son chum trouve qu'elle est très occupée, mais en même temps, il est fier de voir Stéphanie devenir de plus en plus entreprenante.

Henriette, Gilles et Stéphanie ont ceci en commun : ils fréquentent un groupe d'alphabétisation populaire depuis au moins deux ans, tout comme les 40 personnes rencontrées en 1994-1995 par une chercheuse, Johanne Letourneau, dans le cadre d'un projet amorcé par le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ). Le but de cette enquête était de savoir quelle perception ont les participantes et participants de la place qu'elles et ils occupent au sein de leur groupe. On leur a également demandé quels changements eux-mêmes ainsi que leur entourage avaient pu observer...

Pour paraphraser une publicité populaire de Loto-Québec, «Fréquenter un groupe d'alphabétisation populaire, ça change pas l'monde sauf que...»

Sauf que... les témoignages vivants et très personnels de chaque répondante et répondant révèlent que leur participation à un groupe d'alphabétisation populaire a effectivement changé plusieurs aspects de leur vie, comme elle l'a fait dans le cas d'Henriette, Gilles et Stéphanie.

Le respect... avant toute chose

Lorsqu'on leur a demandé de mentionner ce qui avait changé depuis qu'elles fréquentaient leur groupe, la majorité des personnes interrogées a noté un premier changement attribuable aux ateliers qu'elles suivent. Le respect de leur rythme, le respect des différences, le sentiment d'être accueillis inconditionnellement, le sentiment d'être consultés, d'être écoutés ont été mentionnés par toutes et tous comme autant d'éléments qui concourent à la réussite de leurs apprentissages. Rien d'étonnant donc que le premier changement auquel les personnes aient pensé se situe au niveau des connaissances : savoir mieux lire, lire des choses différentes, utiliser la lecture dans des situations de vie courante (lecture d'étiquettes, de pancartes, d'affiches, de courrier), savoir mieux écrire, écrire pour son propre plaisir. Ce changement peut sembler aller de soi : dans un groupe d'alphabétisation, les gens viennent apprendre à mieux lire et à mieux écrire! Pourtant, au cours de certains échanges, des animatrices et animateurs d'ateliers d'alphabétisation, dont le concept de «transfert des apprentissages» est au cœur des préoccupations quotidiennes, m'ont rapporté que les changements ne leur semblent pas toujours perceptibles. En effet, elles et ils perçoivent trop souvent que les participantes et participants transfèrent peu, dans leur vie quotidienne, les

apprentissages réalisés en atelier. Or il semble que les participantes et participants, eux, aient le sentiment inverse. Dans tous les témoignages recueillis, toutes et tous ont mentionné ce changement de façon très marquée. Pour quelqu'un qui se promène avec le «Journal de Montréal» sous le bras en faisant semblant qu'il va le lire, la différence est remarquable : lire soi-même les nouvelles dont on entend parler permet de pouvoir davantage dire ce qu'on en pense, plutôt que de se fier inconditionnellement à ceux qui nous entourent! Demandez aux personnes qui, tout comme Henriette, devaient faire constamment confiance à leur entourage pour comprendre le courrier qu'elles reçoivent... Demandez à toutes celles et ceux qui, pour faire des gestes quotidiens comme aller à la banque, payer des comptes, se déplacer dans des quartiers ou des villes inconnues, se sentent toujours à la remorque de quelqu'un d'autre, qui, lui, sait... Savoir mieux lire et écrire, c'est vrai, ça non plus, ça ne change pas le monde sauf que... quand on en est à «sa dernière chance», c'est ce qui fait toute la différence!

Risquer de se percevoir autrement...

Un autre changement majeur exprimé par la très grande majorité a été l'amélioration de l'estime de soi. Quand on se sent respecté, écouté, sollicité pour donner son opinion, comme plusieurs l'ont noté au cours des entrevues, petit à petit on veut

bien croire qu'effectivement, ce qu'on pense peut apporter une certaine différence dans l'atelier ou dans le comité dont on fait partie... Les gens rencontrés disaient : «Je suis moins gêné», «Je suis plus ouverte», «Je parle plus», «J'ai plus confiance en moi», «J'ai su prendre ma place». Ces mots dits simplement, ces phrases apparemment anodines, ne le sont certainement pas. Lorsqu'on connaît l'histoire de vie d'une très grande majorité de personnes analphabètes, on sait que bon nombre d'entre elles ont vécu et intériorisé des sentiments d'isolement, de honte, d'impuissance et d'échec. Dire que son estime de soi a augmenté, c'est admettre que le risque qu'on a pris en s'inscrivant à des ateliers d'alphabétisation - risque de se sentir humilié encore une fois, risque de ne pas être compris, risque, peut-être, d'échouer - a donné des résultats inespérés. C'est aussi avouer que le respect de l'autre, le respect de ses besoins, la solidarité, ont triomphé des vexations trop souvent vécues, des silences trop souvent maintenus. La perception de ces changements est aussi confirmée par les personnes qui entourent les participantes et participants : ami-e-s, enfants, conjoints, confrères et consoeurs de travail, de loisir. Plusieurs ont mentionné que ce sont les autres qui leur faisaient prendre conscience des changements observés. Les autres qui étaient souvent perçus comme «menaçants» auparavant et qui prennent maintenant leur juste place, depuis que la personne

analphabète, trop souvent silencieuse par le passé, commence à prendre la sienne et à s'exprimer ouvertement. Gilles en est un bon exemple. Demandez à ses compagnons de travail!

Prendre une place, prendre «sa» place

Parmi ces 40 participantes et participants, plusieurs s'impliquent activement ailleurs que dans leurs ateliers. Fêtes, activités organisées, manifestations, pétitions, sont autant d'exemples apportés pour illustrer la place disponible dans le groupe et celle prise, petit à petit, par les participantes et participants. Cela ne se fait pas du jour au lendemain, bien sûr. L'appropriation s'accomplit doucement, de part et d'autre. N'oublions pas : les personnes qui retournent s'instruire viennent généralement de milieux différents de celui de la plupart des animatrices et animateurs qui travaillent dans les groupes. Dans certaines entrevues, le langage utilisé par les personnes interrogées le montre bien : «Ils», «Eux-autres» sont utilisés pour désigner «l'autre partie» des groupes, c'est-à-dire, les «professeurs, les administrateurs, les décideurs»... Pourtant, malgré ce fossé culturel, lorsque chaque personne est consciente de la place qu'elle peut prendre, dans la très grande majorité des cas, elle prend cette place. Dès ce moment, le «discours» commence à changer. On entend alors parler de «groupe», de «gang», on entend dire «c'est

comme une deuxième famille»... Les gens reprennent confiance dans leur potentiel, dans leur capacité d'élaborer des projets, de les mener à terme. Ils font l'expérience de la réussite dans divers domaines autres que celui de l'apprentissage de la langue. Certaines personnes participantes vont dire que c'est leur personnalité, leur attitude face à la vie qui a changé. Elles parlent d'une plus grande ouverture face aux autres, du désir de comprendre, d'écouter, d'un optimisme nouveau, d'un désir d'oser entreprendre de nouvelles choses, d'un meilleur moral, d'un plus grand courage. Plusieurs ont accepté de nouvelles implications, dans leurs loisirs par exemple, ou encore ont changé de comportement à leur travail. Voici ce que d'aucuns ont exprimé : «Avant je n'aurais jamais pensé faire ça»; «avant, j'allais même pas chez ma voisine, maintenant j'y vais»; «...maintenant je suis dans une équipe de bowling. Je n'aurais jamais fait ça avant»; «même qu'on avait une pétition à faire signer. (...) J'ai osé prendre une feuille et je suis allée voir le maire pour la pétition. J'aurais jamais fait ça avant»; «je parle plus aux gens. Avant je posais pas de questions, je parlais pas aux étrangers. Je dis mon opinion.» Cet «AVANT» témoigne de nouvelles attitudes qui, peu à peu, s'installent et traduisent des changements réels. Stéphanie qui commence à faire d'autres choix, qui se surprend à désirer retourner aux études alors qu'elle en avait décroché, illustre bien tous les possibles qui

réapparaissent à partir du moment où, d'autres lui ayant témoigné leur confiance, elle recommence à croire en elle...

S'engager, se responsabiliser, s'impliquer

Fait révélateur, parmi les 40 personnes appartenant à des groupes choisis au hasard, plusieurs ont été ou sont encore membres du conseil d'administration de leur organisme. C'est révélateur parce que, en regard de la société civile, rares sont les citoyennes et citoyens qui pourraient en dire autant! En effet, monsieur et madame «tout le monde» participent peu à diverses associations démocratiques. Plusieurs personnes ignorent même leur existence alors que d'autres préfèrent rester chez elles, tranquilles, tout en continuant à critiquer...

Les groupes d'alphabétisation populaire offrent des lieux diversifiés d'implication, notamment les structures de représentation. On pourrait croire que les personnes qui sont élues ont une certaine expérience de la vie associative. Il n'en est rien. Pour la plupart, c'était la première fois que ça leur arrivait. Par contre, la très grande majorité des personnes élues présentent une personnalité dont la caractéristique est d'être ou de se sentir très responsable. Toutes les personnes qui ont accepté ce type de tâches expriment une très grande fierté à avoir été «reconnues» par leurs pairs. Nous serions tentés de penser qu'en général, l'«égo» s'en est trouvé

«gonflé», mais dans les témoignages recueillis, sauf de rares exceptions, il n'en est rien. Toutes et tous ont un sentiment très clair de «représenter» les autres et, dans ce sens, d'avoir «des comptes à rendre» à leurs consoeurs et confrères. Les changements observés et rapportés par ceux et celles qui sont membres de structures décisionnelles sont, de prime abord, sensiblement les mêmes que pour les autres participantes et participants : meilleure lecture, meilleure écriture, meilleure estime de soi. Par contre, certaines connaissances plus spécifiques ont également été cernées : comprendre ce qu'est un ordre du jour, apprendre à prendre des décisions, faire la prise de notes, utiliser un agenda, comprendre mieux le domaine politique...

Par ailleurs, ce qui frappe tout particulièrement dans ces témoignages c'est le paradoxe suivant : les participantes et les participants mentionnent à plusieurs reprises qu'un des atouts importants pour faire partie d'un C.A., c'est de... SAVOIR LIRE ET ÉCRIRE. Or voici une étonnante perception de pré-requis puisque nous sommes dans des groupes d'alphabétisation où, justement, les personnes vont ou sont en train d'apprendre à lire et à écrire! D'autant plus étonnant que plusieurs personnes impliquées dans leur C.A. avouent que très souvent, elles ne savaient pas assez lire... Pourtant, encouragées à poursuivre malgré leurs limites en lecture, grâce aux structures facilitantes, aux

remorques positives des animatrices et animateurs, de leurs confrères et consoeurs, elles ont persisté et, les explications aidant, sont devenues efficaces dans leur rôle, pouvant très bien prendre des décisions. Il est paradoxal de constater que, même si l'expérience démontre le contraire, les participantes et participants continuent à penser que le fait de savoir lire et écrire demeure un élément déterminant pour s'impliquer de manière efficace dans le conseil d'administration...

Non, fréquenter un groupe d'alphabétisation populaire, ça change pas l'monde sauf que... ça change une ancienne vision du monde... Des Henriette, des Gilles et des Stéphanie, il y en a des centaines, disséminés à travers les groupes, partout au Québec. Toutes et tous montrent bien que prendre sa place, oser de nouvelles choses, adopter de nouveaux comportements, c'est possible et c'est réaliste... Vaincre le peur du ridicule, croire que ce qu'on dit est important, penser que notre implication peut faire avancer certaines situations, voilà autant de constats que les 40 participantes et participants rencontrés ont partagés dans le cadre de cette enquête. Ça, c'est LA PERCEPTION qu'elles et ils ont de la réalité vécue dans leurs groupes respectifs, mais la leur ou a nôtre, laquelle est la plus proche de la réalité? Les deux, sans doute, dans une certaine mesure...



Face aux médias

Annie Prud'Homme,
participante,
La Boîte à lettres

Le 8 septembre dernier, c'était la Journée internationale de l'alphabétisation. Et cette journée a été une expérience inoubliable.

Quand j'ai vu les médias arriver, j'étais nerveuse. Je me demandais quelle sorte de questions ils étaient pour me poser et si mes réponses allaient être claires. Je me demandais ce que les gens pensaient de moi en me voyant passer à la télévision. Comme tout le monde, j'étais un peu nerveuse. Mais les médias m'ont fait sentir à l'aise et j'ai beaucoup aimé ça de leur part.

Quand les médias ont terminé de me poser les questions, on a été faire un tour en ville de Montréal en autobus. Dans l'autobus, il y avait une personne qui nous racontait la parution de la première école. Pendant le trajet, j'ai appris beaucoup de belles choses que je ne connaissais pas. Quand le trajet a été terminé, on a été à l'école Carrefour Pointe St-Charles. Arrivés à l'école, il y avait d'autres médias qui nous attendaient. Il y avait aussi un discours, même qu'il y avait une artiste qui était avec nous. Quand le discours a été terminé, il y avait un brunch qui nous attendait.

Mais pour tout vous dire, j'ai beaucoup aimé cette journée et jamais je vais l'oublier. Et j'espère que vous aussi vous vivrez cette expérience-là un jour. Et aussi cette expérience m'a beaucoup aidée à foncer dans la vie.

La démocratie au quotidien

par des animatrices et animateurs
de groupes membres du RGPAQ

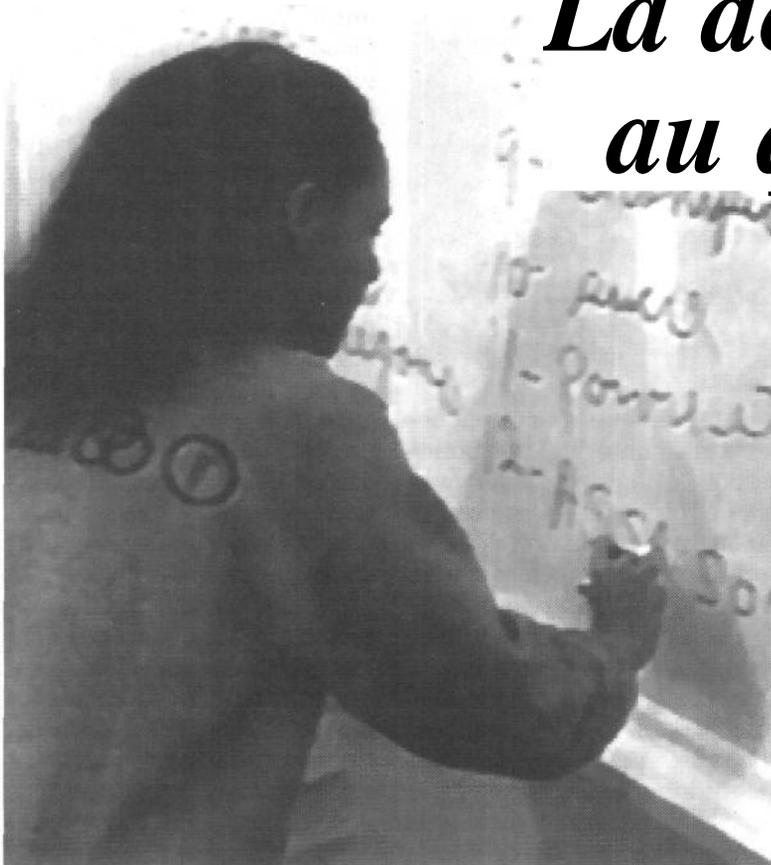
«Atout-Lire a toujours eu à cœur que les participants et participantes prennent part à toutes les décisions qui les concernent, tant dans leur vie privée que dans la société en général. Pour être conséquent avec cette volonté, il était normal qu'Atout-Lire mette en place une structure décisionnelle accessible à tous ses membres.

La démocratie ne s'improvise pas, elle s'apprend. Elle commence à l'intérieur même de nos ateliers et se vit au quotidien. On peut faciliter l'apprentissage de la démocratie en créant dans nos ateliers un environnement propice à la prise de parole et au partage. En tant qu'animatrice, j'ai un rôle à jouer en ce sens...

En premier lieu, je ne me considère pas comme celle qui détient le savoir; chacune des personnes de l'atelier est riche de connaissances, d'expériences et de passions dont le groupe peut profiter. On se forme ensemble.

Je suis responsable du «contenu notionnel» des ateliers mais nous avons la responsabilité conjointe de déterminer comment et à partir de quoi se feront les apprentissages grammaticaux et autres.

C'est dans l'atelier que se forge la vie associative. Les animatrices et animateurs sont en première ligne. Ils parlent ici de leurs pratiques et de leurs méthodes. Ils témoignent de cette expérience à la fois exigeante et gratifiante, et quelquefois déstabilisante, qui consiste à associer les participantes et participants à la démarche d'apprentissage. A travers ces témoignages, des constantes se dégagent : il faut être à l'écoute, expliquer, temporiser, faire confiance, s'ajuster, improviser, faire preuve de créativité.



Ma volonté de rendre les participants et participantes responsables des décisions qui concernent notre atelier a un impact certain sur ma façon de travailler. Cela implique que je sois à l'écoute, que je prenne le temps de connaître les personnes de l'atelier. Cela implique aussi que je leur laisse l'espace pour exprimer leurs intérêts, leurs besoins et leurs aspirations. Ainsi, ils et elles peuvent choisir les thèmes à partir desquels nous travaillerons. Cela entraîne la création de matériel adapté plutôt que l'utilisation de cahiers d'exercices. Cela suppose aussi que l'on évalue ensemble régulièrement les types d'exercices qu'on a faits, les thèmes abordés et même mon rôle d'animatrice. Cela implique donc d'être ouverte et de savoir m'adapter aux personnes et aux situations parce que dans un tel climat, il peut arriver que l'atelier prenne une tangente imprévue et qui s'avère plus intéressante que ce que j'avais planifié. Ça nous ramène à la question de confiance, confiance en soi et confiance dans le groupe. Quand cela se passe, c'est magique! L'implication des participants et participantes n'est plus un vœu pieux, elle est en action et c'est un plus pour les individus, pour l'atelier et pour tout le groupe. Je crois que c'est aussi un plus pour la société en général parce que leur désir de participer débordera sans doute les murs d'Atout-Lire.»

Colette Paquet,
Atout-Lire



«Je crois que pour impliquer les participantes et participants, je dois d'abord partager avec elles et avec eux les objectifs et les orientations du Carrefour, de sorte qu'on ait les mêmes critères d'évaluation. Les objectifs du Carrefour visent, entre autres, l'autonomie des personnes, la prise en charge de leur vie dans tous les domaines, la défense des droits des personnes, la conscientisation, le travail individuel et collectif, etc. Je dois aussi bien expliquer le sens de ce que je veux faire, où je veux aller, c'est quoi l'objectif d'apprentissage qu'on est en train de poursuivre.

En début d'année, les individus et le groupe se fixent des objectifs d'apprentissage et une façon de fonctionner qu'on évalue en décembre et en mai de façon officielle. Par contre, on peut se réajuster n'importe quand, si le besoin s'en fait sentir. Je dois donc être à l'écoute des problèmes qui surviennent.

Le fait d'impliquer les participantes et les participants dans les ateliers m'amène aussi à vouloir les respecter encore plus,

à vouloir les rendre encore plus autonomes, à les écouter, à fonctionner à partir de leurs besoins... Quelquefois, ça m'oblige à ajuster la pédagogie, à changer mon programme, car ce que j'avais préparé n'est pas adéquat ou tout simplement n'est pas ce qu'ils et elles ont besoin d'apprendre sur le moment. Ça oblige aussi parfois à faire plus de préparation de matériel pour répondre aux demandes concrètes, à aller chercher de l'information.

Voici quelques exemples des demandes concrètes que je reçois de la part des participantes et participants : comment se servir d'un guichet automatique, se promener dans le métro, apprendre à connaître certaines lois, comment faire une demande de citoyenneté, connaître son bail, comment voter, faire des cartes de fêtes, écrire une lettre, etc. Autrement dit, ça demande de la créativité, de l'ouverture et de la souplesse.»

Lucie St-Germain,
*Carrefour d'éducation populaire
de Pointe St-Charles*

«Ce matin, Katia (nom fictif) arrive au Centre en disant: "Si j'avais don d'argent, que j'me payerais-tu une visite à Québec. J'aimerais tu ça voir le Parlement, pis Imax, pis 3D. Y paraît que c'est beau à voir. J'sus jalouse des enfants qui font plein de sorties." Profitant de l'occasion, je demande au groupe si d'autres personnes ont le même rêve que Katia. Bon moyen pour favoriser

l'expression orale. Nous faisons un tour de table, question de dire nos opinions. L'inscrit à mesure sur le tableau blanc les suggestions, les interrogations. Ensuite, nous discutons de la faisabilité, des implications, des démarches que nous devons faire, des responsabilités à prendre, etc.

Après ce remue-méninges, on trouve qu'il serait bien de créer un comité culturel qui coordonnera les activités de l'organisme avec celles de l'atelier. De mon côté, je fournirai au groupe les moyens, les exercices appropriés qui faciliteront leurs démarches, nourriront leur motivation et permettront l'atteinte de leurs objectifs. Il est d'ailleurs beaucoup plus plaisant d'apprendre des choses souvent plus difficiles quand on a un objectif à court terme, et combien plus gratifiant; cela tout autant du côté du participant que du côté de l'intervenant.

Pour répondre à tous ces besoins, nous nous sommes proposé une vie de groupe comme ressource; et cette vie de groupe a nécessité des balises qui originent des participantes et participants et de la formatrice. Ces balises ressemblent à coopération, respect de l'autre, écoute, assiduité, implication, etc.»

Claudette Bérubé,
Centres Mot à Mot

«Favoriser la prise de parole, la prise de décision est une condition essentielle en alphabétisation-conscientisation, approche choisie par l'équipe de COMSEP.



Plusieurs fois par année, nous consultons, par sondages, les participantes et participants sur le choix d'options (alimentation, théâtre, etc.) ou de thèmes de conscientisation (sida, recyclage, tabagisme, etc.). Comme animatrices, nous nous préoccupons de choisir ceux qui répondent le mieux à leurs attentes et leurs besoins. Certains thèmes de conscientisation (démocratie, programmes sociaux, réforme Axworthy) favorisent la réinsertion sociale des participantes et participants dans la société, c'est-à-dire leur prise de parole, leur engagement, leur autonomie, leur place dans la société.

Nous devons être à l'écoute, être créatives et produire des outils d'animation variés, adaptés et ce, souvent au dernier moment, nous ajuster, modifier la démarche selon le climat ou les besoins.

De plus, à COMSEP, les pauses sont très importantes. C'est un moment privilégié où les participantes et participants nous confient leurs peurs, leurs succès, leur vécu et échangent, entre

eux, leurs expériences et parfois même créent des liens d'amitié.

Quelle que soit la méthode ou l'approche, notre objectif est d'améliorer les conditions de vie des participantes et participants et notre plus grand défi, de trouver des moyens géniaux pour qu'ils et elles se réapproprient la parole, les lieux de prise de décisions et leur place dans la société. Et cela commence dans les ateliers, au quotidien.»

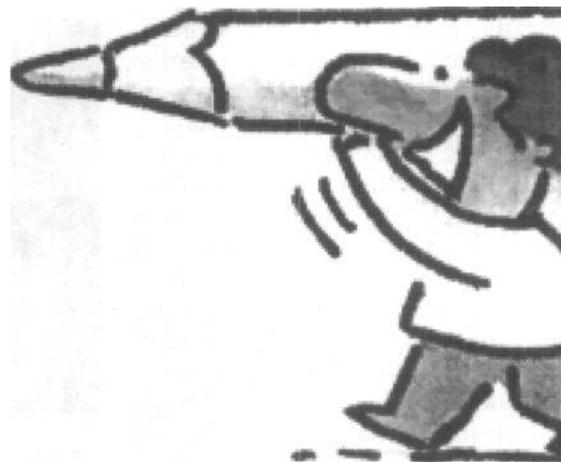
Manon Claveau et Sylvie Lafond,
COMSEP

«Pour favoriser la vie associative, je dois d'abord et avant tout être à l'écoute. Trois niveaux sont à surveiller : le contenu, la procédure et le socio-émotif. Le premier niveau repose sur le fait qu'il faut voir à ce que les idées émises par le groupe circulent bien. Je dois donc m'assurer que tout le monde ait la possibilité d'être entendu. Les questions de procédure, elles, doivent être formulées et solutionnées par le groupe, que ce soit par consensus ou toute autre forme de prise de décision. Enfin, le troisième niveau, qui correspond au socio-émotif, consiste à maintenir l'équilibre entre l'efficacité et les échanges personnels. Par exemple, dans certaines circonstances, lors d'un entretien portant sur un sujet à débat (l'aide sociale, l'avortement, etc.), j'agis en tant que médiateur. Je dois maintenir un climat harmonieux et respectueux et tempérer, le cas échéant, les prises de bec.

À chaque année, nous organisons un souper-bénéfice au profit de l'organisme. Cette activité de levée de fonds nécessite beaucoup d'énergie et requiert l'aide de plusieurs participantes et participants. Nous faisons donc appel à leur collaboration pour faire de cet événement un franc succès. Mon rôle est alors de leur expliquer qu'une activité de financement permet d'amasser des fonds pour poursuivre les ateliers d'alphabétisation et d'assurer une visibilité de l'organisme au sein de notre communauté ainsi qu'auprès de nos élus locaux. Durant l'atelier, c'est aussi le moment de recueillir les commentaires et les suggestions des membres du groupe. Selon les disponibilités et les aptitudes de chacun, tout le monde pourra ainsi s'impliquer (vente de billets, décoration de la salle, recherche de commanditaires, mise en place de la salle, service de bar et de buffet, etc.). Les personnes analphabètes jouent alors un rôle actif en assumant une ou plusieurs tâches et renforcent, par la même occasion, leur sentiment d'appartenance à l'organisme.

Que ce soit le renouvellement d'un conseil d'administration, l'organisation d'une fête, le témoignage d'un participant dans une école ou dans un média local, la rencontre avec un député, la mise sur pied d'un souper-bénéfice, la vie associative passe par la relation entre les membres du groupe et la convergence de leurs intérêts communs.»

Mario Haman, *La Porte ouverte*



Par où passe la vie démocratique en alphabétisation populaire?

Marie-Hélène Deshaies et
Micheline Séguin (*collaboratrice*)¹

Pour que cette volonté de promouvoir la démocratie ne reste pas un vœu pieux, les groupes ont aménagé des lieux de participation, élaboré des stratégies, mis en oeuvre des moyens.



«Il faut parler de nos idées et ne pas garder cela en dedans. Dire ce qu'on pense. C'est venu à la longue, en prenant confiance en moi. J'ai pris ma place quand j'ai commencé à donner mon opinion.» **mon Journal**
Le journal des participants et des participantes des groupes d'alphabétisation du RGPAQ. Edition spéciale

C'est au quotidien, par l'implication des participants et participantes dans les prises de décisions, par leur participation à l'organisation des activités, que la démocratie se concrétise en alphabétisation populaire. Aux quatre coins du Québec, ils sont plusieurs à réaliser des apprentissages en lecture, en écriture et en calcul tout en investissant temps et énergie au sein de leur groupe. Ils sont plusieurs à expérimenter la citoyenneté par la gestion collective de leur lieu d'apprentissage.

Pour que cette vie démocra-

tique puisse se vivre, il faut bien sûr qu'existe la volonté ferme et commune de partager le pouvoir au sein des groupes. Mais c'est également par l'existence d'espaces démocratiques et participatifs formels et par la mise en place de stratégies facilitant la participation des adultes analphabètes que cette vie démocratique prend forme.

L'existence d'espaces démocratiques et participatifs

La volonté de faire de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture un outil de prise de pouvoir sur sa vie et sur son environnement est un des principes fondamentaux qui caractérisent l'alphabétisation populaire. C'est ainsi que les groupes d'alphabétisation populaire constituent, pour plusieurs participants et participantes, l'un des premiers lieux où il leur est possible d'exercer et d'expérimenter un pouvoir sur leur environnement. C'est à l'intérieur même des ateliers, au conseil

d'administration, à l'assemblée générale, dans des comités organisateurs ou en occupant des responsabilités diverses que les participants et participantes prennent la parole, orientent, planifient et organisent les différents aspects de la vie de leur groupe. Afin de permettre au plus grand nombre de participants et participantes de s'impliquer selon leurs intérêts, leurs disponibilités, leurs obligations et leurs compétences, les groupes tendent à multiplier et diversifier les espaces de participation.

• LES ATELIERS

Loin des programmes préétablis, les participants et participantes des groupes d'alphabétisation populaire exercent des choix à l'intérieur même des ateliers sur la façon dont se réaliseront les apprentissages en lecture, en écriture et en calcul. Le choix de l'horaire, les règles de la vie de groupe à se donner, les projets à réaliser, les thèmes à explorer, constituent

autant d'éléments de discussion, de négociation et de décisions. Dans plusieurs groupes, les participants et participantes seront également appelés à prendre part à l'évaluation des ateliers et du travail réalisé par les animatrices et animateurs. Cette façon de vivre les ateliers d'alphabétisation contribue à briser le modèle sur lequel repose trop souvent l'éducation, et qui veut que «l'un sait tout et l'autre a tout à apprendre».

• LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
ET L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Les assemblées générales des groupes et les conseils d'administration sont des lieux d'implication importants pour des participants et participantes. On retrouve, à l'intérieur même de ces structures, différentes formes d'organisation destinées à adapter ces structures aux réalités des groupes, des personnes participantes et des milieux.

Les assemblées générales sont des moments importants dans la vie d'un groupe d'alphabétisation populaire. Elles représentent pour les personnes participantes l'occasion de rencontrer les gens des autres ateliers, d'élargir leur vision du groupe, de s'informer sur la situation et les finances du groupe, de prendre connaissance des activités et de les évaluer et, enfin, de participer aux élections.

Les conseils d'administration sont, pour les personnes qui s'y impliquent, des lieux d'apprentissage du pouvoir avec ses exigences et ses contraintes (le temps

nécessaire à la prise de décision, la responsabilité de décider en fonction des intérêts de l'ensemble du groupe, les tâches à mener à terme, etc.). C'est dans le cadre de ces rencontres que les participants et participantes seront appelés à se prononcer tant sur le quotidien que sur les situations exceptionnelles qui peuvent se présenter au sein du groupe.

• LES MULTIPLES
ESPACES DÉMOCRATIQUES

Outre les ateliers, les conseils d'administration et les assemblées générales, on retrouve dans les groupes une grande diversité dans les lieux de participation. Plusieurs groupes ont des «comités de participantes et participants», les responsabilités confiées à ces comités diffèrent selon les groupes. Certains sont responsables de l'organisation d'activités culturelles, de loisirs ou d'événements spéciaux, quelques-uns mettent sur pied des activités de financement et

de visibilité, alors que d'autres ont des mandats de consultation et de liaison auprès des participantes et participants.

Des groupes publient des journaux. Ce sont des outils importants de prise de parole et de liaison à l'intérieur du groupe et il existe même des «comités-journal» formés de participants et participantes.

D'autres types de responsabilités sont également assumées par les participants et participantes des groupes : représentant-e du groupe auprès de l'extérieur, porte-parole auprès des médias, membre des comités de sélection lors d'embauché, responsable de la cantine, etc.

**Se donner les moyens
de la démocratie**

Au sein de tous ces espaces, la recherche et la mise en place de stratégies favorisant la participation, la prise de parole et la prise de décision constituent des facteurs essentiels à la réussite

«Les textes remis aux participants et participantes sont simplifiés, présentés d'abord oralement et ensuite lus sur place. Des groupes préparent les participants et participantes à l'assemblée générale en étudiant d'abord le vocabulaire plus spécifique en atelier et en examinant l'ordre du jour ou le procès-verbal avant la rencontre.

La personne participante qui siège au conseil d'administration de son groupe est soutenue par une animatrice qui l'aide à se préparer.

Le budget du groupe est présenté avec des dessins ou des pictogrammes; on le travaille aussi en atelier de calcul pour aborder des problèmes mathématiques. Une carte du Québec est utilisée pour visualiser les différents groupes d'alphabétisation populaire.»



«Sur le plan de l'animation, les rencontres du conseil d'administration (ou d'un autre comité) sont conçues sous une forme semblable aux ateliers d'alphabétisation. On utilise beaucoup de matériel visuel et on prend le temps de vérifier si chacun et chacune suit et comprend bien.

Toutes les rencontres avec les participantes et participants doivent être bien préparées : il faut s'assurer que les objectifs et la démarche soient clairs, penser à des animations qui permettent aussi de s'amuser.

Les réunions ne sont pas trop longues et l'on doit garder un rythme de rencontres qui respecte les capacités de participation des gens et leurs obligations personnelles. Il faut assurer une certaine régularité des réunions afin de maintenir l'intérêt.

Des moments de formation sont prévus dans le groupe pour soutenir les personnes qui décident d'assumer certaines responsabilités.»

de la vie associative et démocratique dans les groupes. Ces stratégies s'articulent autour des trois éléments suivants : la transmission de l'information; l'animation et le rythme; le développement du sentiment d'appartenance.

- LA TRANSMISSION
DE L'INFORMATION

Rendre l'information accessible aux participants et participantes qui s'impliquent est une préoccupation constante des groupes. Pour ne pas exclure des lieux de participation les personnes qui éprouvent le plus de difficultés avec l'écrit, les groupes doivent user d'imagination et de créativité afin de simplifier l'information écrite ou la présenter sous des formes différentes. Bien entendu, plusieurs éléments d'information seront transmis oralement aux

participants et participantes. Cependant, les différentes formes d'implication deviennent également des moments importants d'apprentissage en lecture, en écriture ou en calcul et des occasions intéressantes de transfert des acquis.

- L'ANIMATION ET LE RYTHME

L'objectif consiste à choisir des modes d'animation, des façons de faire qui facilitent la compréhension des enjeux et la participation de tous et chacun, qui permettent l'expression et la prise de parole et qui laissent place au plaisir d'apprendre et d'échanger. Le rythme du travail à effectuer, des activités à «produire», est modifié en fonction des personnes participantes afin qu'elles puissent être partie prenante de la démarche. En ce sens, on évaluera la réussite d'une activité tout autant, sinon

plus, par la prise en charge et l'implication des participants et participantes que par le résultat final. La démarche devient alors tout aussi importante que la fin.

- LE SENTIMENT D'APPARTENANCE

Le fait de se sentir concerné, partie prenante au même titre que les autres membres de l'atelier, du comité ou de l'assemblée, est un facteur important pour favoriser l'implication des participants et participantes. Le sentiment «d'appartenir à un groupe et que celui-ci nous appartient» n'est pas inné. Il se développe à travers tous les événements du quotidien, de l'accueil jusqu'au choix que l'on fait de s'impliquer d'une façon ou d'une autre.

«Le conseil d'administration a placé au coeur de son mandat la préoccupation de développer le sentiment d'appartenance de tous les participants et participantes du groupe.

Les décisions prises par le conseil d'administration sont inscrites dans un petit journal interne. Ce journal est utilisé dans les ateliers pour réaliser les apprentissages en lecture et en écriture.

Les membres du conseil d'administration (des participants et participantes) font le tour des ateliers pour préparer les gens à l'assemblée générale.»

Le vocabulaire utilisé par les participants et participantes démontre souvent le développement du sentiment d'appartenance qui se produit : qui n'a pas été témoin du passage de «vous devriez faire, ça...» à «on pourrait organiser ça...» ?

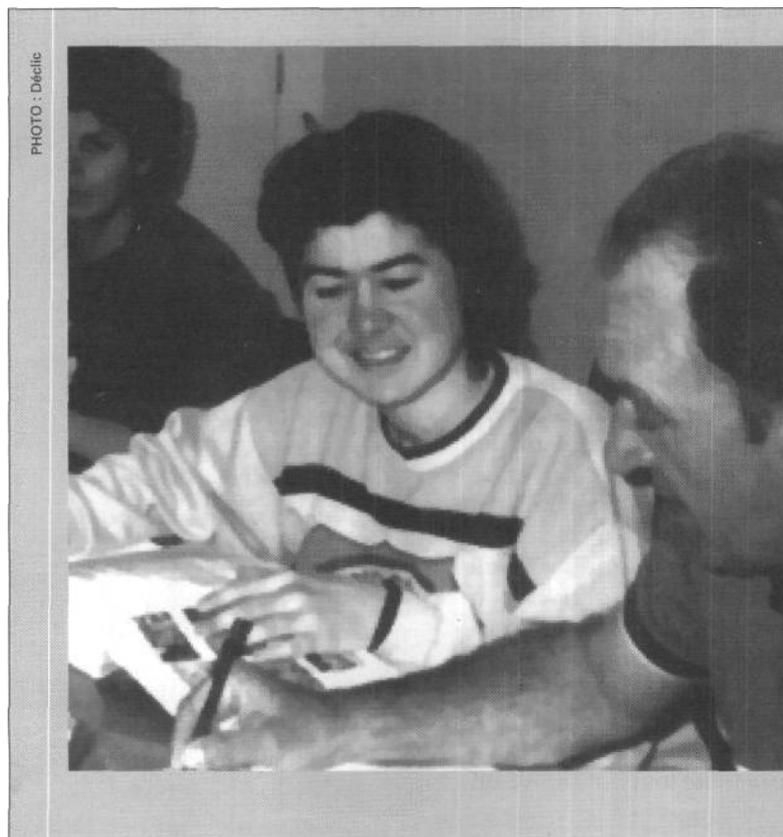
En conclusion

Les groupes d'alphabétisation populaire ont su développer un projet original de vie associative et démocratique adaptée à la situation particulière des personnes analphabètes. Ce projet d'impliquer les participants et

participantes au coeur des groupes d'alphabétisation populaire exige de la part des animatrices et animateurs une grande disponibilité et beaucoup de souplesse dans la façon de travailler. On doit y investir du temps : du temps pour préparer du matériel d'animation, du temps pour adapter le matériel écrit, du temps pour que les discussions puissent se faire et les décisions se prendre. Il faut aussi du temps pour que les animateurs et animatrices puissent se questionner et modifier les façons de faire pour tenter d'im-

pliquer toujours un peu plus les participants et participantes dans leurs groupes. En ce sens, la vie démocratique sera sans cesse à bâtir, à consolider. C'est un projet pour lequel il n'existe pas de «recette sur mesure».

Il s'agit malheureusement d'une partie du travail des groupes peu reconnue par les bailleurs de fonds et donc peu financée bien que ses impacts soient nombreux et importants. Des impacts tout d'abord sur les personnes participantes elles-mêmes : la vie démocratique présente beaucoup d'occasions



«Pour susciter l'implication des participants et participantes, il faut avant tout développer le sentiment d'appartenance, élément essentiel à une bonne dynamique de groupe et cela passe par des choses simples : un accueil chaleureux, un p'tit café avec un biscuit, des échanges spontanés sur des préoccupations touchant l'ensemble des personnes... Si ce climat n'est pas présent, le reste demeure difficile.

L'accueil des nouvelles et nouveaux est aussi primordial et n'appartient pas seulement aux formatrices, mais à chaque membre du groupe. Chacune et chacun a la responsabilité de voir à ce que tout fonctionne bien. Si on veut que l'atelier soit dynamique, il faut donc le préparer pour que chaque individu



d'apprentissages nouveaux et de transfert des acquis; elle contribue à augmenter l'autonomie, la confiance et l'estime de soi; elle permet de développer le sentiment d'être un «acteur» et de pouvoir changer des choses. Cette prise en charge par les participants et participantes a également de grandes conséquences sur la vie du groupe : développement de la solidarité et de l'entraide, qui rend possible une véritable dynamique de groupe; partage de la responsabilité du groupe entre tous les acteurs. Elle permet aussi

que les décisions prises et que les activités menées correspondent aux besoins des personnes. L'implication des personnes participantes à la vie démocratique des groupes a également des impacts importants pour l'ensemble de la société. Les apprentissages réalisés, la confiance en soi acquise peuvent aider ces personnes à s'impliquer à d'autres niveaux de leur vie : dans des associations de leur quartier, à l'école de leurs enfants, dans leur milieu de travail, dans les petites et les grandes décisions

qui se prennent tous les jours autour de nous. Quelle société a les moyens de se priver de l'apport de ces milliers de personnes ?

1. Article réalisé à partir de propos recueillis auprès de Martine Dupont et Geneviève Boisvert (La Boîte à lettres), Hélène Patenaude (ABC des Manoirs), Christianne Gallo (La Clé en éducation populaire de Maskinongé), Francine St-Germain (La Jamigoïn), Lilette Trudel (Un Mondalire), Michèle Montpetit (Clé des mots), Françoise Bouchard (Groupe Centre-Lac d'Alma) et Sylvie Bernier (Atout-Lire).

puisse prendre sa place, en fonction de ce qu'il est et à son rythme. Il faut apprendre à bien connaître les participantes et participants, saisir leurs forces, leurs préoccupations et laisser libre cours à l'expression, sous toutes ses formes.

Concrètement, c'est donc un lieu où on discute de ses besoins, de ses attentes, de ses valeurs, de ses projets, de ses bons coups ...

Tout ça a sa place et en prend davantage si c'est le souhait de l'ensemble des participants et participantes. Par exemple, un participant du groupe du soir de Berthierville informe les autres participants de ses rapports difficiles avec un représentant du bureau de chômage. On en discute et chemin faisant, on s'aperçoit que l'on veut en

savoir plus, que l'on veut être mieux préparé. On décide donc de faire les prochains ateliers sur ce thème et même d'inviter des personnes-ressources, un représentant du bureau de chômage et un avocat populaire. Les participantes et participants s'impliquent donc dans les objectifs et le contenu des ateliers.

L'atelier fait aussi de la place aux autres ateliers de DÉCLIC. C'est là que les participantes et participants sont consultés, donnent leur opinion, votent sur les questions touchant l'ensemble du groupe et la vie de l'organisme. Donc, les informations du comité de représentantes et représentants, du comité de femmes, celles sur Alpha-cuisine, sur la plantation d'ail, sur le RGPAQ... deviennent matière à discussion et à implication.

En plus de susciter des échanges et de belles implications, ces sujets permettent aussi de faire des apprentissages au niveau de la lecture, de l'écriture et du calcul. Par exemple, pour le projet Alpha-cuisine, on partira d'un texte, de quelques activités reliées à ce dernier afin de comprendre le projet, de pouvoir se faire une opinion et décider si on s'y impliquera. Donc, plus le matériel utilisé est clair, stimulant, plus les participantes et participants risquent de développer leur intérêt, leur implication personnelle. Une bonne information est donc aussi un élément préalable à l'implication. Si je comprends bien une situation et ce que je peux y apporter, y réaliser, je risque plus de m'y impliquer.»

Solange Tougas, DÉCLIC

À propos de la participation au sein du RGPAQ

Martin-Pierre Nombré

Malgré les divergences et les tensions inhérentes à tout organisme de regroupement, le RGPAQ a développé et consolidé ses structures de participation : chronique de 15 années de solidarité.

Introduction

Je me souviens d'une conversation avec un ami sur le rôle actuel des regroupements d'organismes. De cette discussion, je retiens plusieurs choses. Les regroupements sont de plus en plus perçus par les membres comme des lieux de services; les groupes investissent peu dans les regroupements; le mouvement de décentralisation entraîne un déplacement des prises de décisions vers le niveau régional, ce qui déboussole les regroupements provinciaux qui ont un fonctionnement et une structure centralisés.

La conséquence de ces phénomènes, selon mon interlocuteur, c'est que cela nuit énormément à la mission confiée à ces regroupements par leurs membres, à savoir la lutte pour le financement et le maintien des objectifs de départ. Pour lui, les regroupements doivent se recentrer sur leur mission.

Une telle constatation nous amène à nous poser des questions. Les regroupements connaissent-ils un affaiblissement aussi important, un manque d'intérêt de la part des membres? Les groupes ont-ils l'impression d'y perdre leur temps? Les regroupements sont-

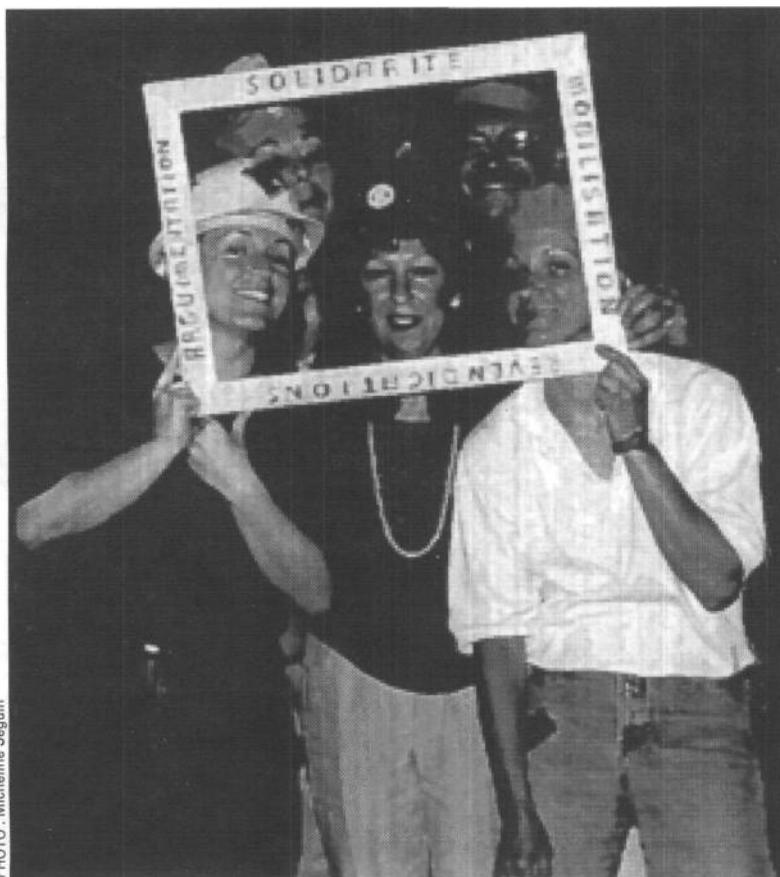


PHOTO : Micheline Séguin



ils encore des lieux où se vit une vie associative intense?

Pourtant, on assiste à l'heure actuelle à la création de nouveaux regroupements comme la Coalition nationale des femmes contre la pauvreté (marche des femmes), la Table nationale des corporations de développement communautaire, le Collectif des entreprises d'insertion, etc. Tout ne semble pas si noir! Dans les quelques lignes qui suivent, nous allons nous intéresser au cas du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec. Dans un premier temps, nous procéderons à un bilan sommaire de ses activités pour ensuite faire un examen de sa vie associative.

Quinze années de vie et toujours pertinent!

Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) fête donc cette année son 15^e anniversaire. Quinze années de luttes, de revendications, de réalisations, de projets, quinze années de consolidation, de développement et de formation...

La conjoncture difficile des années 80, ainsi que les multiples critiques formulées à l'endroit de l'État-providence, favorisent au Québec l'émergence des mouvements de femmes, de jeunes et de personnes âgées. Les années 80 ont également vu l'expérimentation de nouveaux modèles de concertation aux niveaux local, régional et provincial. Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du

Québec est né dans ce contexte, de la volonté de groupes oeuvrant dans le domaine de l'alphabétisation de se donner les moyens pour contribuer au développement de l'alphabétisation populaire autonome.

Comme en 1981, la conjoncture est difficile, les droits des personnes analphabètes ne sont pas encore suffisamment reconnus, il n'y a toujours pas de politique globale en alphabétisation. La nécessité de se regrouper au sein d'un mouvement parce que celui-ci constitue «un instrument de pouvoir», permettant de réaliser différentes missions, différents mandats, reste d'actualité. À l'instar «des couches les plus défavorisées de la population qui ne peuvent contrebalancer l'influence des catégories aisées qu'en s'organisant» (Mayer et Panet-Raymond, 1991), les groupes d'alphabétisation ne pourront obtenir une politique globale en alphabétisation qu'en s'organisant au sein de leur Regroupement. L'existence du Regroupement a d'ailleurs permis des interventions concertées qui ont été à la base des quelques avancées en ce sens.

Dans les années 70, il n'y avait pas de personnes analphabètes au Québec; du moins c'est ce que croyait la majorité des gens. Aujourd'hui, tous les documents officiels traitant de la question de l'analphabétisme avancent le chiffre de 900 000 personnes analphabètes au Québec (États généraux sur l'éducation, 1996, Rapport

Bouchard sur l'aide sociale, 1996). Les groupes d'alphabétisation populaire sont reconnus par la moitié de la population québécoise comme des intervenants importants en alphabétisation après les commissions scolaires. Près de neuf Québécois sur dix estiment que le gouvernement doit investir davantage dans des programmes d'aide aux personnes analphabètes. Pour près de 83 % de la population québécoise, il est urgent que le gouvernement adopte, avant la fin de son mandat, un plan d'action global pour prévenir et combattre l'analphabétisme (Léger-Léger/RGPAQ 1995).

En 1980-1981, seulement dix groupes d'alphabétisation étaient reconnus et subventionnés dans le cadre du programme Organismes volontaires en éducation populaire (OVEP). Aujourd'hui, le Programme de soutien à l'alphabétisation populaire autonome (PSAPA) compte 130 groupes répartis sur l'ensemble des seize régions du Québec. La situation financière des groupes, quoique précaire, a connu une amélioration au cours des quinze années. D'une moyenne de 7 000\$ par groupe en 1981, nous sommes actuellement à une moyenne de près de 39 000\$. Un plancher de financement a été fixé à 25 000\$ et désormais le financement est accordé sur une base triennale.

Ces diverses réalisations ont été possibles grâce à l'implication des groupes membres ainsi qu'à l'appui de différents partenaires, notamment

le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ), la Conférence religieuse canadienne section du Québec (CRC-Q), plusieurs syndicats, etc.

Dans la section qui suit, nous allons traiter de la vie associative au sein du Regroupement qui, d'après nous, a joué un rôle important pour faire avancer la question de l'alphabétisation populaire autonome au Québec.

La participation au sein du RGPAQ

«De façon générale on pourrait définir la participation aux associations comme une activité sociale et organisationnelle, favorisée par un ensemble complexe de phénomènes, permettant aux acteurs de se joindre à des actions collectives et de les soutenir. La notion de participation recouvre à la fois les attitudes favorables à l'action d'un groupe et d'une organisation, et les activités qui traduisent concrètement ces sentiments positifs» (Comeau, 1995, p.122).

Les formes de participation sont multiples et peuvent aller de l'adhésion à l'élection à un poste de responsabilité en passant par la réalisation de tâches. Généralement, la demande d'adhésion à un regroupement suppose de la part du groupe une démarche de recherche d'appui à son travail. C'est un moment où le groupe souhaite rencontrer d'autres groupes. Il a envie de faire partie d'un mouvement dont il partage les aspirations et l'idéologie.

Sa demande de «membership» lui imposera de se con-

former à un certain nombre de critères. Son travail sera évalué par des pairs, son fonctionnement sera éventuellement remis en question. C'est en sachant cela qu'il choisit de déposer une demande. Il faut donc que son besoin d'association soit assez important ou qu'il ait évalué qu'il en retirera suffisamment en échange. D'autre part, le groupe évaluera dans quelle mesure le regroupement en question répond à ses aspirations.

Une fois devenu membre, il cherchera à faire valoir ses intérêts, il évaluera dans quelle mesure il se sent concerné par la problématique que défend l'ensemble des membres. Il verra aussi s'il peut retirer un avantage quelconque de son adhésion et du temps qu'il est prêt à y investir.

En principe, pour que l'adhésion se poursuive sous forme d'élection à un ou des postes de responsabilité et sous la forme de réalisation de tâches, le groupe devra soit «éprouver une reconnaissance envers l'association pour la résolution totale ou partielle de la situation problème» (Comeau, 1995, p. 123), soit avoir envie d'apporter sa propre expertise pour faire avancer les choses, soit encore souhaiter faire de nouveaux apprentissages.

À présent, nous allons examiner à travers quelques concepts la participation des groupes au sein du RGPAQ.

Sous l'angle de la démocratie

La démocratie est basée sur un ensemble de processus qui favorisent la participation. Le Regroupement des groupes

populaires en alphabétisation du Québec, dès sa naissance, s'est doté d'une structure destinée à favoriser chez ses membres l'exercice de la démocratie.

L'assemblée générale annuelle est le moment fort de la vie associative au Regroupement. Elle rassemble tous les groupes membres. C'est là où se prennent les décisions principales et où sont formés les différents comités de travail. Elle se tient une fois l'an¹. Les assemblées ont toujours connu une bonne participation; jamais une assemblée du RGPAQ n'a été annulée faute d'un nombre suffisant de groupes. Pourtant le quorum est fixé à 50% plus un des membres en règle.

Entre les assemblées générales, le COCOA (comité de coordination en alphabétisation) est responsable de l'exécution du programme de travail; c'est lui qui prend les décisions qui s'imposent. Les membres du COCOA sont élus à l'assemblée générale annuelle pour un mandat de deux ans, ce qui permet ainsi un renouvellement du comité en deux étapes.

Plusieurs comités de travail existent au sein du Regroupement. Certains sont des comités ad hoc, sur des besoins ponctuels (comité sur le rattrapage scolaire, comité sur l'emploi des personnes sous-scolarisées, comité de solidarité internationale...), mais deux d'entre eux ont un caractère plus permanent : il s'agit du comité formation, qui s'occupe de toutes les questions entourant la pédagogie en alphabétisation populaire, la

formation et les publications, et du comité de stratégie politique, dont le rôle est de voir à l'avancement des revendications émises par l'assemblée générale.

Cette année, un comité de participant-e-s a été formé. Ses membres vont réfléchir sur leur place au sein du Regroupement et dégager des propositions à soumettre à l'ensemble des participant-e-s des groupes quant à leur intérêt pour le RGPAQ et quant à leur place dans la structure.

Étant donné la situation précaire des groupes, il arrive qu'un comité ait à faire face à des difficultés soit de recrutement soit de disponibilité pour la tenue des rencontres de travail. Le RGPAQ compte une quarantaine de membres. On peut donc voir qu'il existe plusieurs lieux d'implication à la disposition du petit nombre de groupes qui le composent. À ces diverses implications, il faut aussi ajouter les demandes ponctuelles et répétées à l'ensemble des membres, comme la recherche et l'envoi d'appuis, l'envoi de lettres de protestation, les mobilisations diverses, etc.

Les différents comités sont animés par l'équipe de la permanence. Pouvoir compter sur une équipe de permanents constitue une force. La permanence sert de lieu de référence aux groupes membres pour différents sujets touchants de près ou de loin la question de l'alphabétisme. Elle apporte aussi un soutien pour l'exécution des

décisions issues de l'assemblée générale, notamment :

- faciliter la diffusion des productions, des pratiques et des expériences des groupes;
- élaborer du matériel de soutien aux groupes sur des besoins spécifiques;
- organiser des réflexions sur la spécificité de l'alphabétisation populaire autonome;
- organiser des activités pour la promotion du travail des groupes et l'alphabétisation populaire autonome;
- faire circuler de l'information pour répondre aux demandes spécifiques des groupes membres.

Pour favoriser la participation des groupes membres, plusieurs autres mesures sont prévues. Par exemple, les dépenses encourues pour les déplacements des membres ainsi que leur frais de séjour sont pris en charge par le RGPAQ. De plus, le RGPAQ essaie de varier le lieu des rencontres afin de favoriser la participation du plus grand nombre de groupes possible à travers les régions. Des rencontres ont lieu sur une base régionale pour faciliter la participation.

On essaie aussi de faire en sorte qu'il y ait une ambiance favorable à l'échange, à l'expression des différents points de vue. La dernière assemblée annuelle s'est tenue dans une base de plein air, ce qui a permis des échanges plus personnels lors des soirées et un climat plus «relax» pour l'ensemble des discussions.

Lors de la dernière assemblée générale, les membres du comité de coordination étaient arrivés à la conclusion qu'il y avait souvent un climat d'intolérance face à l'expression de points de vue différents, ou face à l'inexpérience de certains. Un sketch a donc été organisé sur le sujet sous la forme d'un événement théâtral sans avertissement. Les personnes présentes à l'assemblée ont «embarqué» dans le jeu sans s'en rendre compte : le but fixé était atteint et la qualité des discussions a été grandement améliorée tout au long de la rencontre.

La place de l'information est essentielle lorsqu'on parle de démocratie. Au Regroupement, plusieurs moyens permettent de faire circuler l'information. Depuis les débuts du RGPAQ il y a presque toujours eu un bulletin mensuel. Actuellement, il prend la forme d'un bulletin d'information, «Le Scoop». Une quantité incroyable d'informations s'accumule au bureau du RGPAQ, et il est important que les membres aient accès à cette information, qu'il s'agisse de décisions prises par le comité de coordination, de dates à faire connaître, de renseignements sur les subventions, sur un colloque, de nouvelles que les membres nous font parvenir, de quelques éléments de réflexion, etc.

Depuis l'année dernière, le RGPAQ a repris la publication d'un journal pour les participantes et participants des groupes, «mon Journal» est

devenu un organe d'information et d'expression permettant de rejoindre directement ces personnes. Un comité formé de participantes et participants voit à la réalisation des différentes étapes de publication, invite des personnes participantes des groupes à écrire des articles et rédige l'éditorial.

Le Regroupement mène aussi à l'occasion des sondages pour prendre le pouls de ses membres; des chaînes téléphoniques sont mises en branle pour de l'information urgente à communiquer. Les conférences téléphoniques permettent aussi parfois la consultation des membres d'un comité. Avec l'installation d'une ligne sans frais, les groupes plus éloignés du siège social ont maintenant accès gratuitement au bureau du RGPAQ.

Parfois, le Regroupement fait face à des conflits : un groupe est en désaccord avec une position, une décision ou avec l'application d'une décision. Des discussions sont organisées afin de favoriser un échange des points de vue. Des rencontres sont aussi organisées, pour entendre les récriminations et proposer des solutions.

Comment juger de la pratique de la démocratie au sein de ces différentes structures? Cela m'apparaît certes un peu complexe. Cependant, une chose demeure certaine : les groupes se sont donné collectivement la possibilité de prendre des décisions et les structures mises en place se modifient à l'occasion

pour mieux répondre aux besoins des groupes. D'autre part, la présence en grand nombre des groupes lors des assemblées générales nous permet de croire que les membres estiment qu'ils ont leur place et leur mot à dire, qu'ils peuvent influencer les débats et les décisions qui sont prises. De plus, la participation, sous différentes formes, de la majorité des groupes permet encore une fois de penser que les membres se sentent partie prenante du mouvement.

La vie associative sous l'angle de la sociabilité et de la solidarité

Nous entendons par sociabilité l'aptitude à vivre intensément les relations sociales entre groupes. Outre l'assemblée générale, qui constitue le moment privilégié où les groupes se rencontrent, plusieurs occasions existent au sein du Regroupement pour se voir, se parler, échanger. Le secteur de la formation organise plusieurs activités d'échanges, de perfectionnement, de formation sur des sujets divers. Qu'ils se fassent sur une base régionale ou rassemblent l'ensemble des groupes, ces moments sont des occasions idéales pour rencontrer d'autres animatrices et parler de nos pratiques, discuter des problèmes qu'on rencontre et échanger des moyens que l'on essaiera de mettre en pratique de retour dans nos groupes. Plusieurs groupes ont développé des relations sur une échelle régionale, sur la base

de similitudes en termes de fonctionnement et d'approches. Certains entretiennent des relations parce que les participantes et participants présentent des caractéristiques semblables. Ces rapports se traduisent par des échanges de matériel, des préparations communes d'ateliers sur des thèmes plus élaborés, des échanges d'informations, des visites, l'organisation de rencontres entre participantes et participants aux ateliers...

Par contre, chaque groupe a sa vie propre et il arrive que des activités prévues par le groupe entrent en conflit avec celles du RGPAQ ou font obstacle à la participation à une activité d'un autre groupe. Les groupes se donnent aussi des priorités et il peut arriver que celles-ci l'obligent à reléguer sa participation au Regroupement au second plan.

À ce chapitre, il faut signaler que certains groupes restent encore isolés, surtout ceux qui sont situés en régions éloignées. Les nouveaux groupes qui joignent les rangs du Regroupement connaissent aussi quelques difficultés. Pour faire face à cette situation, on a envisagé des pistes de solutions, comme par exemple le parrainage entre groupes.

Un autre élément important dans la vie associative demeure le sens de la solidarité. Les membres du Regroupement reconnaissent-ils la mutualité de leurs intérêts et se portent-ils spontanément assistance? Le sens de solidarité aurait pu se

manifestent dans un dossier comme celui du rattrapage scolaire où les régions touchées ont à tour de rôle cherché seules une solution. Par contre, la solidarité est présente au sein du RGPAQ. Un exemple récent en témoigne : la répartition des budgets à la suite de l'augmentation des subventions PSAPA fut un intense moment de solidarité. Les régions qui ne bénéficiaient pas de l'augmentation ont donné leur appui à l'organisation des actions de pression. À l'intérieur des régions, certains groupes ont préféré que l'augmentation aille aux groupes dont la subvention était plus basse. Quel geste de solidarité quand on sait qu'aucun groupe n'a atteint le seuil de financement qu'il visait!

Sous l'angle de la cohésion idéologique

Malgré l'existence de divergences de vue sur les stratégies à adopter, les groupes membres ont toujours su garder une cohésion idéologique. C'est cette cohésion qui permet aux membres du Regroupement de déterminer dans quelle mesure les objectifs et la stratégie du RGPAQ sont conformes à leurs propres idées et conceptions.

Au cours des ans, le RGPAQ s'est doté d'orientations et d'une définition de l'alphabétisation populaire autonome. Le tout figure dans la «Déclaration de principes» qui sert de plate-forme idéologique au mouvement. La recherche de cohésion idéologique est parfois passée par des

moments douloureux, comme une révision du «membership». Au cours de la lutte pour l'augmentation du financement entamée en 1992, la détermination de la stratégie de lutte a aussi témoigné de la recherche de cette cohésion idéologique, dans ce cas par l'adoption d'un cadre général de financement.

Sous l'angle des liens avec le mouvement populaire

Le RGPAQ s'associe avec différents partenaires pour faire avancer différents dossiers. Le RGPAQ fait aussi partie de coalitions plus larges qui lui permettent de donner son point de vue et de se tenir au courant de certains sujets d'actualité. Le RGPAQ donne également son appui à certains groupes ou mouvements qui le sollicitent, en particulier lorsqu'il s'agit de questions qui touchent soit à l'éducation des adultes, soit aux conditions de vie des personnes analphabètes.

Conclusion

Le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation s'impose de plus en plus comme le seul mouvement organisé en alphabétisation populaire autonome au Québec. Ses multiples interventions, ses différentes prises de position, témoignent de sa vitalité.

Ses membres continuent d'investir temps et énergies pour que la question de l'analphabétisme figure parmi les priorités au Québec. Ils ont su au cours des

années faire vivre avec beaucoup de dynamisme les différents lieux et structures démocratiques mis en place. Ils entretiennent des relations sociales entre eux, et développent des liens de solidarité face aux difficultés qu'ils rencontrent.

De multiples défis se posent aujourd'hui en alphabétisation, notamment la réduction des budgets, l'exclusion, la régionalisation... Le rôle du RGPAQ garde toute sa pertinence pour ce qui est d'influencer les débats dans le sens de ses objectifs.

Bibliographie

Comeau, Y (1995), *Vie quotidienne et participation aux associations communautaires*, *Nouvelles Pratiques sociales*, vol 8, no 1.

Bouchard, C, Labrie, V, André, N (1996), *Chacun sa part, rapport des trois membres externes de Réforme de la Sécurité du revenu*.

Léger-Léger/RGPAQ (1995), *Perceptions de la population québécoise à l'égard de l'analphabétisme au Québec*, Août 1995.

Mayer R, Panet-Raymond, (1991), *L'action communautaire de défense des droits sociaux*, in *Théorie et pratiques en organisation communautaire*, sous la direction de Laval Doucet et Louis Favreau.

Québec (1995) *États généraux sur l'Éducation : exposé de la situation*.

1. Des assemblées générales se tiennent souvent entre les assemblées annuelles sur des sujets précis ou lorsque la conjoncture exige une consultation et un échange avec les membres.

Les jeunes

Marcelle Dubé, coordonnatrice du Regroupement des maisons de jeunes du Québec
Propos recueillis par Liliane Rajaonina

aussi



PHOTO : Pierre Bacon

«Ils ne s'intéressent à rien», «ils ne veulent rien faire» : nous connaissons tous ce type de stéréotypes et de préjugés sur les jeunes. Pourtant, il est des lieux où les jeunes peuvent prendre la parole, décider, s'organiser, des lieux qu'ils et elles considèrent comme leur deuxième maison pour y avoir développé un sentiment d'appartenance.



Le Regroupement des maisons des jeunes du Québec (RMJQ) existe depuis maintenant 15 ans et regroupe actuellement 75 maisons au Québec. Il a pour objectifs de promouvoir le concept «maison de jeunes», défendre l'autonomie et l'action des maisons de jeunes du Québec, promouvoir et défendre les droits et le respect des jeunes, défendre la suivie des maisons de jeunes, favoriser l'implantation de maisons de jeunes là où le besoin s'en fait sentir, être un lieu d'échanges et de rencontres entre les maisons de jeunes.

La vie associative figure parmi les six axes de travail des maisons de jeunes:

«Chaque maison repose sur un triangle interactif formé des jeunes, de l'équipe d'animation et du conseil d'administration. En plus de l'action que cette corporation à but non lucratif entreprend dans sa communauté, chaque maison tient un rôle actif et décisionnel dans l'assemblée régionale et nationale. Véritable pierre d'assise du Regroupement des maisons de jeunes du Québec, la participation des jeunes et des adultes des maisons de jeunes favorise l'apprentissage de la vie démocratique¹.»

Quels sont les objectifs des maisons de jeunes?

Les maisons de jeunes reconnues par l'ensemble des maisons membres du RMJQ sont définies ainsi :

«Les maisons de jeunes sont des associations de jeunes et d'adultes qui se sont donnés la "mission", sur une base volontaire, dans leur communauté, de tenir un lieu de rencontre animé où les jeunes de 12 à 18 ans, au contact d'adultes significatifs, pourront devenir des citoyens et des citoyennes, actifs et responsables.²»

On n'arrête pas de dire que les jeunes dans la société ne «foutent» rien! Mais quand on leur donne la chance et l'occasion d'avoir un espace où il peut se passer quelque chose, ce n'est pas vrai qu'ils ne «foutent» rien! Nous, on fait le pari de ça, et ça fait 15 ans qu'on y réussit! Donc, c'est un lieu aussi où on porte un projet de société. Lorsqu'on dit que c'est un lieu d'apprentissage de la démocratie, cela ne veut pas dire qu'on est en train de porter une plate-forme politique. Mais on est un lieu politique parce qu'on vise à l'égalité des rapports, à une société non violente, à questionner les jeunes sur les rapports entre les sexes, à une société où l'environnement

doit être respecté, au respect des autres, au respect de soi, au respect de l'espace : ce sont les trois ou quatre grands éléments importants qu'on projette à travers le projet maison de jeunes.

Vous avez dit tout à l'heure : les jeunes de 12 à 18 ans. Ya-t-il d'autres critères d'admission?

Les maisons de jeunes sont libres d'accès à qui veut y aller. Il n'y a pas de clivage. Il y a des filles et des garçons, des jeunes qui fonctionnent bien dans la société, d'autres qui ont des difficultés, des jeunes de différentes nationalités, de différentes cultures. Et surtout, ce sont des jeunes qui viennent là parce qu'ils le veulent, ils ne sont pas forcés.

Lorsqu'un jeune arrive, comment s'effectue le processus d'intégration et de participation, quels sont les mécanismes que vous avez mis en place pour les favoriser?

Il y en a quatre :

LE COMITÉ D'ACCUEIL

Tout d'abord, l'accueil est très important. Le comité d'accueil, qui est une structure informelle, est composé des jeunes et des animatrices et animateurs.

L'accueil se fait tous les jours : même le seul fait de dire bonjour est important, car il y a des places, comme à l'école, où on ne prend pas la peine de se saluer.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Une maison de jeunes, comme je l'ai dit plus tôt, est une association entre jeunes et adultes. Ce qui forme le projet maison de jeunes, c'est ce que nous appelons le «triangle infernal» : les jeunes, l'équipe d'animation et le C.A. Le C.A. est formé de gens de la communauté, du quartier ou de la municipalité, de parents de jeunes qui fréquentent la maison et de jeunes.

Nous tenons à ce que les jeunes s'impliquent au C.A. On l'a toujours inscrit dans la Charte et les règlements généraux, et les maisons membres ont favorisé cette pratique, car il y a un apprentissage qui se fait là. Et nous nous sommes battu pour ça, car les mineurs ne pouvaient pas siéger sur un C.A. Avec le nouveau Code civil en vigueur au Québec, c'est maintenant possible pour un mineur de siéger sur le C.A. d'un organisme qui l'intéresse ou le concerne. Nous avons mené cette bataille depuis des années, nous l'avons gagnée et nous sommes fiers de ça!

LE CONSEIL DES JEUNES

Dans chaque maison, il y a une structure décisionnelle, qui appartient aux jeunes et qui est animée par des adultes : c'est le conseil des jeunes (ou le comité ou l'assemblée, le nom peut varier selon les maisons). Souvent les jeunes ont une idée, mais ne savent pas s'organiser et

l'adulte doit leur donner une piste ou deux. C'est par ce conseil que va transiter ce qui va aller au C.A.

À l'échelle de la maison, le conseil a pour objectif l'apprentissage de la démocratie. Dans la société, les jeunes (les adultes aussi d'ailleurs) ont souvent l'impression que tout est déjà organisé. Ils ont l'habitude d'arriver quelque part et que tout soit déjà «paqueté», emballé, puis tu te fais animer, tu te fais organiser, puis tu te mets à critiquer parce que tu n'es pas content. Nous on dit : «Tu veux faire de quoi? Nous on va te donner les moyens, mais ce "quoi"-là, c'est toi qui va le choisir!» Les jeunes apprennent à s'organiser en groupe, à négocier, à choisir, à faire un calendrier, à respecter les différences, les minorités, les majorités. Il y a des jeunes qui ont pu organiser un voyage d'échanges en Europe, qui y ont travaillé pendant un an, et ça ne leur a rien coûté.

Certaines régions ont aussi un conseil régional, qui organise des rencontres autour de projets ou d'activités précis. C'est une façon de faire l'apprentissage de la vie démocratique sur une base plus large que leur maison.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Et puis, au niveau national, les jeunes font partie de la délégation pour l'assemblée générale annuelle du RMJQ. Parmi les trois délégués qui ont droit de vote, deux doivent être des jeunes. Toute l'implication qui se fait au niveau de la maison tend vers l'implication au niveau régional et national. Il y a tout un travail

qui se fait pour cela, on a bâti des outils³ pour qu'ils apprennent à mieux prendre leur place, à mieux placer leurs mots.

Avant de venir à l'A.G.A., chaque région se prépare dans le cadre d'une «mini A.G.A.», qui est une espèce de mise en scène sur les thèmes des ateliers et un apprentissage du déroulement formel d'une assemblée et des codes de procédure.

Au niveau de la maison de jeunes, pouvez-vous illustrer l'apprentissage de la démocratie dans le cadre d'une activité de tous les jours?

Il y a des jeunes qui fréquentent la maison depuis un ou deux ans. Ce sont ceux-là qui deviennent les transmetteurs du «comment faire» aux nouveaux. Il y a, par exemple, toutes les questions autour de la cigarette. Un nouveau peut ne pas être d'accord avec le fait qu'il y ait un espace où il est interdit de fumer. Il peut remettre ça sur la table, en l'amenant au conseil des jeunes, en questionnant la pertinence de l'interdiction. Ceux qui défendent ça peuvent s'expliquer, ceux qui sont contre aussi. Il s'agit de trouver un modus vivendi. C'est possible dans une maison de jeunes, alors qu'à l'école, par exemple, on interdit le port de la casquette, mais on ne dit pas pourquoi, on ne peut pas défendre son point de vue, alors que, selon les jeunes, porter la casquette, en principe, ça ne jouera pas sur les résultats scolaires. Dans une maison de jeunes, le droit à l'expression est possible dans la vie de tous les jours. En fait «animer», c'est

mettre de l'âme. On essaye de mettre de l'âme, et que cette âme-là soit effectivement colorée de notre idée de la démocratie et du respect des différences et on cherche à ce que cela se fasse sur le temps libre des jeunes.

On a vu comment les jeunes s'expriment et prennent leur place au niveau des maisons, dans les structures régionales et nationale. Est-ce qu'ils interviennent aussi sur la «place publique» sur des questions qui les concernent? Pour prendre un exemple actuel, dans le cadre des États généraux sur l'Éducation?

Cela fait plusieurs années qu'on a à coeur tout ce qui se passe dans l'école, parce que les jeunes nous en parlent de façon quotidienne et s'en plaignent à l'occasion. Dans cet esprit-là, le RMJQ a organisé en octobre 1993, en collaboration avec la Centrale de l'enseignement du Québec, le colloque sur les jeunes et l'école «Et si le tableau n'était plus noir», pour faire le point sur ce qui ne va pas, et voir ce qu'on doit améliorer. On a voulu que les jeunes soient partie prenante. On a bâti le colloque autour des thèmes qui les intéressaient, ils ont parlé des changements qu'ils voulaient, ils ont proposé des solutions. Pour les États généraux sur l'Éducation, ils ont demandé au Regroupement de les représenter, à partir des thèmes sur lesquels ils ont réfléchi.

Les jeunes apprennent à prendre leur place aux différents niveaux de structures du Regroupement.



PHOTO : Pierre Bacon

«La maison des jeunes m'apporte le sens des responsabilités et de l'autonomie. J'y apprend à vivre en groupe et à accepter les différences de chacun. C'est un endroit où tu peux facilement te confier et te sentir en sécurité. La maison des jeunes est un endroit où personne n'est jugé. Ça nous développe.» Marie-Ève, La Traversée 12-18 ans Inc., St-Ferdinand.

«Pour moi, la MDJ est une seconde maison et ceux qui la fréquentent sont une grande famille. C'est un lieu où l'on peut s'exprimer et développer des aptitudes au maximum. Cette maison m'a permis de me prendre en main. J'y ai découvert l'écoute et l'appui dont j'avais besoin. Elle m'a aidé à faire ma place à travers la société et c'est à mon tour d'aider les autres à s'intégrer. C'est un lieu tellement chaleureux, le seul endroit où les jeunes se sentent à l'aise.»

Caroline, *Maison des jeunes de Val d'Or.*

Quel impact a cette implication sur leur comportement à la maison de jeunes, à l'école, chez eux, dans la société en général?

Ce que les maisons de jeunes leur ont apporté, entre autres apprentissages, c'est l'autonomie, le sens des responsabilités, la valorisation de soi, des aptitudes sociales, des valeurs acceptables. Plus de 1000 jeunes l'ont écrit au Premier ministre et au ministre de la Santé et des Services sociaux⁴.

Les parents disent que la communication avec leur jeune est plus facile, qu'il y a un pont qui s'établit avec ceux qui avaient perdu le contact. Les rapports avec les gens de la communauté, lorsque les jeunes vont chercher de la commande pour leurs activités, par exemple, ont aussi permis de corriger les préjugés.

Et au niveau de votre manière de travailler, qu'implique le fait de donner leur place aux jeunes?

Cela nous amène à nous poser des questions. C'est déboussolant! Les jeunes vont t'emmener sur des terrains dont tu n'aurais pas idée! Mais il faut accepter d'être «déséquilibré», de se remettre en question. Quand tu donnes la parole, il faut accepter le risque de cette parole. Mais en même temps, c'est comme ça qu'on peut comprendre les malaises, les questions. La parole est un outil incroyable!

Lorsqu'on donne la parole, est-ce que cela peut générer des problèmes, est-ce qu'il n'y a pas un risque de dérive, comme par exemple : «Maintenant je peux tout faire»?

C'est sûr! Mais ça fait partie de la «game». Dans ce cas, les jeunes eux-mêmes s'interpellent entre eux. C'est un apprentissage intéressant, ce n'est pas toujours les adultes qui interpellent les jeunes. Dans le document qu'on a élaboré sur les pratiques⁵, nous identifions les pièges qui sont liés à l'exercice du pouvoir. Le risque, c'est que quelqu'un «tire trop sur la couverture». Mais l'important, c'est de savoir que ça peut arriver. Et on peut s'expliquer.

En conclusion?

Même si cela fait 15 ans que ce projet-là existe, ça reste quelque chose de novateur, parce que ce n'est pas quelque chose de simple à faire, ça prend du temps. Ce serait dommage de perdre l'expertise qu'on a maintenant, parce qu'on n'investit pas suffisamment d'argent pour que ça continue. Les origines de ce projet, de la vie associative, de la vie démocratique, on est allé les chercher en Belgique et en France, deux pays avec lesquels nous avons beaucoup d'échanges. Quand ils viennent ici, ils n'en reviennent pas de la qualité de l'implication de nos jeunes, ils ne la vivent plus chez eux. Ils sont sidérés de comprendre que c'est eux qui ont eu cette idée-là et qu'ils n'ont pas continué

à la cultiver. C'est quelque chose d'important, de riche, mais de périlleux aussi parce qu'il faut constamment s'impliquer pour que l'idée continue. On peut facilement démissionner mais moi, je pense que ça vaut le coup de continuer!

1. Regroupement des maisons de jeunes du Québec. Pour amener les jeunes à devenir des citoyennes et citoyens critiques, actifs et responsables, p.4.

2. Regroupement des maisons de jeunes du Québec. Le cadre de référence sur les pratiques en maison de jeunes, novembre 1988, p.23.

3. Regroupement des maisons de jeunes du Québec:

1- Placer son mot. Assemblée générale, janvier 1993, 31 pages.

2- Le gros-doc! Pour préparer les jeunes ainsi que les animateurs-animateuses à prendre leur place à l'Assemblée générale annuelle du RMJQ, 9 pages.

3- Le p'tit-doc! Pour prendre ta place à l'Assemblée générale annuelle du RMJQ, mai 1995, 11 pages.

4- Les élections à la maison de jeunes. Document visant à organiser des activités liées à des élections et à sensibiliser les jeunes à l'exercice démocratique, 14 pages.

4. Regroupement des maisons de jeunes du Québec. Recueil de lettres des jeunes, avril 1995.

5. Regroupement des maisons de jeunes du Québec. Le cadre de référence sur les pratiques en maison de jeunes, novembre 1988, 66 pages.



A M O U R

L E S P I T O N S

Jean-Yves Joannette

Coordonnateur à la Table régionale des organismes volontaires
d'éducation populaire de Montréal (TROVEP)

Qui ne s'est jamais empêtré dans les méandres des nouvelles technologies? Face à ce monde fait de signes et d'appareils de plus en plus sophistiqués, de plus en plus rébarbatifs, essayons l'humour!

*J'ai raté le virage,
le technologique
moi ça me dépasse.
Ch'pas bon d'in pitons.*

*J'ai pas fait mon
mac-classique.
Dans les pitons j'vois rien
j'ai pas la fibre optique.*

*À shoppe on nous avait
avertis : «L'environnement
va changer». L'environnement!
J'pensais qu'ils allaient
rajouter des plantes,
l'environnement, j'pensais
pas ça en pitons.*

*Maudits pitons
quand j'ai été slaqué l'forman
me l'a dit : «Tu sais pas lire,
tu sais pas lire les pitons.
Les emplois futurs
seront pitonnés.*

*Tu sais pas lire,
tu sais pas lire les pitons.
Ton ancienne machine te
demandait d'connaître
10 lettres sur 26
c'temps-là y est fini.*

*Tu sais pas lire,
tu sais pas lire les pitons.
T'arrivais à peine dans
l'monde alphabétique
imagine-toé pas dans
l'monde informatique.*

*Prends pas ça comme ça...
Le clavier s'est rallongé...*

*L'usine va être améliorée,
informatisée-robotisée
pour faire face-à-face
avec compétitivité
à l'internationalisation
des marchés-à-pied-privés
t'es slaqué.»*

*À vitesse de l'éclair
j'me suis retrouvé
l'cul par terre.
J'ai manqué le virage,
dans l'ère du FMI-MBA-IBM
les pitonneux vont gros mac
par devant sur l'autoroute
de «l'informatique»
la pensée ben assise
en «Windo-bago».*

*J'serai jamais un
«money-page-maker»
Un de ces sacs à puces
pour qui l'avenir sourit.
Clic-clic,
pesez sur la souris
et la vie vous sourit.*

*J'routerais pas avec tout
le monde «modem»
Moé...j'ai raté l'virage,
viré sur l'capot en pleine
auto-déroute.*



*J'ai pas fait
mon mac-classique
c'est pas une fax
j'ai pas d'employabilité en
«pitoniqueninformatique».*

*J'souffre de tech-nono-logie.
J'serai jamais d'in ceux
qui entrent des données,
ben l'contraire, moé j'suis
rendu une donnée, un dossier.
Après avoir été slaqué,
j'suis devenu assisté
assisté-informatisé.*

*Avec l'informatique
y m'cherchent des poux à
mettre dans leurs puces.
J leur donne des données
statistiques, j'suis devenu
chair à statistique.*

*Combien que j'coûte
à l'État, en prestations,
en médicaments.
Même sur c'que j'sais pas
y ont découvert que
j'coûte trop cher.*

*Lesbureaucrates-bureautiques
pensent programme,
pensent logique-logiciel
mon dossier informatisé
sur le retrait direct.*

*J'ai jamais été chanceux
même sur le BS j'suis tombé
sur les mauvais numéros.
Dans la «dé-cote sociale»
j'ai eu la fiche perforée.
Le budget crevé,
j'descends vers la rue.
Au BS à place du coeur
y ont un disque dur.*

LA SOLIDARITÉ ACTIVE OU LA PETITE HISTOIRE DES DÉBUTS DU POT-À-GÉRER

Monique Olivier, *Atout-Lire*

Longtemps occultées par le discours dominant, l'organisation et la dynamique propres aux milieux défavorisés se font progressivement reconnaître. Des rencontres, qui semblent fortuites, fécondent les pratiques, et les idées cheminent d'un groupe à l'autre... et d'un pays à l'autre.



PHOTO : Monique Olivier

Au cours de l'hiver 1995, les routes de l'atelier 2 d'Atout-Lire, dont je suis animatrice-participante, et du Carrefour de Pastorale en Monde Ouvrier (CAPMO) se sont croisées. L'atelier a vécu, d'abord avec Vivian Labrie du CAPMO, et plus tard en solidarité avec les membres de ce groupe, une expérience de recherche-action autour du thème de la débrouillardise.

Cette démarche, largement basée sur le dialogue et l'action commune, nous a beaucoup appris. Elle s'est étalée sur quatre mois. Le but du présent article est de mettre en évidence une de ses étapes : celle des débuts du «pot-à-gérer». Pour que l'expérience qui y est associée conserve son sens premier, nous avons voulu la situer dans son contexte d'origine.

D'abord d'où est partie cette recherche, de quelle intention, de quel questionnement?

Le Burkina Faso, un point de départ...

À l'automne 1994, notre atelier reçoit la visite de Victor Windinga, du Burkina Faso, dans le cadre du programme de coopération entre organismes partenaires (PCOP) du Centre canadien d'études et de coopération internationale (CECI). Au fil des réponses à nos nombreuses questions, Victor nous fait franchir les distances et partager la réalité quotidienne des gens de son pays, de son village, de sa famille. Nous admirons le courage et l'ingéniosité déployés quotidiennement par la majorité des Burkinabés

pour survivre avec bien peu de ressources.

La pauvreté évoquée par Victor amène spontanément les participantes et participants à établir un lien avec la pauvreté des gens de la basse-ville de Québec. Je me souviens avoir alors entendu des personnes parler en détail et avec émotion de la misère de plus en plus apparente autour du mail St-Roch, puis du manque d'argent de certain-e-s de leurs proches, enfin de leurs propres difficultés à se rendre à la fin du mois.

Pour parler de la pauvreté chez nous

Nous avons convenu alors de poursuivre cette conversation en nous interrogeant sur les causes de l'appauvrissement au Québec et sur les moyens à prendre pour améliorer nos conditions de vie. Je souhaitais que notre futur dialogue puisse nous permettre de dépasser les sentiments d'impuissance, de colère, de frustration dont je pouvais anticiper l'expression et reconnaître toute la légitimité.

En effet, rappelons-nous que : *«800 000 Québécoises et Québécois sont présentement sur l'aide sociale, qu'un salaire minimum, même nouvellement augmenté à 6,45\$ l'heure ne donne pas 14 000\$ de revenus par année, qu'au dernier recensement, en 1990, le cinquième des familles les plus riches au pays gagnait en moyenne 100390\$ alors que le cinquième le plus pauvre en gagnait en moyenne environ 13 740\$. Rappelons-nous que*

les premiers s'étaient enrichis de près de 19 000\$ en cinq ans, alors que les derniers avaient vu leur revenu moyen augmenter d'environ 3 500\$. Dans les quartiers centraux de Québec où est situé Atout-Lire, un adulte sur deux n'a pas de travail, 7 adultes sur 10 gagnent moins de 20 000\$. (...) Pensons que gérer un budget très au-dessous du seuil de la pauvreté tient du prodige, surtout quand on arrive mal à additionner et à soustraire, encore moins à multiplier, diviser, calculer un pourcentage, que ce soit un taux d'intérêt ou un rabais!.»

J'avais beaucoup à réfléchir avant de revenir sur le sujet en atelier. L'alphabétisation populaire devait être une voie ouverte vers l'autonomie et l'estime de soi. Le fait d'être ensemble et solidaires représentait une force. Cette force collective avait pris ailleurs figure d'espérance et était devenue pour nombre de personnes, en divers temps et divers lieux, un moyen non seulement de réconfort mutuel mais aussi d'affranchissement de toutes sortes d'oppressions.

Un jour le hasard s'est fait complice...

Je rencontre Vivian Labrie à une réunion. Nous nous connaissons depuis un petit moment. Elle m'aborde en allant rapidement à l'essentiel. Son groupe, le CAPMO, s'interroge sur la façon dont les gens se débrouillent pour arriver avec des petits moyens. Elle-même croit que l'on parle souvent de pauvreté de façon négative sans chercher à voir tout l'art avec

lequel le monde arrive à se débrouiller avec presque rien (l'ingéniosité des Burkinabés!). Vivian souhaite vivre une expérience-terrain avec des participantes et participants d'Atout-Lire pour explorer plus à fond la question de la débrouillardise dans la vie quotidienne. Je suis enchantée! Est-ce que je ne viens pas de nous découvrir une compagne de route?

Un dialogue à préparer

Nous aurons plus tard trois rencontres de travail au cours desquelles nous élaborerons une démarche et les outils correspondants. Francine Loignon, animatrice en calcul et femme de projet, se joint à nous. Vivian a déjà pensé à une approche que nous peaufinons ensemble.

Nous planifions soigneusement la pédagogie de trois demi-journées de rencontre avec les participantes et participants. Ces rencontres auront lieu sur trois semaines consécutives. Le temps d'atelier, entre les rencontres, sera consacré à l'exploitation du thème sur le plan de la lecture et de l'écriture. Chaque rencontre se terminera par une séance d'écriture collective. Nous écrirons une fiction, l'histoire d'une personne qui relève le défi de se débrouiller dans la vie. Cela permettra de ramasser les réflexions de chacune des rencontres de façon bien vivante et de produire du matériel de lecture enraciné dans l'expérience et fidèle à la façon qu'ont les gens de raconter.

LE PLAN DES RENCONTRES EST LE SUIVANT :

LESYSTÈMED, ÇAMARCHEI

Regarder comment chacun et chacune se débrouille pour composer avec les différents domaines de sa vie : la maison, la nourriture, les vêtements, la famille, les transports, les loisirs, etc. Qu'est-ce qu'on fabrique? Qu'est-ce qu'on se donne, se prête, s'échange? Qu'est-ce qu'on se paie? Pourquoi s'endette-t-on? De quoi se prive-t-on?

C'ESTQUOI, MAMARCHE?

Chercher à examiner ce qui nous arriverait si on grimpeait ou descendait une marche dans l'échelle sociale. Qu'est-ce que signifie pour le groupe seuil de la pauvreté? Dans le groupe, est-ce qu'on a toujours été aussi riche ou aussi pauvre? Qu'est-ce que ça représente cinquante dollars, une grosse ou une petite marche?

RÉALISER UN RÊVE DE 50\$ OU LES DÉBUTS DU «POT-À-GÉRER»

Offrir l'occasion de réaliser un petit projet pour monter une marche dans l'escalier.

Les rencontres d'atelier

Avec le consentement des participantes et participants, nous entamons nos échanges tel que prévu. Les trois demi-journées ont suscité un vif intérêt et généré du matériel, et c'est dans l'enthousiasme que nous approfondissons notre thème. Ce dernier offrira plusieurs prétextes pour lire et écrire jusqu'à la fin des ateliers.

Avec humour et fierté, nous partageons nos histoires personnelles de «débrouille», découvrant les divers talents des uns et des autres. Les commentaires formulés lors des deux premiè-

res rencontres dépeignent un contexte de vie et reflètent la façon dont il est perçu. Nous apprenons beaucoup de ce qui se dit. L'espace nous manque pour rendre compte ici de ce riche contenu².

Lors de notre dernière rencontre, nous regardons une image qui représente plusieurs personnes occupées à construire des marches dans un escalier. Nous y allons de nos commentaires : «Ça, c'est des marches qui sont géantes en baptême.» «C'est les petits, ils essaient de monter comme les autres.» «Des ouvriers. Ils

travaillent. Ils partent au pied de l'échelle.» «Si tu veux réussir dans la vie, faut que t'essaies de monter. Chaque marche que tu montes, y a un effort à faire. Si tu ne le fais pas, tu montes pas.» «Construire des petites marches pour rejoindre une grosse marche, c'est se donner des moyens.» «À plusieurs, c'est plus facile pour s'aider.»

L'arrivée du pot-à-gérer

Voilà que Vivian nous présente un petit pot, genre pot de confiture, artisanalement décoré et baptisé «pot-à-gérer» par sa fille. Elle l'ouvre. Il contient 50\$ qui représentait «une pas pire marche». Ce même 50\$ dont la perspective du cumul avait déclenché nos rêves...

Elle nous explique qu'au CAPMO, il a été convenu de mettre 50\$ en circulation pour que cette somme serve à des petits projets sur la base d'un défi : avec 50\$, le groupe peut-il faire un autre 50\$? Si oui, on remet le premier cinquante dans le pot et il pourra continuer de circuler. La somme additionnelle demeure à l'entière disposition du groupe. On peut la dépenser, la partager ou la réutiliser pour un autre projet. Le but de notre rencontre est de réagir ensemble devant la possibilité réelle pour le groupe de gravir une petite marche. Il est entendu qu'on demeure libre d'accepter ou de refuser le défi. Ce dernier peut également n'être relevé que par quelques personnes du groupe.

Choisir un projet

Les gens sont d'abord surpris par la proposition. On pose plusieurs questions. Après quelques minutes de silence, on se regarde les uns les autres d'un air interrogateur : c'est sérieux?... Y a-t-il une attrape? On y va?

Puis des idées de projet sont lancées. Organiser un brunch. Fabriquer des nappes, des napperons, des tabliers, des objets en cuir. Décaper des chaises. Faire pousser des fines herbes. On ne s'implique pas tout de suite. On se donne du temps pour y penser.

L'invitation à relever le défi de doubler le 50\$ devient une occasion de mettre en commun notre expérience du défi et de vérifier nos attitudes à son égard. Quel sens chaque personne donne au mot «défi»? Quels ont été les défis importants dans nos vies? Comment nous sommes-nous sentis? Qu'est-ce qui nous amène à vivre des défis? Qu'est-ce qui fait qu'on réussit à relever un défi?

Cette réflexion donne lieu à des échanges enrichissants et produit du beau matériel de lecture. On se rend compte qu'on n'en est pas à une expérience de défi près. On cohabite même avec lui dans la situation où on se trouve, parce qu'on doit habituellement se débrouiller avec de petits moyens.

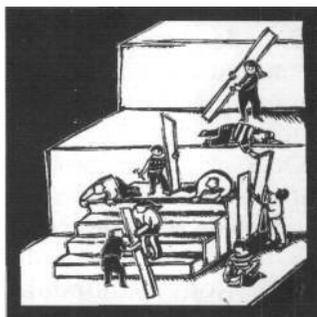
Puis, nous étudions les défis collectifs que se sont donnés certains groupes, en essayant d'en dégager le caractère

exemplaire et la portée. Près de nous, nous nous intéressons au projet alpha-menuiserie d'Atout-Lire, dans lequel un groupe de personnes a comme but d'apprendre à lire, à écrire, et à calculer en s'initiant à la petite menuiserie. Ces personnes ont décidé de relever le défi de rénover un logement. Plus tard, nous visionnons une vidéo sur les cuisines collectives. Parmi les commentaires émis par les participantes et participants, il est dit que c'est plus facile à plusieurs de travailler fort, de s'encourager. Sans compter qu'on peut se fixer de plus gros projets et que plus de monde en profite.

Quel sera notre projet collectif? Six personnes se rallient au projet de faire des nappes. Nous tenons à un produit de qualité. Nous demandons à Manon, professeure de couture, de superviser le travail. Les nappes sont vite vendues et nous permettent de faire 56\$ de profit, argent que les artisanes et artisans décident de se partager.

Nous rapportons, avec reconnaissance, le «pot-à-gérer» au CAPMO lors d'une visite qui permet aux personnes de nos deux groupes de faire connaissance. Nous racontons notre démarche, échangeons nos trucs de débrouillardise. Visiblement, nous sommes fièr-e-s de nous. Dans ce projet, nous avons réussi à passer «de l'inertie à l'action, de l'idée à sa réalisation». Cela dans la joie, grâce à la confiance et la

solidarité du CAPMO et aussi parce que notre dialogue a été fécond. Il a rejoint chacune et chacun d'entre nous au coeur de sa vie, dans sa réalité intérieure de personne riche de ressources, capable d'un système D efficace. Il nous a fait prendre conscience de notre pouvoir de mobilité dans l'escalier et entrevoir le défi et la solidarité comme les moyens de gravir des marches, même de toutes petites.



Avancer dans la vie

Il faut évoluer
dans la vie,
pas toujours rester
à la même place.
Il faut faire
son chemin.

Il faut changer sa vie
pour que ça aille
toujours mieux.

La vie va en avant.
Il faut que tu avances
avec elle.
Avancer c'est foncer
géné-e, pas gêné-e.

Il renforce notre conviction qu'à plusieurs, les choses se comprennent mieux, se vivent mieux et que les actions qui changent la vie se posent plus facilement.

Pour les participantes et participants, toute cette démarche avait eu beaucoup à voir avec l'urgence «d'avancer dans la vie». Le texte suivant, produit en atelier, témoigne bien de cette préoccupation.

Avancer c'est faire
des projets, c'est aussi
relever des défis.

Avancer c'est se
défendre sans lâcher,
c'est passer au travers
étape par étape
un jour à la fois.

Avancer c'est aller
vers la liberté.
Plus tu avances
plus tes horizons
sont grands.

Avancer c'est pas
toujours facile.
C'est souvent
un combat contre
ce qui t'empêche
d'avancer :
la peur
la gêne
le manque de confiance
le découragement.

L'atelier 2

Gravir une autre marche,
puis d'autres...

À l'automne, nous avons été invité-e-s par le groupe ATD-QUART MONDE à parler de notre expérience dans le cadre d'activités reliées à la Journée mondiale pour l'élimination de la pauvreté. Il s'agissait d'intervenir devant un vaste auditoire, ce qui n'était pas évident pour plusieurs d'entre nous. La confiance et la fierté développées au cours de notre expérience commune nous ont permis de vaincre notre timidité. Nous avons envie de faire connaître cette démarche pour qu'elle se poursuive. Nous avons alors partagé notre conviction que les réalisations solidaires sont pour les uns la seule manière de s'en sortir et pour les autres une façon d'aider, de manifester leur confiance et leur amour.

Par la suite, le «pot-à-gérer» a été utilisé à Atout-Lire dans un autre groupe qui a développé un projet-cuisine. D'autres nappes ont été fabriquées plus tard, dans le cadre des activités de financement de la fête de Noël.

Certaines personnes de l'atelier ont gardé des liens avec le CAPMO. Elles assistent occasionnellement à des réunions portant sur des questions reliées à la justice sociale et à l'éducation à la citoyenneté. Elles apprennent à exprimer leur point de vue à côté de personnes beaucoup plus scolarisées. Elles continuent ailleurs l'exercice de la parole et la recherche de moyens pour que la vie soit bonne pour plus de monde, tissant ainsi de nouvelles solidarités.

Construire du sens

Notre projet s'est inscrit dans le prolongement de la visite de Victor du Burkina Faso et s'est terminé à peu près en même temps que la visite de Elvie Maxineau, une Haïtienne engagée en République Dominicaine dans la lutte pour l'amélioration des conditions de vie. Elle a choisi de s'impliquer dans les batayes, ces villages où résident des Haïtiens et des Haïtiennes travaillant dans des conditions souvent inhumaines à la culture de la canne à sucre. Nous avons écrit un message de solidarité au groupe de Elvie.

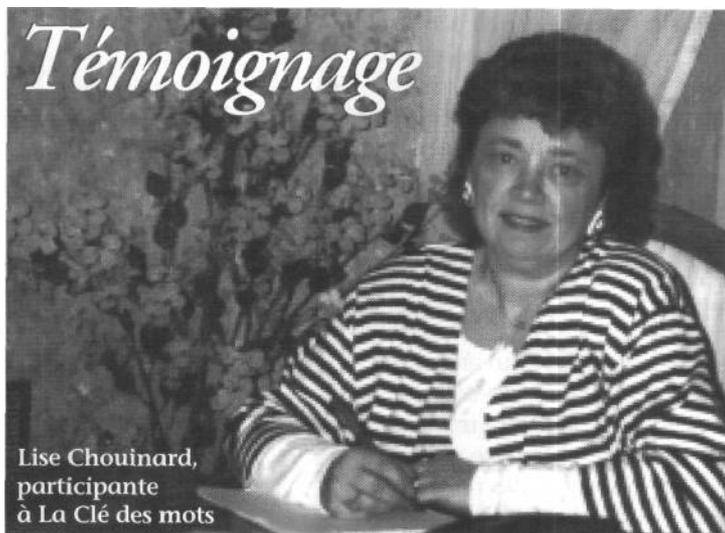
Il me vient l'idée que tout est lié. On dirait que dans une démarche bien centrée, toutes les rencontres, les événements prennent un sens. Et que se présente souvent ce dont on a besoin pour apprendre, pour comprendre, pour agir.

Cela aura donné du bien beau matériel de lecture, du matériel signifiant. Le cahier pédagogique de l'atelier peut être consulté à Atout-Lire.

Il nous reste l'exigence de continuer, sachant que sur la route de la solidarité, nous ne serons jamais seul-e-s.

1. LABRIE, Vivian, *Système D : chronique d'une exploration sur la débrouillardise avec le monde d'Atout-Lire*, juin 1995, 30 pages.

2. On pourra en prendre connaissance dans le document déjà cité. Celui-ci, produit par le Carrefour de pastorale en monde ouvrier, est disponible à Atout-Lire. Il relate de façon détaillée toutes les étapes de la recherche et présente les outils correspondants. Le présent article s'en inspire largement.



Bonjour, c'est moi Lise. Si vous m'avez lue dans la dernière revue du RGPAQ 1995, vous allez me reconnaître. Peut-être que ça vous intéressera de savoir où je suis rendue dans mon cheminement et j'avais envie de vous donner de mes nouvelles.

Depuis que je suis arrivée à la Clé des Mots, il m'est arrivé beaucoup de belles choses. Premièrement, deux mois après que je suis arrivée à la Clé des Mots, les apprenants m'ont élue présidente; ce fut pour moi une belle marque de confiance, compte tenu du peu de temps que j'étais à la Clé des Mots. Au début, je pensais que c'était très banal d'être élue présidente mais je me suis vite aperçue que c'était très sérieux et je fais ça le mieux possible. Je connais pas encore tous mes pouvoirs mais j'apprends de jour en jour. Moi, ce qui me tient à coeur, c'est le bien-être des apprenants. Je vois à ce que tous ceux qui sont à la Clé des Mots soient heureux d'y être; c'est très important pour moi. Je ne veux pas qu'ils vivent ce qu'ils ont déjà vécu dans les autres écoles, par exemple le stress et le rejet. Je tiens à ce que ça soit dans la bonne humeur, dans le respect et dans la compréhension; ils en ont tous besoin.

Il y a d'autres belles expériences que j'ai vécues avec d'autres personnes. J'ai participé à la préparation de la fête de la solidarité à Québec; ce fut pour moi très enrichissant. Je continue à aller aux réunions du Regroupement. Je peux vous dire que j'apprends beaucoup sur moi et les autres. À chaque fois que je sors de ces réunions, je suis toujours émerveillée du travail qu'on a accompli.

Ce que ça m'a donné depuis que je suis retournée à l'école, c'est l'estime de soi, plus de confiance en moi, me sentir utile, la valorisation, la joie de pouvoir écrire sans m'arrêter. J'ai

D'AILLEURS

découvert le plaisir de l'écriture, la fierté de ne plus avoir peur d'écrire devant les autres, de voir du monde et me faire des ami-e-s. Je suis plus autonome, je m'affirme beaucoup plus, j'ai beaucoup plus d'assurance et de l'estime pour moi. Tout ça pour vous dire si vous avez envie de faire comme moi, n'hésitez pas, faites-le maintenant. Avec les coupures que le gouvernement fait, il ne faut pas attendre; demain sera peut-être trop tard.

Un petit rêve que j'ai accompli, c'est de pouvoir écrire des petits mots d'affection à mes proches. Des fois c'est difficile de dire combien je les aime, mais quand on l'écrit dans une carte c'est plus facile. J'ai fait ça à tous les apprenants lors du souper de Noël et j'ai fait la même chose au souper de fin d'année et tous les apprenants ont eu l'air d'avoir apprécié.

Apprendre à lire, écrire et calculer, c'est le plus beau cadeau que vous pouvez vous offrir dans votre vie. Si vous le faites pas aujourd'hui, personne peut le faire à votre place. Apprendre à lire et écrire m'a tellement apporté. Finie la gêne! Finie la peur! On se donne une chance d'évoluer dans la vie. Il ne faut pas attendre, le temps c'est trop précieux. Ça va vous permettre de sortir de votre coquille. Vous n'aurez plus peur que quelqu'un vous demande de lire ou écrire quelque chose. Vous allez vous sentir très à l'aise, très en confiance avec vous-même. C'est moi Lise qui vous le dit.

POUR UN NOUVEAU SOUFFLE DE L'ALPHABÉTISATION EN HAÏTI

Mozart F. Longuefosse,
Centre N'a Rive de Montréal

Après plusieurs campagnes infructueuses d'alphabétisation, rythmées par les turbulences politiques des dernières décennies, Haïti a adopté en 1994 un Plan national d'alphabétisation.



Si l'analphabétisme est un signe de profonds maux dans les sociétés dites civilisées, il demeure l'une des causes d'exploitation et de misère dans les pays en voie de développement. Lorsqu'on pose la question de l'analphabétisme dans toute société, moderne ou en voie de modernisation, on se rend compte qu'il n'y a pas de grandes différences en ce qui a trait aux raisons de cet analphabétisme. Plus visible dans le Tiers monde à cause du manque de démocratie et de l'oppression des masses populaires, il est cautionné dans les sociétés modernes de façon pernicieuse, par l'exclusion et la marginalisation des plus démunis.

Sans vouloir faire de la propagande pour Cuba, ni passer à l'analyse des problèmes qui lui sont propres, ce pays demeure l'un des modèles incontestables d'une volonté politique qui a abouti à des résultats plus que concrets, dans le sens où une bonne partie de la population cubaine est alphabétisée. Ici encore, on me dira que Cuba est le résultat d'une révolution. Alors, alphabétiser ne s'inscrit-il pas dans un processus de révolution conscientisante? Selon Paolo Freire, les causes de l'analphabétisme sont d'abord et avant tout politiques, d'où qu'elles viennent.

L'expérience haïtienne en alphabétisation

Officiellement, les premières tentatives du mouvement d'alphabétisation en Haïti remontent à 1943. Fait important à remarquer, au départ le débat ne por-

tait pas sur l'alphabétisation. C'est le débat créole-français qui a débouché sur l'alphabétisation. Même si la grande majorité des Haïtiens ne parlent que le créole, depuis toujours le français, langue héritée de la période coloniale, était reconnu comme la langue de toutes les institutions haïtiennes, de la classe possédante et de la vie active en Haïti.

Les multiples tentatives déployées pour lancer la question de l'alphabétisation se sont succédées sans vraiment déboucher sur des plans concrets destinés à réduire le taux d'analphabétisme en Haïti. On peut dire que déjà en 1943, la question de l'alphabétisation passait par celle de l'enseignement du créole. Malheureusement, le débat créole-français a complètement occulté la question de l'alphabétisation. L'orthographe du créole n'était pas établie à l'époque, et ce dernier n'était pas reconnu comme langue officielle. Les débats stériles et inutiles autour du démarrage de l'alphabétisation se sont multipliés à profusion, sans oublier le mépris de l'élite du pays face à tout ce qui était propre à la culture haïtienne.

En 1944 a démarré officiellement la première vraie campagne d'alphabétisation dans le pays; auparavant, l'implication de l'État n'apportait pas les moyens nécessaires pour réussir une vraie campagne. Connue sous le vocable de «désalphabétisation», cette campagne a été de très courte durée. Dans un

souci de développement central en Haïti, l'Unesco a lancé «l'expérience Marbial», avec une vision plus juste et des moyens financiers plus adéquats. Même si cette expérience a contribué à l'avancement du mouvement d'alphabétisation en Haïti, elle n'a pas été plus fructueuse que les petites tentatives faites dans le passé : un nombre peu élevé d'Haïtiens savaient lire et écrire; malgré tout, les efforts se poursuivaient.

Les premiers centres d'alphabétisation furent mis sur pied en 1947, avec la création de la Direction générale de l'éducation des adultes (DGEA). Les expériences d'enseignement du créole dans les campagnes, au début des années 40, ont pu tout au moins permettre des activités de formation des adultes. Cette première reconnaissance de l'éducation des adultes était de très bon augure et devait apporter une dimension nouvelle dans la vie des Haïtiens (malheureusement, très peu d'attentes étaient comblées en ce qui regarde le nombre d'alphabétisés).

En 1957, date marquant l'arrivée de Duvalier au pouvoir, le mouvement a pris une nouvelle orientation, à saveur propagandiste et de gestion totalement politique : les résolutions ne se sont pas concrétisées par l'allocation de moyens nécessaires à leur réalisation. Une année plus tard était lancée la première campagne nationale d'alphabétisation; elle échoua comme les autres. Autour de l'année 1962 fut créé l'Office national d'éducation communautaire

(ONEC), qui repartait avec des visées plus réalistes. On commença également à cette époque à parler de la formation des formateurs, de la production de matériel d'alphabétisation, d'échéanciers et bien d'autres choses. Malgré tout, le nombre de personnes alphabétisées demeurait très éloigné des prévisions annoncées.

On est ensuite rapidement passé de l'ONEC à l'Office national de l'alphabétisation communautaire (ONAC) et, pendant 16 ans, la question de l'alphabétisation a connu bien des aventures : l'inexpertise de certains, la méconnaissance des autres, le peu de matériel d'alphabétisation, les implications externes, le premier groupe de recherche en alpha, le manque d'évaluation des expériences passées, etc. Tout ce branle-bas a quand même au moins permis de fixer officiellement, en 1979, l'orthographe phonologique du créole. Par cela, on a élaboré un outil pédagogique de fonctionnement. Cependant, la question de la langue a pris une importance capitale au dépens de l'alphabétisation.

C'est seulement en 1983 qu'un important acteur s'impose : l'Église catholique, par l'intermédiaire de sa Mission alpha. Elle se donne pour mandat d'alphabétiser des millions d'Haïtiens, tout en se dotant d'une importante structure organisationnelle.

Les premières vraies structures d'alphabétisation voient le

jour. Malgré les sérieux problèmes politiques, le fossé grandissant entre le peuple et la classe possédante, la misère chronique qui accable la population, les espoirs de réussite sont grands. Cette initiative a ceci de particulier qu'elle vise toutes les forces vives de la société haïtienne (l'État, les institutions publiques et privées, le mouvement populaire), ainsi que les partenaires internationaux. On pourrait parler de «consensus généralisé» sur la question de l'alphabétisation.

En 1985, ce regain de l'alphabétisation suscite une très grande mobilisation de la population, particulièrement chez les jeunes. Mais très vite, le climat politique de l'époque allait donner le ton, sans trop le vouloir, au mouvement de conscientisation grandissante de la population.

Les diverses revendications populaires, la naissance de l'opération "DÉCHOUKAY" (vaste mobilisation de nettoyage du régime infernal de Jean Claude Duvalier) sont les conséquences directes de l'alphabétisation conscientisante en Haïti. Inquiète du poids du travail de la Mission alpha, la hiérarchie de l'institution religieuse, n'ayant plus le contrôle face à la montée fulgurante de l'expression populaire (rehaussée chaque jour davantage par l'implantation de la Mission alpha au sein de la population), ne tardera pas à réagir. Sans raisons véritables, elle met fin à la Mission alpha.

Ce coup fatal va freiner tout le processus déjà amorcé.

La grande déstabilisation du mouvement populaire orchestrée par l'Église et l'État s'est traduite, entre autres, par la division de l'Église en deux pôles (d'une part la hiérarchie représentée par la Conférence des évêques, et de l'autre les «Ti Legliz» ou «l'église des pauvres», représentés par les jeunes prêtres, les religieux, religieuses et laïcs engagés). Mais cette déstabilisation s'est transformée en une prise de conscience et une mobilisation encore plus fortes, qui vont aboutir au départ de Jean-Claude Duvalier en 1986.

Ce bref historique de l'alphabétisation en Haïti est loin d'être exhaustif; il retrace cependant les moments importants de l'alphabétisation avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Jean-Bertrand Aristide.

Si l'on n'a pu, après tant d'efforts, arriver à des résultats plus concluants en matière d'alphabétisation en Haïti, c'est qu'au départ, on n'a jamais posé le problème comme une priorité nécessitant une volonté politique de réduire l'analphabétisme dans ce pays. Comme on l'a mentionné au départ, les échecs connus auparavant sont en grande partie liés à des raisons politiques.

À leur arrivée au pouvoir, le président Aristide et son équipe ont fait de l'éducation l'une de leurs priorités nationales et, encore une fois, l'alphabétisation a eu une place de choix. Cepen-

dont, le coup d'État a vite fait de barrer la route à tout projet de reconstruction en Haïti, y compris en ce domaine névralgique pour la population.

Au retour du gouvernement d'Aristide au pouvoir en octobre 1994, a été créé le Secrétariat national à l'alphabétisation (SNA), qui s'est doté d'un plan national d'alphabétisation. Le SNA veut élaborer un programme de décentralisation, créer des outils pédagogiques, se donner un échéancier de réalisations, etc. Il a aussi pour objectif de créer un lien étroit entre le système de scolarisation des Haïtiens et l'alphabétisation. La production de matériel est actuellement en cours, avec la lecture comme base pour alphabétiser, qui comportera différentes méthodes d'alphabétisation et de scolarisation (l'écoute, la lecture, l'expression orale, l'écriture) en passant par un point commun, la langue maternelle des Haïtiens, le créole, pour enfin aboutir à l'acquisition des connaissances.

Le poids de la conscientisation dans le mouvement

«analphabète mais pas bête»

Nous avons perdu beaucoup de temps. Aujourd'hui encore, plus de 80 % de la population haïtienne ne sait ni lire, ni écrire : la nécessité d'alphabétiser dans ce pays est plus qu'une urgence.

Dans les familles haïtiennes, une personne sur trois est analphabète complète et deux

personnes sur trois sont semi-fonctionnelles. Les organisations populaires, dès le départ, ont opté pour une alphabétisation conscientisante, en apprenant à lire et à écrire au petit peuple, mais surtout en imposant l'expression de la culture populaire dans toutes les sphères de la société haïtienne. Malgré le dur coup porté par l'arrêt de la Mission alpha, le peuple reste mobilisé et désireux de se prendre en main.

**Nous avons
perdu beaucoup
de temps.
Aujourd'hui encore,
plus de 80 % de la
population
haïtienne ne sait ni
lire, ni écrire :
la nécessité
d'alphabétiser dans
ce pays est plus
qu'une urgence.**

D'un autre côté, la reconnaissance du créole comme langue officielle par la constitution de 1987 est un acquis considérable, et il est réjouissant de constater que la conviction de certains acteurs sociaux qu'il faut changer les choses dans ce pays demeure inébranlable.

Le travail à faire est énorme, et on ose espérer que la nomi-

nation de M. Paul Dejean, qui a toujours combattu pour l'alphabétisation de la population haïtienne, à la tête du secrétariat du gouvernement constitutionnel, est un bon signe. L'initiative est encore trop nouvelle pour qu'on puisse se prononcer, mais une chose est certaine : le peuple haïtien est arrivé à un point de non-retour; il est certes analphabète pour le moment, mais surtout pas bête comme on a toujours voulu qu'il soit.

Après plus de quatre décennies de régime d'oppression, les raisons de cet analphabétisme ne sont plus à démontrer. Cependant, le peuple haïtien est plus que conscient de cette réalité. Il connaît, plus que quiconque, les vraies causes de son analphabétisme et de cette pauvreté chronique qui l'accable toujours plus de jour en jour.

L'expérience de la Mission alpha a certainement été très amère, mais elle a aussi permis au peuple de démontrer aux différents acteurs qu'il veut être partie prenante des solutions dans ce pays, car personne n'avait pu imaginer à quel point cette alphabétisation conscientisante allait sortir le peuple de son mutisme et faire de lui une composante incontournable pour amener de vrais changements en Haïti.

Référence bibliographique

DEJEAN, Paul, *Survol des tentatives d'alphabétisation en Haïti par les services gouvernementaux 1943-1988*, Port-au-Prince, Mai 1989, non publié.

LES MOUVEMENTS D'ALPHA EN INDE

Michel Lambert, *coordonnateur du programme jeunesse, Alternatives¹*

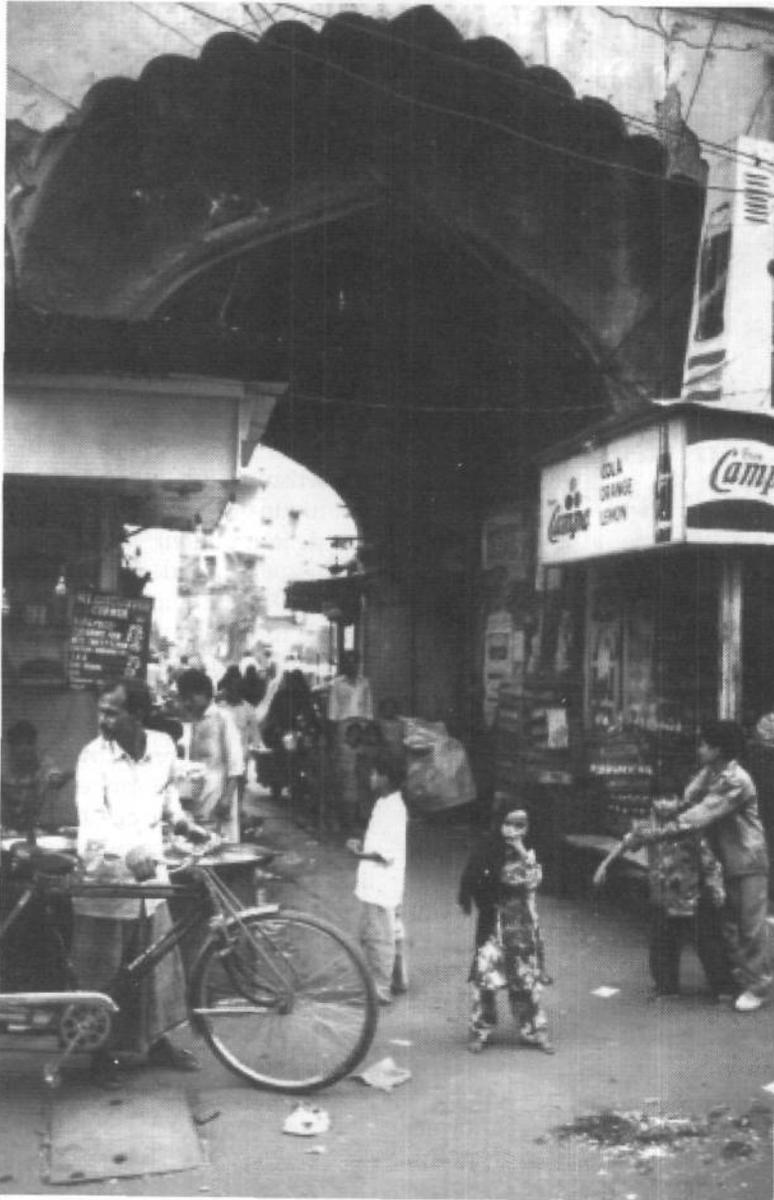


PHOTO : Michel Lambert

Une des plus anciennes civilisations du monde, 450 millions d'analphabètes en 1990, l'Inde est un immense pays où coexistent plusieurs siècles. En 1990, une mobilisation populaire à la mesure du pays a permis en cinq ans d'alphabétiser 50 millions de personnes, grâce au travail de cinq millions de bénévoles.

Novembre 1995 : il est 21h00 à Shakuripur, un petit quartier ouvrier de Delhi où quelque 35 000 personnes s'entassent sur un kilomètre carré. Comme presque chaque soir depuis huit mois, Gurmeet Sapai, un fondateur du Delhi Gyan Vigyan Samiti (DGVS), le comité local d'alphabétisation, parcourt les petites ruelles environnant le centre à la recherche d'apprenants potentiels. Après seulement quelques minutes de marche, il entre dans un café qui s'appête à fermer. Il s'adresse aussitôt à un jeune garçon bengali d'une quinzaine d'années qui sert un dernier client. Gurmeet lui demande s'il souhaite apprendre à lire, écrire ou compter. Le garçon connaît déjà le travail de DGVS dans le quartier. Il est intéressé, mais travaille du matin au soir tous les jours de la semaine. Spontanément, le client qui vient d'être servi intervient et parle de son propre apprentissage et des gains importants qu'il a faits depuis qu'il a appris. Il est lui-même conducteur de rickshaw (pousse-pousse) et affirme qu'il a maintenant moins de problèmes avec les clients qui lui présentent des adresses. Le jeune est convaincu, il va participer aux classes du soir qui se donnent à 22h00, dès la

semaine suivante. Satisfait, Gurmeet Sapai quitte le café, évite deux ou trois rickshaws motorisés dans la ruelle pour entrer un peu plus loin dans un autre commerce.

En 1990, l'Inde affiche l'un des taux d'alphabétisation les plus catastrophiques au monde, franchissant à peine la barre des 50% au niveau national et représentant même des taux de 20% à 30% dans certains États du Nord. Étant donné la population actuelle de l'Inde (qui atteindra sans doute le milliard d'ici deux ou trois ans), le problème touche plus de 450 millions d'analphabètes et tous les programmes gouvernementaux d'alphabétisation mis de l'avant jusqu'alors n'avaient pu le surmonter. En moins de cinq ans cependant, le Bharat Gyan Vigyan Samiti (BGVS) et le All India People's Science Network (AIPSN) parvenaient à «lever une armée» de cinq millions de bénévoles formateurs pour ainsi permettre à plus de 50 millions d'Indiens de rejoindre le cercle des lettrés. Aucune recette miracle, une seule clé : la mobilisation populaire.

Alphabétisation et mobilisation

Le mouvement d'alphabétisation populaire indien prenait son envol le 4 février 1990 alors qu'un premier district,

Ernakulam, dans l'État du Kerala, achevait sa campagne totale d'alphabétisation et devenait le tout premier de l'Inde à se déclarer totalement alphabétisé. Forte de ce succès, l'organisation promotrice du programme, le Kerala Shastra Sahitya Parishad (KSSP) devait dans l'année suivante étendre son travail à l'ensemble de l'État du Kerala. Au terme d'une campagne qui a rejoint deux millions d'apprenants âgés de 6 à 60 ans, les autorités annonçaient un taux d'alphabétisation de 100% pour l'ensemble du Kerala.

Le modèle d'Ernakulam mise avant tout sur le désir d'apprendre. Au moyen d'affiches, de chansons, de pièces de théâtre, les bénévoles du mouvement créent d'abord un environnement social où le désir d'apprendre aux autres et la soif d'apprendre pour soi et sa communauté deviennent un enjeu pour le développement à la fois local et national. Ils frappent à chaque porte, organisent des marches, des fêtes populaires et surtout, ils intègrent l'alphabétisation dans toutes les dimensions de la vie sociale. On a même vu une année où la fête de Noël est devenue le Noël de l'alphabétisation et où des dizaines de milliers de familles ont remplacé les

traditionnelles boules des sapins par des lettres et des chiffres multicolores! On procède par la suite à un enrôlement massif de bénévoles, pour l'essentiel des jeunes, et on les forme à l'enseignement. Chaque volontaire alphabétisera à son tour une dizaine de personnes.

Le succès éclatant du Kerala a suscité la création d'un réseau national d'organisations d'alphabétisation, le BGVS, qui a entrepris des campagnes similaires dans plus de 350 districts (l'Inde en compte 500) en misant à chaque fois sur les ressources locales, avec pour objectif d'alphabétiser 100 millions de personnes d'ici 1997. De nombreux défis attendaient le BGVS, parce que le modèle original a dû être adapté aux différents contextes de chacune des régions. Monsieur K. K. Krishnakumar, secrétaire général du BGVS, n'est pas peu fier du travail accompli par ses membres, compte tenu des différences culturelles, religieuses, linguistiques et régionales qui caractérisent l'Inde. «Presque chaque fois, il a fallu recommencer à neuf et adapter notre matériel et notre approche; presque à chaque fois, de nouveaux obstacles nous attendaient.»

Malgré certaines difficultés dans les régions où le taux d'alphabétisation est plus bas, dues en majeure partie au fait que le programme mise sur la participation volontaire de la population alphabétisée d'une communauté (et qu'en conséquence, plus la proportion de cette population est faible, moins elle renferme de bénévoles

potentiels), et malgré les obstacles que les traditionnelles luttes de pouvoir gouvernementales ont pu créer, le programme est un succès autant quantitatif -50 millions de nouveaux lettrés en 1995- que socialement qualitatif. Fouettées par le message social de la campagne, les populations les plus défavorisées de l'Inde ont décidé de devenir apprenantes puis formatrices. Les personnes provenant des castes inférieures (selon la classification hindoue) et surtout les femmes, qui sont encore largement confinées à la maison, ont joint la campagne. Les femmes représentent d'ailleurs les deux tiers de l'ensemble des personnes impliquées et si la campagne joue un rôle capital dans leur émancipation sociale, elle leur doit en très grande partie son succès.

Alphabétisation et éducation

Forts des succès des premières campagnes et se voulant à l'écoute des diverses communautés qu'ils représentent, les différents comités d'alphabétisation ont mis une fois de plus sur la mobilisation populaire pour lancer diverses campagnes d'éducation. Tour à tour, des mouvements axés sur la santé communautaire, l'environnement, les droits démocratiques des femmes, les enfants au travail, etc., ont été lancés dans les différents États. Au Tamil Nadu par exemple, le Tamil Nadu Science Forum (TNSF) a particulièrement mis l'accent sur la démystification de la «sorcellerie» encore largement répandue dans les

villes et les campagnes. Ces tentatives de vulgarisation scientifique ont pris une telle ampleur qu'elles ont mené à la création d'un réseau d'organisations appelé AIPSN. En septembre dernier, l'AIPSN a mené à bien une importante campagne visant à démystifier l'éclipse solaire attendue pour le 24 octobre. Monsieur M. P. Parameswaran, président de l'AIPSN, précise: «Tout au long de la zone où l'éclipse était totale, des dizaines de milliers de personnes sont sorties des maisons pour admirer le phénomène. Auparavant, ces mêmes gens se seraient terrés dans leurs maisons par peur de représailles divines ou malignes.» Pour l'occasion, l'AIPSN avait mis en vente des lunettes de protection spéciales.

Alphabétisation, action et développement

«Un tel mouvement d'éducation populaire mobilisant une telle quantité de personnes devait mener à une prise en charge par ces personnes de leur développement», précise K.K. Krishnakumar. «Au delà de la réflexion et de l'intégration de connaissances, c'est vers l'action que nous cherchons vraiment à nous diriger.» Cette action a d'ailleurs pris plusieurs formes participatives ayant de fortes répercussions sur la vie sociale. Au Kerala et au Bengale occidental, les comités locaux de vulgarisation scientifique ont mis en place des programmes visant à améliorer l'efficacité des traditionnels fourneaux utilisés dans les maisons. Des milliers

de ces fourneaux ont par la suite été distribués dans tout le pays. À Kalliasseri, au Kerala, les élus locaux, en collaboration avec le KSSP, ont mis en place un programme de cartographie des ressources de leur village. Eau, forêt, habitations, élevage, etc., toutes les ressources de la communauté ont été recensées afin de mettre en place un plan quinquennal. Il s'agit là d'une initiative de développement local révolutionnaire en Inde. Les femmes ont aussi pris le taureau par les cornes. Au Tamil Nadu, elles ont créé un mouvement visant à promouvoir la mobilité des femmes. Des dizaines de milliers de femmes ont appris à utiliser une bicyclette et au grand déplaisir des plus conservateurs, elles circulent maintenant selon leurs besoins et convenances. Dans l'Andhra Pradesh, la mobilisation féminine a pris la forme d'une lutte féroce contre les boissons alcoolisées. Leur combat fut d'ailleurs un grand succès puisque cet État a récemment banni l'alcool de son territoire!

Enfin, le mouvement d'alphabétisation participe aux débats sociaux qui soulèvent le pays. Présentement, de concert avec les syndicats d'enseignants et les associations étudiantes, le BGVS et l'AIPSN participent pleinement à la lutte contre la privatisation et la commercialisation des institutions scolaires proposée par le gouvernement, laquelle mènerait nécessairement à un accès plus restreint à l'école, en fonction du statut financier des individus. Dans la plus pure tradition



PHOTO : Michel Lambert

«gandhienne», ils participent dans plusieurs États à des grèves de la faim visant à sensibiliser populations et gouvernements.

En bref

Les défis qui attendent encore le mouvement d'alphabétisation sont immenses. Selon les statistiques actuelles, la population indienne pourrait doubler d'ici 35 ans, ce qui, vu les taux actuels d'analphabétisme, créerait un problème extrême, voire insurmontable. De plus, le programme fait appel à un nombre si impressionnant de bénévoles qu'il est raisonnable de se demander s'il sera encore longtemps possible de maintenir une telle motivation et une telle mobilisation de la population. Enfin, la conservation des acquis chez les nouveaux apprenants demeure un point encore difficile à évaluer et le risque est réel que certains oublient.

Devant ces obstacles potentiels importants, le mouvement d'alphabétisation n'a pas tardé à mettre en place des mesures

efficaces. «We are in the process of cleaning the floor, now we want to close the tap», affirme K.K. Krishnakumar. Un programme révolutionnaire appelé «la joie d'apprendre» a été introduit dans les écoles afin de motiver les jeunes à y demeurer. Dans l'État du Magya Pradesh, EKLAVYA a élaboré de nouveaux programmes scolaires, formé les professeurs à se familiariser avec du matériel différent et ses programmes de mathématiques, d'Indy et de sciences sociales sont maintenant appliqués dans 700 écoles primaires et secondaires de l'État. Au Tamil Nadu, le TNSF a développé des «Centres d'éducation non formelle» qui permettent aux décrocheurs et aux jeunes enfants qui travaillent dans l'industrie des beedies (cigarettes indiennes) de faire du rattrapage scolaire avant de retourner dans le système régulier. Le même organisme a de plus inspiré la création de bibliothèques dans les villages à l'échelle du pays afin d'encourager les nouveaux

apprenants à préserver leurs acquis. Plusieurs des livres qui sont disponibles dans ces bibliothèques sont d'ailleurs écrits par les membres de BGVS et de l'AIPSN et se veulent adaptés aux différentes caractéristiques locales.

Le travail des mouvements d'alphabétisation en Inde est des plus remarquables. Là où les gouvernements ont échoué, ils ont démontré que la mobilisation populaire était la clé. Grâce à eux, l'éducation des masses est devenue la prise en charge par ces masses de leur propre développement, par la compréhension de leurs problèmes.

1. Alternatives est un réseau d'action et de communication pour le développement international, né de l'union de trois organismes de solidarité internationale: le Centre d'études arabes pour le développement (CEAD), le Centre d'études et de ressources sur l'Asie du Sud (CERAS) et le Centre d'information et de documentation sur le Mozambique et l'Afrique australe (CIDMAA). Il travaille avec ses partenaires du tiers monde dans une même lutte pour le développement durable qui implique l'autonomie des mouvements populaires, la démocratisation de la société, une sensibilité au développement local, une place plus importante pour les femmes et pour les jeunes, la souci des exigences environnementales, la capacité de maîtriser et de transformer les nouvelles technologies dans un sens populaire. Dans le cadre de son programme jeunesse. Alternatives a permis à cinq jeunes de se rendre en Inde en novembre et décembre 1995 afin de leur permettre de comprendre la dynamique de ce pays et d'établir des liens de solidarité avec des hommes et des femmes actifs dans le développement de leurs communautés. Plus particulièrement, ils ont été à même de rencontrer les membres du mouvement d'alphabétisation indien. Une vidéo racontant leur expérience est d'ailleurs en production.

2. «Nous sommes en train d'éponger le plancher, maintenant nous voulons fermer le robinet.» (Traduction libre).

L'alphabétisation populaire comme stratégie dans la réconciliation nationale au

Rosalie Ndejuru

*Coordonnatrice du Centre de documentation sur l'éducation
des adultes et la condition féminine (CDEACF)*



Depuis les images de cauchemar qui nous ont été présentées sous tous les angles, le Rwanda est tombé dans l'oubli. Pourtant, des initiatives se prennent à la base : des femmes, confrontées aux problèmes de la vie quotidienne, s'organisent.

RWANDA

Contexte

D'avril à juillet 1994, tous les médias nous ont montré la barbarie du génocide perpétré au Rwanda dans ses moindres détails : les voisins s'entretenant à coups de machette, les pères tuant les enfants qu'ils avaient engendrés et aimés jusqu'à ce qu'on leur fasse croire qu'à cause de la mère, ils étaient d'une autre ethnie, et donc à exterminer.

Un million de personnes ont été massacrées en dix semaines, cent mille personnes par semaine, au vu et au su de tout le monde. Un million cinq cent mille personnes se sont réfugiées dans les pays limitrophes, la plupart prises en otage par les génocidaires nourris par l'aide internationale.

Situé en Afrique de l'Est avec une superficie de 26 338 km², le Rwanda, surnommé jadis le pays des mille collines, est devenu le pays des mille tortures : ravagé par la haine, par la destruction totale des infrastructures économiques et sociales, et de tous les liens familiaux.

C'est aussi un pays très pauvre en ressources matérielles. Après la tragédie, on a évalué sa population à 5 800 000 habitants dont 70% de sexe féminin.

Cinquante pour cent de ces femmes sont des veuves et des femmes violées lors du génocide. Le drame a coûté cher à toute la population rwandaise, mais les femmes ont payé le plus gros prix.

C'est dans ce contexte que plusieurs femmes ont mis sur pied des groupements pour tenter de recréer la vie. L'Association de solidarité des femmes rwandaises (ASOFERWA) est l'un d'eux. Fondée au lendemain du génocide, l'ASOFERWA est une association à but non lucratif vouée à la protection des veuves et des orphelins dans le processus de reconstruction nationale qu'a entrepris le Rwanda. Elle privilégie l'implication de ses membres (veuves, femmes violées, orphelins et prisonnières) dans la reconstruction socio-économique à entreprendre avec des volontaires résidentes du même quartier ou de la même localité.

But et objectifs

Les objectifs de l'ASOFERWA sont :

- promouvoir la réconciliation nationale;
- réhabiliter la culture rwandaise;
- secourir les femmes dans le besoin;
- réintégrer au plan socio-

économique les femmes vulnérables;

- assurer une assistance aux femmes violées;
- apprendre aux femmes à reconnaître leurs droits;
- aider les femmes à défendre leurs droits;
- assurer aux enfants orphelins ou non accompagnés une tutelle de leur choix.

Le but de l'Association est de reconstruire des communautés où chaque membre se sent intégré dans son milieu de vie, où les orphelins, les veuves et les femmes violées reçoivent de la part de la communauté et donnent aux autres membres de celle-ci tout le soutien dont ils ont besoin pour se refaire une vie saine.

L'ASOFERWA compte maintenant 127 groupes de 20 veuves chacun dans huit préfectures¹ du Rwanda, ainsi qu'un groupe de 230 jeunes filles et femmes incarcérées, des présumées coupables du génocide.

Comme les concernées doivent prendre leur groupe en charge, il leur faut des rudiments du code écrit, de la prise de parole et de la prise de décisions. C'est ici que l'alphabétisation populaire intervient.

L'alphabétisation

conscientisante et fonctionnelle

Cinquante-six pour cent des femmes rwandaises sont analphabètes (Les femmes dans le monde 1995, ONU, p.105). Dans les groupes membres de l'ASOFERWA, le taux d'analphabétisme dépasse ce pourcentage de loin, car l'alphabétisme n'est pas un critère d'adhésion à l'association. Cependant, dans chaque groupe, les formatrices et les animatrices doivent au moins maîtriser le code écrit, car il faut gérer les coopératives génératrices de revenu, distribuer les revenus, amorcer des projets, organiser l'animation sociale, culturelle, sportive et sanitaire. Il faut organiser et animer des ateliers d'alphabétisation et de création collective et rédiger les articles du bulletin «INKINGI» (qui signifie «le soutien») dans lequel les membres de la base partagent leurs expériences ainsi que leurs questionnements. Ces veuves s'interrogent sur les systèmes de valeurs, mais aussi sur les origines du génocide, de la pauvreté, de l'ignorance... Elles disent ne plus rien avoir à perdre mais tout à gagner. C'est pour cela qu'elles souhaitent la maîtrise totale de leur vie ainsi que des rouages de la vie en société qu'elles espèrent façonner à l'image de leurs aspirations dans un futur proche. Elles ont chacune en moyenne huit enfants, les leurs et des orphelins ou des enfants abandonnés. Il faut donner une explication à ces enfants et surtout leur prouver par des gestes concrets qu'ils ne vivront plus

des horreurs comme celles de ce génocide.

Outre les ateliers d'alphabétisation et les articles dans leur bulletin, les veuves écrivent et jouent des pièces de théâtre populaire et sensibilisent la société à leurs conditions de vie et aux transformations qu'elles envisagent d'opérer. Assistées par des associations professionnelles de femmes, comme dernièrement celles des femmes juristes, elles parviennent à arracher des droits comme le droit foncier qu'elles ont gagné de justesse avant la Quatrième Conférence mondiale des femmes en Chine. Les femmes ne jouissaient pas de ce droit auparavant.

Dans les ateliers d'alphabétisation et de création collective, le type de travail est diversifié : si on traite de la construction d'une maison, parce que les femmes doivent reconstruire sans aide leur maison, on va parler des dimensions, des outils, du matériel, des habiletés. Quelqu'un reprendra le tout dans la logique de la planification et de la réalisation, et ce document servira de guide. Si elles traitent des sentiments ou des émotions, elles vont les nommer, les décrire, les mettre en contexte. Les ateliers d'alpha servent en même temps de thérapie collective pour oser dire l'indicible. Les femmes sont contentes quand ce qu'elles disent se traduit en écrit et se fixe.

Elles exploitent également de petits commerces, pèsent les marchandises, décident des prix, effectuent des inventaires, distribuent le revenu, s'approvi-

sionnent chez des fournisseurs...

Elles négocient les soins médicaux pour une voisine dans le besoin, l'inscription d'un enfant dans une école ou un crédit chez un fournisseur... Elles apprennent à se reconnaître des compétences et des aptitudes pour aller plus loin et ne jurent que par Paolo Freire. Mais cette image projetée par les leaders des groupes d'ASOFERWA correspond davantage aux objectifs à atteindre qu'à la réalité. Car la majorité des membres, soit la base, n'a pas encore acquis la facilité de s'exprimer en public.

Conclusion

Hormis la pauvreté endémique au Rwanda et le faible taux de scolarisation (45% d'analphabétisme), ce pays a traversé près de 70 ans de colonisation/christianisation (1894-1962), suivis de 32 années de régime politique dictatorial (1962-1994) pour ensuite s'effondrer en deux mois de violents massacres (avril-juillet 1994). Les femmes portent tous ces fardeaux de l'oppression, elles doivent s'en défaire au mieux tout de suite, ou au pire graduellement. Elles ont identifié les moyens. Qui veut leur prêter main forte? Vous pouvez les rejoindre à l'adresse suivante :

ASOFERWA, B.P.565 Kigali.
Rwanda. Téléc : 011-250-73-985;
Tél.: 011-250-73-894)

1. Les préfectures sont les plus grosses unités administratives; il en existe onze au Rwanda. Elles sont elles-mêmes divisées en 145 communes subdivisées en 1497 secteurs.





Le Centre haïtien d'animation et d'intervention sociales

Henri Robert Durandisse

Le Centre haïtien d'animation et d'intervention sociales, 1983-1995 : douze années d'existence, douze années de travail et de lutte dans le développement communautaire pour l'amélioration des conditions de vie des membres des communautés ethnoculturelles, et prioritairement ceux d'origine haïtienne.

Au coeur de l'action communautaire, le CHAIS a toujours orienté ses interventions de façon à répondre aux besoins réels des individus et familles visés. Ce qui nécessite souplesse, ouverture, habileté et sérieux dans la poursuite des activités et services tels que le programme d'alphabétisation, spécifiquement dans le secteur Centre-Nord de la ville de Montréal.

Le programme d'alphabétisation du CHAIS est fréquenté en majorité par des femmes d'origine haïtienne. Les approches et méthodes utilisées dans le cadre des ateliers tiennent surtout compte du vécu, de la réalité et des objectifs de chaque participante et participant. Toute cette façon de faire vise à amener les participantes et participants à s'adapter et à s'intégrer à la nouvelle société.

Le programme d'alphabétisation, entre autres, a vu le jour avec la mise sur pied de l'organisme. La source fondamentale de notre programme est le concept de conscientisation de Paolo Freire. Cette conscientisation veut amener les participantes et participants à devenir autonomes, acteurs et consommateurs au sein de la société, et à être capables de gérer leur vie personnelle et familiale.



Soucieux de pousser ses interventions plus loin afin de mieux contribuer à la lutte contre l'analphabétisme au Québec, le CHAIS vient de réaliser un documentaire audio-visuel qui a pour titre «L'alphabétisation : un outil pour l'intégration des personnes analphabètes d'origine haïtienne». De plus, le

CHAIS prépare actuellement un guide portant sur l'intervention auprès des personnes analphabètes d'origine haïtienne à l'intention des animatrices et animateurs qui travaillent auprès de ces personnes.

Au-delà du programme d'alphabétisation, le CHAIS, en tant qu'organisme d'intervention et d'intégration sociales, intervient de différentes façons. Tout en se voulant un centre de services, un milieu de vie et d'apprentissage, le CHAIS au fil du temps a mis sur pied un service de consultation, d'aide, d'orientation et de référence, ainsi qu'un atelier de couture, des sessions d'information, des fêtes populaires, etc. Toutes ces activités et services aident l'organisme à mieux jouer son rôle de lieu de services et de transition entre la situation d'immigrant et celle de membre actif de la société québécoise.

Au terme de plusieurs années de travail, il est possible au CHAIS d'affirmer avec beaucoup de conviction et d'assurance que l'alphabétisation est un outil de développement personnel et collectif au sein de la société.

LE CEDA

DE FACE ET DE PROFIL¹

Richard Latendresse

Nous nous sommes rendus, deux participantes et moi, à La Jarnigoine pour savoir comment s'était passé leur projet de T-shirts. Notre projet de T-shirts à nous a pour but de nous faire plaisir et aussi de faire de la sensibilisation. Cette idée est née à la suite d'une démarche entreprise l'année dernière avec les participantes et participants afin de concevoir un logo propre à l'alpha au CEDA.

En sortant de la Jarnigoine, nous n'avons pas pu nous empêcher de comparer les locaux des deux groupes, car en voyage, ce sont les différences qui frappent et qui étonnent. Les locaux de La Jarnigoine sont situés dans un logement. C'est un espace intimiste et aménagé avec goût : couleurs douces, plantes, etc. Le CEDA est, quant à lui, situé dans l'ex-école de filles Ste-Cunégonde. C'est un grand bâtiment de trois étages, auquel s'ajoute l'ancienne résidence des religieuses. Au CEDA, il y a trois cents membres qui utilisent la quinzaine d'activités et de services offerts par une quinzaine d'employé-e-s et une soixantaine de bénévoles.

S'intégrer, prendre sa place, développer un sentiment d'appartenance au CEDA dans un vaste espace et avec autant de personnes, ce n'est pas facile

pour une personne analphabète. Denise et moi (les deux responsables de l'alphabétisation) avons donc décidé d'intervenir sur l'intégration des participantes et participants au Centre. Nous voulions utiliser le potentiel du Centre pour développer l'autonomie chez les personnes participantes. Certain-



nés se sont donc inscrites dans d'autres ateliers, d'autres se sont impliquées comme bénévoles. Avec Francine, la responsable du loisir, des participantes et participants ont organisé et réalisé des activités tout en utilisant la lecture et l'écriture. Ces expériences ont permis aux personnes qui en ont profité, de prendre leur place collectivement et individuellement dans le Centre, de s'ouvrir à d'autres choses, d'avoir plus confiance en elles et de vouloir réaliser d'autres projets.

Nos objectifs pour 1996, en alpha, sont donc de favoriser l'intégration des participantes et participants au Centre et de lier davantage le contenu notionnel à l'application dans des activités concrètes.

L'alpha constitue également un lieu de passage et un tremplin qui permet aux participantes et participants de réaliser leurs projets. Pour favoriser ce passage, nous travaillons en collaboration avec le RESO². Ceux et celles qui le veulent peuvent recevoir de l'information scolaire et professionnelle, entreprendre une démarche de bilan des acquis, identifier leurs intérêts et suivre des stages de formation professionnelle. Cette expérience a permis à certaines personnes participantes de s'engager dans des projets de formation professionnelle réalistes et conformes à leurs intérêts.

Nous avons plusieurs autres projets qui nous tiennent à coeur. Mentionnons parmi eux le projet de sensibilisation au moyen de la confection d'une série de napperons pour les restaurants. Un autre consiste à mener une recherche-action auprès des personnes analphabètes du quartier sur les thèmes générateurs. Première étape dans l'approche conscientisante de

Paolo Freire, cette recherche nous permettra d'actualiser notre connaissance de la culture des gens des quartiers populaires et de faire une intervention plus adaptée, et peut-être de développer d'autres formes d'alphabétisation que la formule des ateliers au sein d'un organisme.

Le CEDA existe depuis 25 ans et l'alphabétisation est une des premières actions mises en place par le Centre. Le CEDA a été mis sur pied par des citoyennes et citoyens à la suite d'une lutte contre la démolition de leur quartier³.

Les objectifs du CEDA, dans lesquels s'inscrit l'alpha, sont de développer l'autonomie et de favoriser la prise en charge individuelle et collective à l'intérieur d'activités et de services accessibles aux gens du quartier.

L'alpha au CEDA a le vent dans les voiles. Les deux capitaines sont encouragés à soutenir l'équipage qui est plein d'idées et d'entrain. Malheureusement, nous voyons de gros nuages noirs se pointer à l'horizon (coupures de la CECM aux centres d'éducation populaire et à l'alphabétisation dans les organismes). On se demande si nos succès ne seront plus, avant longtemps, que des mirages.

1. *Comité d'éducation des adultes de la Petite Bourgogne et de St-Henri.*

2. *Regroupement pour la relance économique et sociale du Sud-Ouest. Le RESO est une corporation économique de développement communautaire qui intervient dans les quartiers du Sud-Ouest de Montréal.*

3. *Pour un très bref historique du CEDA, voir « Passeport pour l'alphabétisation populaire », RGPAQ, 1995, pages 11 et 12.*

À VOIR,



À LIRE...

**L'ALPHABÉTISATION :
UN OUTIL POUR
L'INTÉGRATION DES
IMMIGRANTS HAÏTIENS
ANALPHABÈTES,**
*vidéo réalisée par André VANASSE
des Productions Bonsai pour le
CHAIS*

Vidéocassette de 24 minutes qui a pour objectif d'aider les intervenantes et intervenants en alphabétisation et en francisation à mieux comprendre les motivations, les difficultés et les stratégies d'apprentissage des personnes apprenantes d'origine haïtienne.

Elle est destinée aux formatrices et formateurs professionnels ou bénévoles, aux étudiants en andragogie ou en sciences de l'éducation, en alphabétisation et à toutes les personnes qui s'intéressent à l'alphabétisation et à la francisation des immigrants.

**Coût : location : 30\$ pour
une diffusion, vente : 75\$
Disponible au Centre
haïtien d'animation et
d'intervention sociales
(CHAIS)
Tél.: (514) 271-7563**

ALPHALUDO 2, PAR LETTRES EN MAIN

Recueil comportant 30 exercices/jeux multiniveaux et solutionnaires destinés à développer des habiletés en français et/ou faisant appel à la logique.

**Coût : 4 exemplaires et
moins : 7,50\$ l'unité
5 exemplaires et plus :
7,25\$ l'unité
10 exemplaire et plus :
7,00\$ l'unité**

**25 exemplaires et plus :
6,00\$ l'unité
(plus frais de poste)
Disponible à Lettres en
main
Tél.: (514) 729-3056**

APPRENDRE A LIRE ET À ÉCRIRE,

par Colette Paquet et les participantes et participants de niveau débutant d'Atout-Lire.

Témoignages de personnes participantes sur l'écriture et le lien qu'elles entretiennent avec l'écriture : l'histoire de l'écriture, souvenirs d'école, pourquoi elles ont lâché l'école, pourquoi elles sont revenues apprendre, l'éducation populaire, les droits des personnes analphabètes...

**Coût : groupes
populaires : 10\$
institutions : 15\$
Disponible à Atout-Lire
Tél.: (418) 524-9353**

LABASCULE

*par Jean Leduc, Maurice Brunelle,
Nicole Giguère et Alain Pelletier.*

Vidéocassette de 8 minutes qui raconte le rêve d'un travailleur alphabétisé qui s'endort, rêve qu'il est analphabète et se retrouve confronté aux problèmes quotidiens vécus par les personnes analphabètes. Il s'ensuit une prise de conscience de la problématique.

**Disponible à l'Atelier
des lettres
Tél.: (514) 524-0507**

À VOIR,



À LIRE...

CAHIERS D'EXERCICES DE LA «GRAMMAIRE SIMPLIFIÉE»

par la Concertation des organismes populaires d'alphabétisation de la Montérégie (COPAM).

Ces trois cahiers (de niveau 1, 2 et 3) font suite à la «Grammaire simplifiée» et s'adressent aux adultes apprenants en français de base. Chacun a pour objectif de mettre en application les notions présentées dans les trois parties de cette grammaire.

Coût : 3,50\$ le cahier
Disponibles à COPAM
Tél.: (514) 699-9955

LE CEP, C'EST MAGIQUE,

par Sylvie Potvin

Vidéocassette de 28 minutes qui décrit des services du Centre d'éducation populaire de l'Estrie. Le Centre est présenté par les animatrices et des participants témoignent de leur satisfaction par rapport aux apprentissages qu'ils réalisent au Centre.

Coût : 25\$
Disponible au Centre d'éducation populaire de l'Estrie
Tél.: (819) 562-1466

COLLECTION CAP-NORD VI,

par le Centre franco-ontarien de ressources en alphabétisation (Centre FORA)

1. Coup de foudre du Lac-des-Fées,
par Claudine Tremblay-Biais

Une jeune femme nommée Dominique voyage dans une tempête de neige pour se rendre au chalet de sa tante. Rendue au chalet du Lac-

des-Fées, elle rencontre un personnage fort intéressant.

2. La loterie du bonheur,
par Richard Pulsifer

Des jumeaux reçoivent un cadeau de leurs parents pour Noël. Il s'agit d'un billet de loterie. Les jumeaux deviennent les heureux gagnants de la loterie du bonheur. Ce prix change leurs vacances et leur vie.

3. Plus qu'une simple maladie d'école,

par Toni Tremblay

Toni est atteint de tuberculose à l'âge de dix ans. Dans ce roman, il raconte les événements qui ont marqué son enfance durant sa maladie.

Coût : l'unité 3,50\$
la collection : 9\$
Disponibles au Centre FORA
Tél.: (705) 673-7033

COLLECTION LIRE,

par le Centre franco-ontarien de ressources en alphabétisation (Centre FORA)

1. Une page à la fois,
par Claire Charlebois

Matériel de lecture adapté aux besoins des apprenants et apprenants francophones de niveau débutant. Recueil de textes courts.

2. Le goût de lire,
par Lucie Jubinville

Matériel de lecture adapté aux besoins des apprenants et apprenants francophones de niveau débutant. Recueil de textes courts.

3. Plaisir de lire,
par Nathalie Gendron

L'auteure présente un recueil de textes courts adaptés aux besoins des apprenants et apprenants francophones débutants. Ce livre veut leur faire découvrir le plaisir de lire.

4. Je lis, je ris,
par Carole Perron

Ce recueil de textes courts pour apprenants et apprenants francophones débutants fait découvrir la lecture en s'amusant.

Coût : l'unité 5\$
la collection : 18\$
Disponibles au Centre FORA
Tél.: (705) 673-7033

«DE MEMOIRE»,
par Gilles Landry

Livre pour lectrices et lecteurs débutants qui relate les grandes périodes de l'histoire, de la préhistoire à aujourd'hui. Il comporte des exercices qui sont liés aux illustrations en couleur.

Coût : 18,95\$
Disponible à Lettres en main
Tél.: (514) 729-3056

DICTO,
par Françoise Bouchard

Jeu didactique pour l'apprentissage du français, dont les règles ressemblent à celles du jeu populaire «BINGO». Recommandé aux débutants (et plus) de niveau fonctionnel, il se compose d'une série de mots usuels (105) dont on apprend et retient l'orthographe grâce à la répétition. La pochette du jeu «DICTO» contient un tableau pour le meneur, 16 cartes plastifiées pour les joueurs, des jetons pour le meneur et pour les joueurs.

Coût : 22\$
(plus frais de poste)
Disponible au Groupe Centre-Lac d'Alma
Tél.: (418) 668-3357

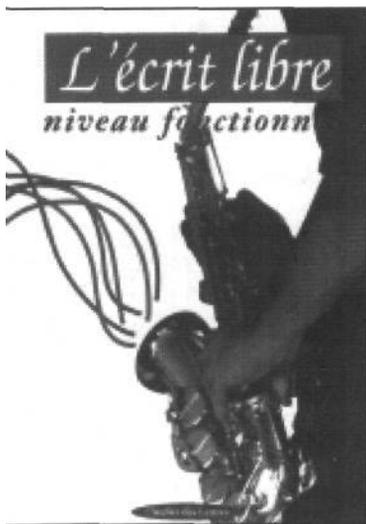
LA DYNAMOTS,
par Mario Raymond

1) Outil manipulable qui permet de générer des séquences phonétiques facilitant l'apprentissage des sons. L'outil comprend 27 fiches d'intrants divisés en graphèmes-vedettes et graphèmes accompagnateurs (consonnes et voyelles)

2) guide d'accompagnement qui explique le fonctionnement de l'outil et comprend une liste du vocabulaire d'usage répertorié par graphèmes.

**Pour information
s'adresser à
La Porte ouverte
Tél.: (514) 349-6827**

L'ECRIT LIBRE,
par Martine Fillion et Nicole Picard



L'écrit libre, niveau fonctionnel, complète la série «Choisis-sons» (niveau débutant et niveau intermédiaire) développée afin de répondre au besoin de travail autonome chez

les participantes et participants.

Cet ouvrage s'adressant aux animatrices et animateurs en alphabétisation, s'inscrit dans la continuité d'une démarche de travail individuel à entreprendre auprès des participantes et participants de niveau fonctionnel, pour les amener à s'exprimer, à informer, à inventer, et finalement à poser un geste créateur.

Ce document se présente en deux parties: 1 - Textes/sons - dix textes à compléter; 2 - Textes/écriture - trois textes à compléter, neuf mises en situation d'écriture, grille d'auto-correction (participant-e-s), guide de correction (formatrices).

**Coût : 12\$
(plus frais de poste : 2,05\$)
Disponible à
l'Atelier des lettres
Tél.: (514) 524-0507**

EXPRESSIONS 5,
*par le Centre franco-ontarien de
ressources en alphabétisation (Centre
FORA)*

Le recueil «expressions» est une production annuelle du Centre FORA. Voici la cinquième édition, Expressions 5. Le présent recueil compte 86 textes rédigés dans un style adapté aux nouveaux lecteurs et lectrices francophones. Les apprenantes et apprenants adultes franco-ontariens qui partagent leur récit dans cette publication ont grandement raison d'en être fiers.

**Coût : 2\$
Disponible
au Centre FORA
Tél.: (705) 673-7033**

L'HISTOIRE DE MA VIE,
*par Jeannette Lanoue en collaboration
avec le Centre franco-ontarien de
ressources en alphabétisation (Centre
FORA)*

Jeannette Lanoue partage le récit de sa vie dans cette courte autobiographie.

**Coût : 3\$
Disponible au Centre FORA
Tél.: (705) 673-7033**

**JAMAIS TROP TOT...
JAMAIS TROP TARD!,**
*par le Comité d'éducation des adultes
de la Petite Bourgogne et de St-Henri
(CEDA) et le Regroupement pour la
relance économique et sociale du Sud-
Ouest(RESO)*

Bilan d'une expérience de formation de base en entreprise : la petite histoire du projet, la mise en place de la formation, portraits des partenaires.

**Disponible gratuitement
(frais de poste : 2\$) au :
CEDA : Tél.: (514) 596-4422,
télé.: (514) 596-4981
RESO : Tél.: (514) 937-7025,
télé.: (514) 931-4317**

**LE MATERIEL DIDACTIQUE
EN ALPHABÉTISATION :**
**SA SÉLECTION,
SON UTILISATION,
SA CONCEPTION ET
SA PRODUCTION,**
par Serge Wagner

Ouvrage de référence sur le matériel didactique en alphabétisation, qui vise à conseiller les animatrices et animateurs en alphabétisation désireux de se doter de matériel didactique. Il se veut un guide pra-

tique touchant autant à la sélection et à l'utilisation de documents existants qu'à la conception et à la production de documents nouveaux.

L'ouvrage s'adresse non pas à des spécialistes de la production de matériel didactique, mais à des personnes engagées dans une pratique régulière; il cherche à leur fournir des pistes simples d'intervention dans le domaine.

**Coût : Groupes membres : 12\$
Groupes populaires et
individus : 15\$
Institutions : 18\$
(plus frais de poste et de
manutention)
Disponible au RGPAQ
Tél.: (514) 277-9976**

**LES MEDIAS...
L'ENVERS DE LA MÉDAILLE,**
par COMSEP

Document d'animation en alphabétisation et éducation populaires qui présente, en quatre ateliers, le pouvoir d'influence des médias, pour prendre conscience que l'information véhiculée par les médias est contrôlée, sélectionnée par l'idéologie dominante et qu'elle sert celle-ci; pour contribuer à développer un esprit critique face aux médias, sensibiliser les gens au pouvoir incroyable des médias.

**Coût : 12\$ le document, 30\$
pour trois documents
Disponible à COMSEP
Tél.: (819) 378-6963**

**METS TES CARTES
SUR LA TABLE,**

par le Centre franco-ontarien de ressources en alphabétisation (Centre FORA)

Ce jeu encourage la maîtrise de l'épellation des mots. Il comprend trois paquets de 52 cartes. Chaque paquet contient 312 mots. Ces mots sont regroupés selon les graphies indiquées sur les cartes. Il s'agit de faire des levées de quatre cartes pour gagner la partie.

**Coût : 20\$
Disponible au Centre FORA
Tél.: (705) 673-7033**

MIEUX VIVRE,
par Colombe Doucet

Deux cahiers d'exercices et de corrigés pour l'apprentissage du français (lecture-écriture) et connaissances de base pour une saine alimentation. Le cahier d'exercices est composé de 45 fiches, dont chacune comprend un texte sur l'alimentation, un énoncé grammatical ou grapho-phonétique ainsi que plusieurs exercices s'adressant aux adultes.

**Coût : 18\$ (16\$ pour plus
de 10 exemplaires et 15\$
pour plus de 20 exemplaires)
Disponible à Comquat
Tél.: (514) 453-3632**

UN MONDE A LIRE,
par Un Mondalire

Témoignages de personnes analphabètes regroupés dans un recueil de textes et qui parlent du vécu, du quotidien de travailleuses et travailleurs analphabètes.

**Coût : 4\$
Disponible à
Un Mondalire
Tél.: (514) 640-9228**

**MON FRANÇAIS AU
QUOTIDIEN (NIVEAU 2),**

*par Denise Boucher, Claire Lachapelle
et Monique Béliveau*

Cahier d'exercices grammaticaux en français, niveau intermédiaire, utilisant comme point de départ des textes produits par des participantes et participants afin d'expliquer la règle dont il est question. Les textes sont en gros caractères.

**Disponible à Alpha-Nicolet
Tél.: (819) 293-5745**

NOS COMPETENCES FORTES,
sous la direction de Rachel Béliste



Matériel conçu pour des organismes qui offrent des programmes de formation à des adultes peu ou pas à l'aise avec l'écrit. Il vise le développement du «savoir-reconnaître» les apprentissages faits dans l'action et tout particulièrement la reconnaissance des compétences génériques.

Il se présente sous forme d'une mallette qui comprend :

- un manuel des animatrices et des animateurs avec des textes de réflexion et de préparation à l'ani-

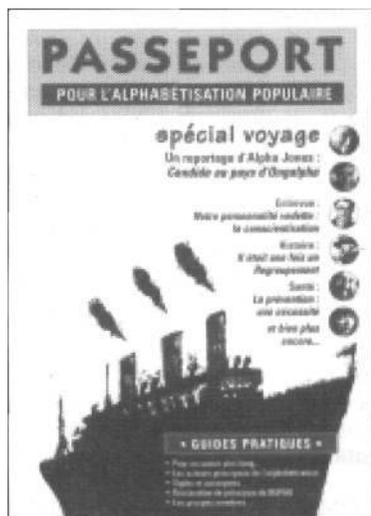
motion, la description de 15 ateliers, ainsi que du matériel complémentaire;

- une vidéo «Gaston, Conradine et les autres» avec l'histoire de 13 personnages qui ont développé dans l'action des compétences fortes (90 min.);
- un prêt-à-photocopier avec du matériel que les organismes auront à reproduire à chaque session;
- 16 cartes des circonstances;
- deux affiches et des affichettes.

Coût : mallette : 125\$
(plus 7\$ de frais de poste)
manuel : 50\$
(plus 5\$ de frais de poste)
Disponibles à l'Institut
canadien d'éducation des
adultes (ICEA)
Tél.: (514) 948-2044

PASSEPORT POUR L'ALPHABÉTISATION POPULAIRE,

par le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RCPAQ)



Document qui présente les origines et le développement de l'alpha-

bétisation populaire au Québec et retrace l'histoire du Regroupement. Il traite, entre autres, de la prévention de l'analphabétisme, des approches et méthodes, des structures, du fonctionnement et de la gestion d'un groupe.

Il est destiné aux personnes qui ont joint les rangs de l'alphabétisation populaire ou qui prévoient le faire. Il s'adresse aussi à tous ceux et celles qui s'y intéressent et qui cherchent une alternative à l'approche scolarisante.

Coût : groupes membres : 5\$
institutions : 15\$ autres : 10\$
(plus frais de poste)
Disponible au RGPAQ
Tél.: (514) 277-9976

LA PETITE CUISINE D'ATOUT-LIRE

1. Recueil des meilleures recettes-santé expérimentées au cours du projet de promotion de la santé,
par Renée Raymond

Coût : 10\$

2. Cahier d'activités alimentation,
par Renée Raymond

Cahier d'activités autour du thème de l'alimentation et compilation de la plupart des activités réalisées dans le cadre du projet.

Coût : groupes : 20\$
commissions scolaires : 25\$

3. Une meilleure alimentation pour le monde d'Atout-lire,
par Renée Raymond et Une Robitaille

Rapport du projet, décrivant plus en détail le sens et la philosophie qui sous-tendent le projet.

Coût : groupes : 20\$
commissions scolaires : 25\$
Disponibles à Atout-Lire
Tél.: (418)524-9353

PRATIQUA POP,

par Concert'Action Alpha : Coopérative des services multiples de Lanaudière (CSML), DÉCLIC, Regroupement des assistés sociaux de Joliette métropolitain (RASJM)

Première série d'un ensemble de documents didactiques destinés aux animatrices et animateurs, et dont les objectifs généraux sont les suivants : connaissances générales, capacité d'expression, vie de groupe, conscience sociale et politique, prise en charge collective du milieu.

Le matériel, qui répond au premier objectif «Les connaissances générales», se compose de dix pochettes d'activités sur des thèmes variés, d'une pochette «évaluation» et d'une pochette guide. Chaque pochette comprend trois sections : description des activités, matériel nécessaire à l'animation et matériel d'apprentissage.

Ces outils renferment des textes inédits, des exercices adaptés à divers niveaux d'apprentissage, des réflexions approfondies, des gestes concrets à poser pour améliorer notre situation de personnes analphabètes.

Disponible à DÉCLIC
Tél.: (514) 836-7122

RECUEIL DE TEXTES 3,
par Alpha-Nicolet

Recueil de textes traitant de différents sujets de la vie quotidienne décrits simplement par des participantes et participants d'Alpha-Nicolet.

Coût : 6\$ l'unité - 15\$
la série de trois recueils
(plus frais de poste)
Disponible à Alpha-Nicolet
Tél.: (819) 293-5745

ROSE LATULIPPE 4,
par Alpha-Nicolet

Quatrième livre de lecture de la série «Rose Latulippe». C'est une suite à la légende de Rose Latulippe : elle est mère de deux enfants, mais voilà que sa fille ...

Coût : 3,50\$ l'unité
13\$ la série de quatre livres
(plus frais de poste)
Disponible à Alpha-Nicolet
Tél.: (819) 293-5745

QUINZE CAHIERS
D'EXERCICES,

par la Concertation des organismes populaires d'alphabétisation de la Montérégie (COPAM)

Ces cahiers traitent de divers lieux ou activités touristiques dans différentes régions de la Montérégie, avec pour objectif l'apprentissage du français de base pour les niveaux débutant, intermédiaire et avancé: le Bas-richelieu, la Bataille de La Châteauguay, la Centrale de Beauharnois, le Centre d'interprétation de la nature, les douanes, l'exposition agricole (St-Hyacinthe), le Festival de la Citrouille, le Festival des Montgolfières, le Fort Lennox, la pêche blanche, la Pointe-du-moulin, les produits naturels, le recyclage, la Route des vins, la santé par le plein-air, carte plastifiée de la Montérégie (11x17).

Coût : le cahier : 3,50\$;
la carte : 3,00\$, l'ensemble
des 15 titres + la carte : 50\$
Disponibles à COPAM
Tél.: (514) 699-9955

LESIDA,

par le Centre franco-ontarien de ressources en alphabétisation (Centre FORA)

1. Cahier de l'apprenant et de l'apprenante

2. Cahier de l'alphabétiseur et l'alphabétiseuse, corrigé

Ces documents cherchent à :

- conscientiser les apprenantes et apprenants sur le SIDA;
- permettre l'échange de leurs points de vue;
- développer leur esprit critique tout en leur apprenant à lire et à écrire.

L'objectif principal de ces documents est de sensibiliser les apprenantes et apprenants au SIDA et de les mener à des actions positives.

Coût : Cahier de l'apprenant et l'apprenante : 10\$
Cahier de l'alphabétiseur et l'alphabétiseuse : 5\$
L'ensemble : 12\$
Disponibles au Centre FORA
Tél.: (705) 673-7033

SOUPER-BÉNÉFICE,
par Guyane Marcoux

Document qui présente toutes les étapes entourant la mise sur pied d'un souper-bénéfice : réservations, commanditaires, vente de billets, publicité, discours, horaire, artiste-invité, tirage, etc.

Coût : 10\$
Disponible à La Porte ouverte
Tél.: (514) 349-6827

VOYAGE EN MONTEREGIE,

par la Concertation des organismes populaires d'alphabétisation de la Montérégie (COPAM)

Jeu visant à faire connaître les principaux coins de la région touristique de la Montérégie, qui se compose de :

- quatre planches (circuits) contenant chacune 50 cases représentant des villes ou villages;
- une carte géographique, comportant à l'endos des panneaux de signalisation du code de la route;
- un carnet-questionnaire pour

chaque circuit

- quatre pions et un dé.

Coût : 25\$
Disponible à COPAM
Tél.: (514) 699-9955

Bientôt disponibles à COMSEP

1. Le pouvoir de... le pouvoir sur...

Document traitant de la notion de pouvoir dans la société et dans nos groupes : la place qu'on donne à nos membres, les perceptions du pouvoir de A à Z, le pouvoir et les organismes communautaires, les principes et les valeurs du mouvement communautaire (cadre de référence pour un projet de société du MEPACQ) et finalement déroulement des élections à COMSEP.

2. Le théâtre : pratique alternative en alphabétisation populaire

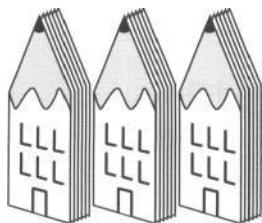
Document présentant toute la démarche d'une création collective écrite par les membres d'un groupe d'alphabétisation à partir du mémoire présenté par COMSEP dans le cadre de la Commission régionale sur l'avenir du Québec. Ce mémoire s'intègre au cadre de référence du MEPACQ et de la charte d'un Québec populaire, énoncée par la Solidarité populaire Québec. La pièce est composée de plusieurs scènes qui présentent des situations relatives aux principes présentés dans le mémoire.

3. Alimentation santé-gorgée : pratique alternative en alphabétisation populaire

Document développant le thème de l'alimentation sur une quinzaine d'ateliers. Les objectifs de cette démarche sont : apprendre à lire, à écrire et à calculer sur le thème de la nutrition et améliorer son alimentation sur un petit budget.

COMSEP : Tél.: (819) 378-6963





RGPAQ

Liste des groupes membres

MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

ATELIER D'ALPHA
DU S.A.C. ANJOU Inc.
6497, rue Azilda
Anjou H1K 2Z8
Tél. : (514) 354-4299

ATELIER DES LETTRES
1710, rue Beaudry
Montréal H2L 3E7
Tél. : (514) 524-0507

CARREFOUR D'ÉDUCATION
POPULAIRE DE POINTE
ST-CHARLES
2356, rue Centre
Montréal H3K 1J7
Tél. : (514) 596-4444
Télé. : (514) 596-4443

CENTRE ALPHA-SOURDS
65, De Castelnau Ouest
Bureau 300
Montréal H2R 2W3
Tél. : (514) 278-5334
Télé. : (514) 279-5373

CENTRE DE LECTURE
ET D'ÉCRITURE
3684, rue Mentana
Montréal H2L 3R3
Tél. : (514) 527-9097

CENTRE HAÏTIEN
D'ANIMATION ET
D'INTERVENTION SOCIALES
7745, avenue Champagneur #203
Montréal H3N 2K2
Tél. : (514) 271-7563
Télé. : (514) 271-3629

CENTRE D'ACTION
SOCIO-COMMUNAUTAIRE
DE MONTRÉAL
4050, rue St-Urbain
Montréal H2W 1V3
Tél. : (514) 842-8045
Télé. : (514) 842-2356

CENTRE N'A RIVE
6971, rue St-Denis
Montréal H2S 2S5
Tél. : (514) 278-2157

COMITÉ D'ÉDUCATION
DES ADULTES DE
ST-HENRI (CEDA)
2515, rue Delisle
Montréal H3J 1K8
Tél. : (514) 596-4422
Télé. : (514) 596-4981

LA JARNIGOINE
7445, rue St-Denis
Montréal H2R 2E5
Tél. : (514) 273-6683

LETTRES EN MAIN
5483, 12^e avenue
Montréal H1X 2Z8
Tél. : (514) 729-3056
Télé. : (514) 729-3056

MAISON D'HAÏTI
8833, boul. St-Michel
Montréal H1Z 3G3
Tél. : (514) 326-3022
Télé. : (514) 326-3024

TOUR DE LIRE
1437, boul. Pie IX
Montréal H1V 2C2
Tél. : (514) 521-2075
Télé. : (514) 521-2075

UN MONDALIRE
12 127, rue Victoria
Montréal H1B 2R4
Tél. : (514) 640-9228
Télé. : (514) 640-9443

MONTÉRÉGIE
BOÎTE À LETTRES
360, rue Cherbourg
Longueuil J4J 4Z3
Tél. : (514) 646-9273
Télé. : (514) 646-3294

CLE DES MOTS
503, St-Georges
Laprairie I5R 2N2
Tél. : (514) 659-7941
Télé. : (514) 659-3717

COMQUAT Inc.
300, boul. Perrot app. 100
Île-Perrot J7V 3G1
Tél. : (514) 453-3632
Télé. : (514) 453-3632

GROUPE D'ENTRAIDE IOTA
160, rue Charron
Ville Lemoyne J4R 2K7
Tél. : (514) 465-1803

LA PORTE OUVERTE
439, boul. Séminaire Nord
St-Jean-sur-Richelieu J3B 5L4
Tél. : (514) 349-6827
Télé. : (514) 349-6827

SAC À MOTS
1, chemin Blinn
Stanbridge-East J0J 2H0
Tél. : (514) 248-4654

L'ÉCOLE DE LA VIE
360, rue Cherbourg
Longueuil J4J 4Z3
Tél. : (514) 646-0965
Télé. : (514) 679-3294

LAURENTIDES-LANAUDIÈRE
ABC DES MANOIRS
568, rue Léon-Martel
Terrebonne J6W 2J8
Tél. : (514) 471-6928
Télé. : (514) 471-6928

CENTRE
D'ALPHABÉTISATION
D'ARGENTEUIL Inc.
77, rue Hammond
C.P. 181
Lachute J8H 3Y3
Tél. : (514) 562-1996

**COOP DE SERVICES
MULTIPLES DE LANAUDIÈRE**
2566, rue Victoria
Ste-Julienne JOK 2T0
Tél. : (514) 831-3333
Télé. : (514) 831-3333

DÉCLIC
180, Champlain
C.P. 1439
Berthierville JOK 1A0
Tél. : (514) 836-7122
Télé. : (514) 836-1939

**REGROUPEMENT DES ASSISTÉS
SOCIAUX DE JULIETTE MÉTRO**
181, rue Lajoie Sud
Joliette J6E 5L3
Tél. : (514) 759-7977
Télé. : (514) 752-1999

**SAGUENAY-LAC ST-JEAN
GROUPE CENTRE-LAC D'ALMA**
475, rue St-Bernard Ouest
Alma G8B 4R1
Tél. : (418) 668-3357
Télé. : (418) 668-0534

CENTRE ALPHA DE LA BAIE
802, boul. Grande Baie Nord
La Baie G7B 3K7
Tél. : (418) 544-2586
Télé. : (418) 544-2459

CENTRES MOT À MOT
3760, rue St-Léonard
Shishaw G7P 1G9
Tél. : (418) 695-5385
Télé. : (418) 542-6173 (extérieur)

**GASPÉSIE
ÎLE-DE-LA-MADELEINE**
COLLECTIF PLEIN DE BON SENS
340, chemin Mercier
New Richmond G0C 2B0
Tél. : (418) 392-6305
Télé. : (418) 759-8018

QUÉBEC
ALPHABELLE VANIER
235, rue Beauceage
Ville Vanier G1M 1H2
Tél. : (418) 527-8267

ATOUT-LIRE
266, rue St-Vallier Ouest
Québec G1K 1K2
Tél. : (418) 524-9353
Télé. : (418) 529-6731 (extérieur)

ALPHA STONEHAM
660, 1^{ère} Avenue-CP296
Stoneham G0A 4P0
Tél. : (418) 848-3427

ESTRIE
LE CENTRE D'ÉDUCATION
POPULAIRE DE LESTRIE
32, Wellington Nord, Bureau 450
Sherbrooke J1H 5B7
Tél. : (819) 562-1466

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
ALPHA-TÉMIS
1019, Route 382
Laverlochère JOZ 2P0
Tél. : (819) 765-3431

**CENTRE DE CROISSANCE
D'ABITIBI-OUEST**
419-B, 2^e Rue Est
C.P. 533
La Sarre J9Z 3J3
Tél. : (819) 333-3881

**BAS ST-LAURENT
CENTRE
D'ALPHABÉTISATION
DES BASQUES**
15, Notre-Dame Est
Trois-Pistoles GOL 4K0
Tél. : (418) 851-4088
Tél. : (418) 851-3320
Télé. : (418) 851-3567 (extérieur)

**MAURICIE/
BOIS-FRANCS**
ALPHA-NICOLET
690, rue Monseigneur Panet
Nicolet JOG 1E0
Tél. : (819) 293-5745
Télé. : (819) 293-8339

**CENTRE D'ACTION
BÉNÉVOLE
DE LA MRC DE BÉCANCOUR**
162, St-Antoine
Ste-Sophie-de-Lévrard G0X 3C0
Tél. : (819) 288-5533

**CENTRE D'ÉDUCATION
POPULAIRE
AUTONOME DU
CENTRE-DE-LA
MAURICIE**
1985, 14^e Avenue
Shawinigan Sud G9P 2C5
Tél. : (819) 537-1055
Télé. : (819) 537-5445

**CENTRE D'ÉDUCATION
POPULAIRE
DE POINTE-DU-LAC**
201, Grande Allée
Pointe-du-Lac G0X 1Z0
Tél. : (819) 377-3309
Tél. : (819) 377-3052

C.O.M.S.E.P.
749, rue St-Maurice
Trois-Rivières G9A 3P5
Tél. : (819) 378-6963
Télé. : (819) 378-0628

EBYON
89, St-Irénée
Cap-de-la-Madeleine G8T 7C3
Tél. : (819) 373-7653
Télé. : (819) 691-2866

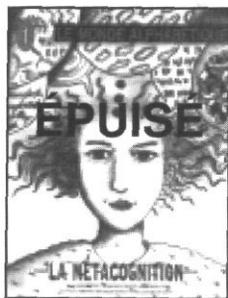
**LA CLÉ
EN ÉDUCATION
POPULAIRE DE
MASKINONGÉ**
110, 2^e avenue, 2e étage
Louiseville J5V 1X1
Tél. : (819) 228-8071
Télé. : (819) 288-8370 (CLSQ)

LUDOLETTRE
430, rue Lamothe
C.P. 488
St-Léonard-d'Aston JOC 1M0
Tél. : (819) 399-3023
Télé. : (819) 399-3023

CÔTE-NORD
LIRA
5 A, rue Napoléon
Sept-Iles G4R 3K5
Tél. : (418) 968-9843
Télé. : (418) 968-9843

POPCO INC.
41, Parent
Port-Cartier G5B 2G3
Tél. : (418) 766-8047
Télé. : (418) 766-8048

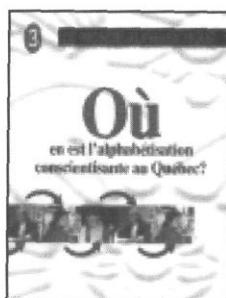
**ONTARIO
CENTRE
D'ALPHABÉTISATION
DE PRESCOTT
(CAP)**
511, rue Principale Est
Hawkesbury K6A 1B3
Tél. : (613) 632-9664
Télé. : (613) 632-9667



NUMÉRO 1



NUMÉRO 2



NUMÉRO 3



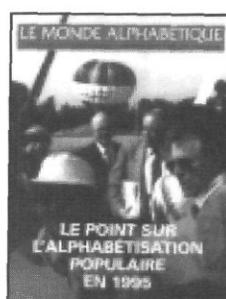
NUMÉRO 4



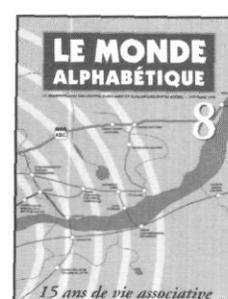
NUMÉRO 5



NUMÉRO 6



NUMÉRO 7



NUMÉRO 8

BON DE COMMANDE

Tarif : 10,00\$ le numéro

Veuillez me faire parvenir
exemplaire (s) du Monde alphabétique No _____

Je vous fais parvenir un chèque au montant de _____

Frais d'envoi : 2,00\$ (pour 1 exemplaire)

NOM _____

ORGANISME _____

ADRESSE _____

VILLE _____

PROVINCE _____

PAYS _____

CODE POSTAL _____

TÉLÉPHONE _____

TÉLÉCOPIEUR _____

LE REGROUPEMENT DES GROUPES POPULAIRES EN ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC
5040, Boulevard St-Laurent, Montréal H2T 1R7 Téléphone (514) 277-9976 Télécopieur (514) 277-2044

